



RÉINTÉGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, PROGRAMMES & PARTENAIRES POTENTIELS

SÉNÉGAL – ANNEXES

ALTAI CONSULTING POUR LE FFU – 2022



Financé par
l'Union européenne



TABLE DES MATIERES

1.	Liste des acteurs rencontrés	3
2.	Fiches Partenaires	9
2.1.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle ...	10
	Fiche Partenaire 1 : CFPT Sénégal-Japon	10
	Fiche Partenaire 2 : CFMPL.....	14
	Fiche Partenaire 3 : CSFP de Diamniadio.....	18
	Fiche Partenaire 4 : ENFHT.....	21
	Fiche Partenaire 5 : Lycée technique Maurice Delafosse.....	24
	Fiche Partenaire 6 : Sénégal Talents Campus	27
	Fiche Partenaire 7 : Lycée Industriel et Minier de Kédougou	29
	Fiche Partenaire 8 : CFP Don Bosco de Tambacounda	32
	Fiche Partenaire 9 : CFP de Tambacounda.....	35
	Fiche Partenaire 10 : CTP Ziguinchor Saint-Eloi	38
	Fiche Partenaire 11 : ISEP de Thiès.....	41
	Fiche Partenaire 12 : CFP Saint-Louis.....	45
	Fiche Partenaire 13 : CFP de Kaolack	48
2.2.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers	50
	Fiche Partenaire 14 : Agri-Jeunes (Tekki – Ndawñi).....	50
	Fiche Partenaire 15 : Baziness Lands.....	52
	Fiche Partenaire 16 : FONSTAB.....	54
	Fiche Partenaire 17 : BAOS.....	56
	Fiche Partenaire 18 : DER/FJ.....	60
	Fiche Partenaire 19 : FANSOTO	63
	Fiche Partenaire 20 : MEC FADEC	65
2.3.	Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat.....	67
	Fiche Partenaire 21 : SODEFITEX	67
	Fiche Partenaire 22 : ANIDA.....	69
	Fiche Partenaire 23 : Aissa Dione Tissus.....	71
	Fiche Partenaire 24 : Coopérative des producteurs de sel de la ville de Kaolack.....	73
	Fiche Partenaire 25 : Eiffage.....	75
	Fiche partenaire 26 : Programme XËYU NDAW ÑI.....	77
2.4.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables	79
	Fiche Partenaire 27 : CAOSP	79
	Fiche Partenaire 29 : EMDS.....	81
	Fiche Partenaire 29 : House of Hope	83
	Fiche Partenaire 30 : La Joie des Orphelins	85
	Fiche Partenaire 31 : PARI – Caritas Sénégal	87
3.	Fiches Acteurs.....	89
	Fiche Acteur 1 : Save the Children.....	89
	Fiche Acteur 2 : World Vision	91
	Fiche Acteur 3 : Eclasio	94
	Fiche Acteur 4 : 3FPT.....	98
	Fiche Acteur 5 : Banque Mondiale.....	100
	Fiche Acteur 6 : AFD	102
	Fiche Acteur 7 : LuxDev	106
	Fiche Acteur 8 : IIPÉ - UNESCO.....	108
	Fiche Acteur 9 : OFII	111
	Fiche Acteur 10 : ENABEL	113
	Fiche Acteur 11 : GIZ.....	115
	Fiche Acteur 12 : BAD.....	117
	Fiche Acteur 13 : ONUDI.....	120
	Fiche Acteur 14 : OIT.....	122
	Fiche Acteur 15 : PNUD.....	124
4.	Liste des documents collectés et exploités	125

1. LISTE DES ACTEURS RENCONTRÉS

Les différents témoignages ont été recueillis sur consentement verbal et conformément aux principes de confidentialité et d'anonymat.

Type d'acteur	Organisation	Position	Date de rencontre
FFU	DUE	Chargés de programmes section coopération (gouvernance, migration, secteur privé)	14/04/2022
Collectivité locale	Conseil départemental de Dagana	Secrétaire général	05/05/2022
Partenaire gouvernemental	ADEPME	Directeur de la Formalisation et de la Génération d'Entreprises	06/05/2022
Partenaire gouvernemental	Agri-Jeunes	Chargé de programme	14/04/2022
Partenaire gouvernemental	ANIDA	Directeur des études et de la formation, conseiller technique	12/05/2022
Partenaire gouvernemental	ANPEJ	Directrice adjointe formation	13/04/2022
Partenaire gouvernemental	ANPEJ Kaolack	Conseiller en auto-emploi	14/04/2022
Partenaire gouvernemental	ARD Kaolack	Directeur	14/04/2022
Partenaire gouvernemental	ARD Sédhiou	Directeur, chargé de suivi-évaluation et responsable local du projet PAICODELS	21/04/2022
Partenaire gouvernemental	ARD Tambacounda	Directeur	20/04/2022
Partenaire gouvernemental	BAOS Kaolack	Directeur	14/04/2022
Partenaire gouvernemental	BAOS Kolda	Directeur	25/04/2022
Partenaire gouvernemental	BAOS Sédhiou	Directeur	21/04/2022
Partenaire gouvernemental	BAOS Tambacounda	Directeur	18/04/2022
Partenaire gouvernemental	BMN	Expert suivi-évaluation (projet DES) ; Coordonnatrice du pôle suivi ; Directrice	11/05/2022

Partenaire gouvernemental	Chambre de commerce de Kaolack	Directeur des études	13/04/2022
Partenaire gouvernemental	Chambre de commerce de Ziguinchor	Chef de service	27/04/2022
Partenaire gouvernemental	Chambre des métiers de Kolda	Secrétaire Général	25/04/2022
Partenaire gouvernemental	Chambre des métiers de Tambacounda	Responsable du service technique	19/04/2022
Partenaire gouvernemental	Chambre des métiers de Ziguinchor	Secrétaire général, conseiller technique	29/04/2022
Partenaire gouvernemental	CAOSP Sédhio	Conseiller - psychologue	21/04/2022
Partenaire gouvernemental	Conseil régional de la jeunesse de Ziguinchor	Président	27/04/2022
Partenaire gouvernemental	DER	Présidente, directrice de cabinet, directrice des partenariats, directeur études et suivi-évaluation, directeur de la promotion de l'entrepreneuriat	26/04/2022
Partenaire gouvernemental	DGASE	Directeur, Chargé de Programme	25/04/2022
Partenaire gouvernemental	DGASE	Chargé de Programme	08/09/2022
Partenaire gouvernemental	Direction de l'emploi – mission locale pour l'emploi et l'entrepreneuriat de Thiès	Responsable	05/05/2022
Partenaire gouvernemental	Direction de l'emploi – mission locale pour l'emploi	Responsable national	12/09/2022
Partenaire gouvernemental	3FPT	Directrice Générale, Responsable de l'Unité Partenariat, responsable de projet	21/04/2022
Partenaire gouvernemental	3FPT - Kaolack	Responsable bureau - point focal	15/04/2022
Partenaire gouvernemental	FONSTAB	Directeur adjoint, expert en productions animales	25/04/2022
Partenaire gouvernemental	Gouvernorat de Tambacounda	Adjoint au gouverneur	19/04/2022
Partenaire gouvernemental	Inspection d'académie de Ziguinchor	Inspecteur	28/04/2022
Partenaire gouvernemental	Inspection de la jeunesse de Sédhio	Chef service régional de la jeunesse	22/04/2022

Partenaire gouvernemental	Ministère de la Jeunesse et des Sports	Conseiller technique	09/05/2022
Partenaire gouvernemental	Mission Local pour l'emploi et l'entrepreneuriat (MIL) de Tambacounda	Coordinatrice	18/04/2022
Partenaire gouvernemental	ONFP	Secrétaire Générale ; Coordinateur de l'unité de recherche et développement ; Conseiller technique du directeur général ; Directrice du suivi évaluation et de la certification	06/05/2022
Partenaire gouvernemental	Pôle Emploi Kaolack	Coordonnateur du pôle	14/04/2022
PTF	AECID	Directrice programme GMD ; Responsable PACERSEN ; Coordinatrice internationale PACERSEN	28/04/2022
PTF	AFD	Responsable portefeuille appui secteur privé et financier	29/04/2022
PTF	AICS	Expert en co-développement et employabilité des jeunes PASPED	29/04/2022
PTF	Agence Universitaire Francophone	Coordonnateur opérationnel	09/05/2022
PTF	Banque Mondiale	Spécialiste principal en éducation	27/04/2022
PTF	BIT	Spécialiste développement des compétences ; Spécialiste compétences et employabilité ; Chargé du programme <i>skill up</i> au Sénégal	28/04/2022
PTF	Délégation Générale du Québec	Première conseillère	09/05/2022
PTF	ENABEL	Responsable PARERBA ; Gestionnaire de projet ; Conseiller stratégique du représentant régional ; Attaché de coopération ; Manager portfolio entrepreneuriat durable	15/04/2022

PTF	ENABEL - PARERBA Kaolack	Expert Formation professionnelle et Technique, Expert incubation des entreprises	15/04/2022
PTF	GIZ	Directrice Adjointe ; Conseiller Technique	09/05/2022
PTF	IIFE-UNESCO	TVET Expert / Expert en charge des formations en EFTP	28/04/2022
PTF	LuxDev	Responsable Programme ACEFOP	22/04/2022
PTF	OFII	Directeur ; Directrice Adjointe ; Chargée de programme ; Chargé de projet	10/05/2022
PTF	OIM	Chargés de réintégration	05/04/2022
PTF	OIM - bureau de Kolda	Assistant à la réintégration	26/05/2022
PTF	ONUDI	Coordonnateur national du programme de partenariat Pays du Sénégal (PCP- SEN)	04/05/2022
PTF	PROVALE-CV	Coordonnateur régional Sédhiou	21/04/2022
PTF	UNCDF	Responsable Programme	06/09/2022
OSC	Association des migrants de Sédhiou	Président	22/04/2022
OSC	Association des migrants de Ziguinchor	Président	27/04/2022
OSC	EMDS	Président	22/04/2022
OSC	Fédération des Migrants de Kaolack	Président	13/04/2022
OSC	FODDE	Directeur	25/04/2022
OSC	GUNNE	Directeur	26/04/2022
OSC	Joie des Orphelins	Président	26/04/2022
OSC	Maison de la Femme	Présidente ; Secrétaire générale ; Chargée de formation	04/05/2022
OSC	AMREF	<i>Procurement and logistics officer</i>	22/04/2022

OSC	Caritas Sénégal - PARI	Directeur	05/05/2022
PTF	<i>Catholic Relief Services</i>	Chef de bureau Ziguinchor	27/04/2022
OSC	Croix Rouge Ziguinchor	Vice-président du comité départemental	28/04/2022
OSC	Direct Aid	Responsable de projets	28/04/2022
PTF	Eclosio	Coordonnateur programme ; Coordonnateur pays ; Chargé de suivi-évaluation	05/05/2022
OSC	Enda Jeunesse Action	Directeur ; Directeur adjoint ; Conseiller technique	05/05/2022
OSC	<i>House of Hope</i>	Coordonnateur ; trois conseillers psychologues	04/05/2022
PTF	Play international	Directeur Sénégal	14/04/2022
PTF	Save the Children	Directeur Sénégal ; Chargé de coordination, mobilisation et développement des ressources ; Conseiller technique bureau éducation ; Coordinatrice de projet protection bureau Sénégal ; Coordinateur régional PROTEJEM	26/04/2022
OSC	Tostan	Coordonnateur de la Zone Est	18/04/2022
OSC	VIS	Responsable sensibilisation, responsable des bourses d'études	10/05/2022
OSC	World Vision	Resource and Acquisition Management Director ; Spécialiste de Programmes ; Coordonnateur du projet AFD-FISONG ; Manager du programme technique <i>livelihood and resilience</i> ; Manager du projet de réduction de la migration rurale dans le bassin arachidier.	29/04/2022

Banque	Crédit Mutuel du Sénégal	Directeur des Etudes, de la stratégie, de la Gestion des Projets et du Suivi des Sociétés Liées	06/05/2022
Entreprise	Aissa Dione Tissus	Présidente ; Directeur financier	10/05/2022
Entreprise	AMD Corporation	Directrice ; Directrice financière ; Conseillère	04/05/2022
Entreprise	Atelier de couture Seck	Artisan - maître d'apprentissage	20/04/2022
Entreprise	Atelier de couture Thiam	Artisan - maître d'apprentissage	13/04/2022
Entreprise	Campus Teranga	Président	03/05/2022
Entreprise	CERCIS	Président	28/04/2022
Entreprise	Coopérative Saloum Métal Kaolack	Président	13/04/2022
Entreprise	Coopérative Sel Kaolack	Président	13/04/2022
Entreprise	Eiffage Sénégal	Directeur Général	12/05/2022
Entreprise	Entreprise agro-alimentaire Ndao	Directrice	15/04/2022
Entreprise	ISAO	Président, Directeur des Analyses	12/05/2022
Entreprise	Restaurant Sope Naby	Propriétaire	20/04/2022
Entreprise	SAPCO	Président ; Directeur des ressources humaines ; Directeur financier	27/04/2022
Entreprise	SEREC	Président	09/05/2022
Entreprise	SODEFITEX	Directeur en charge de la formation	03/05/2022
Syndicat	Confédération Nationale des Travailleurs Sénégalais	Secrétaire Général ; Conseiller technique migration	15/04/2022
Incubateur	Baziness Lands	Directeur	28/04/2022
Centre de Formation	CFMPL	Directeur	04/05/2022
Centre de Formation	CFP de Kaolack	Directrice	14/04/2022
Centre de Formation	CFP de Saint-Louis	Directrice	06/05/2022

Centre de Formation	CFP Sédhiou	Directrice	21/04/2022
Centre de Formation	CFP de Tambacounda	Directrice	19/05/2022
Centre de Formation	CFP Don Bosco de Tambacounda	Directeur	19/05/2022
Centre de Formation	CFP Saint Eloi de Ziguinchor	Directeur	29/04/2022
Centre de Formation	CFPT Sénégal-Japon	Directeur de la Formation ; Directeur des Etudes	10/05/2022
Centre de Formation	Centre national de formation des techniciens en élevage et industrie animale	Directrice	06/05/2022
Centre de Formation	Centre Polyvalent	Directeur	05/05/2022
Centre de Formation	CRFP Ziguinchor	Responsable CAI ; Formateur en électricité ; Formateur en construction	29/04/2022
Centre de Formation	CSFP BTP Diamniadio	Directeur adjoint	06/05/2022
Centre de Formation	ENFHT	Directeur	05/05/2022
Centre de Formation	ISEP	Directeur ; équipe de direction	11/05/2022
Centre de Formation	Lycée industriel de Kédougou	Proviseur	06/05/2022
Centre de Formation	Lycée technique Maurice Delafosse	Proviseur	04/05/2022

2. FICHES PARTENAIRES

Les Fiches Partenaires listent les partenaires potentiels en mesure de participer à la réintégration des migrants de retour dans le cadre des prochaines phases de programmation de l'Union européenne. Elles ont été sélectionnées sur la base d'un ensemble de critères incluant :

- La qualité de l'accompagnement proposé mesurée par le taux d'insertion sur le marché de l'emploi des bénéficiaires de ces institutions ;
- L'adéquation des critères de sélection des bénéficiaires avec le profil des migrants de retour ;
- L'expérience de ces institutions dans l'accompagnement de publics vulnérables ;
- La disponibilité à court ou moyen terme de ces institutions à intégrer des migrants de retour dans leur programmation.

2.1. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la formation technique et professionnelle

Fiche Partenaire 1 : CFPT Sénégal-Japon

Centre de Formation Professionnelle et Technique Sénégal-Japon (CFPT-SJ)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Publique (créée en 1984)
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> Frais d'inscription (environ 10 000 FCFA / an) ; L'Etat sénégalais – via le MEFPAL – appuie le CFPT-SJ à hauteur de 40 millions FCFA par an ; Le gouvernement du Japon appuie le centre en moyenne à hauteur de 2 à 3 milliards FCFA annuellement (pour le matériel) ; La majeure partie des ressources du centre sont générées par les formations payantes (certificats de spécialité – CS – en particulier) et la production. Le CFPT-SJ fait de l'usinage, et fabrique par exemple des pièces de métal. Le CFPT-SJ est occasionnellement financé par le 3FPT et des PTF (BAD, Banque Mondiale, LuxDev, etc.).
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du MEFPAL.
Coût	<p>10 000 FCFA / an par apprenant (coût total) ; le coût réel de la formation est couvert par les ressources financières importantes du centre, issues de la subvention annuelle du gouvernement japonais et, surtout, des ventes des productions matérielles du centre.</p> <p>Les frais d'inscription des formations continues destinées aux entreprises sont plus élevés (montant exact non communiqué).</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes titulaires d'un brevet d'étude et/ou d'un baccalauréat ; étudiants ayant arrêté l'université ou sans emploi.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Environ 1 200 étudiants au total. La capacité d'accueil pourrait monter à 2 000 jeunes rapidement en fonction de l'aboutissement (ou non) de l'extension du centre et de la création d'un centre satellite à Diamniadio.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Le CFPT-SJ est fortement référencé par les partenaires et connu de la plupart des étudiants. La direction mène néanmoins des activités de communication, notamment via des annonces dans la presse nationale, et des activités de promotion de l'établissement dans tous les lycées du pays et auprès des entreprises. Le CFPT-SJ dispose d'une page Facebook, en revanche son site internet n'est pas tenu à jour. Le centre ne dispose pas d'un chargé de communication à temps plein.</p> <p>Site internet : CFPT-SJ CFPT</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>Brevet de Technicien de l'Industrie (BTI) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Electrotechnique ; • Electromécanique, • Mécanique auto. <p><u>Brevets de Technicien Supérieur (BTS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Informatique industrielle et réseau ; • Automatique ; • Electromécanique ; • Maintenance des installations du bâtiment ; • Maintenance des engins lourds ; • Projet de création d'une filière Ascensoriste avec CFAO technologies <p><u>Certification de Spécialisation (CS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Solaire photovoltaïque ; • Maintenance des forages.
Conditions d'entrée	<p>La quasi-totalité des étudiants du CFPT–SJ a réussi un concours d'entrée, spécifique à chaque filière de BTI, de BTS et de CS, pour lesquelles les conditions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Être de nationalité sénégalaise et être âgé de moins de 35 ans ; • Réussir aux tests psychotechniques organisés par le Centre ; • Verser des frais de participation au concours de 2000 FCFA (pour les BTI) et de 6000 FCFA (pour les BTS) ; • Renseigner un formulaire de candidature ; • Photocopie légalisée de la carte d'identité nationale ; • Document certifié attestant du dernier niveau scolaire atteint. <p><u>Conditions spécifiques aux filières BTI et BTS :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins atteint le niveau de première secondaire (niveau brevet d'études) pour concourir aux BTI ; • Avoir au moins obtenu le baccalauréat pour concourir aux BTS ; <p>Pour chaque classe, l'Etat envoie une vingtaine d'étudiants sélectionnés sur concours, et le centre recrute le restant des cohortes sur dossiers, généralement envoyés par les entreprises qui subventionnent les formations de leurs employés.</p>
Déroulé des formations	<p><u>BT</u> : 2 ans de formation</p> <p><u>BTS</u> : 2 à 3 ans de formation</p> <p><u>CS</u> : 6 mois de formation</p>
Fréquence des cohortes	<p>Une cohorte par formation par an, sauf pour les CS qui peuvent être répétés à plusieurs occasions dans l'année.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>Pratique (dominante) mais théorique également.</p>

Alphabétisation	La totalité des élèves est alphabétisée.
Curricula	<p>Les curricula sont élaborés selon les référentiels de l'ONFP, et dictés par des professionnels du métier. De nouveaux référentiels sont parfois coconstruits avec l'ONFP. Des modules en entrepreneuriat et en techniques d'employabilité ont été ajoutés aux curricula ces dernières années.</p> <p>Dans le cadre du programme de formation Ecole-Entreprise (PF2E), le centre met en place une formation duale avec la SENELEC.</p> <p>Des stages en entreprise sont obligatoires et intégrés dans toutes les formations du centre.</p>
Formateurs	Une cinquantaine de formateurs en interne. Chaque année les formateurs partent au Japon pour renforcer leurs capacités (sur le plan technique mais aussi organisationnel). Certains ont bénéficié des bourses ABE pour aller se former au Japon pendant un an.
Certification	<p>Toutes les formations dispensées par le centre sont reconnues par le MEFPAL. Le BTI et le BTS sont des diplômes nationaux délivrés par la direction des diplômes du MEFPAL et qui sont reconnus nationalement.</p> <p>Les CS du CFPT-SJ sont également reconnus par le MEFPAL dont un des représentants de la DRFPT contresigne les attestations.</p> <p>Lors de la délivrance des certifications, les présidents sont des professionnels du métier (volonté de proximité avec le monde de l'entreprise).</p>
Perdiem et taux de déperdition	<p>Aucun perdiem n'est distribué pendant les formations. Les coûts de formation des apprenants en CS sont pris en charge à hauteur de 90% par le CFPT via des bons de formation.</p> <p>Il n'y aurait quasiment aucune déperdition selon la Direction du centre.</p>
Suivi post-formation	Le CFPT-SJ dispose d'une cellule d'appui à l'insertion (CAI) et réalise le suivi des sortants pendant un an. Le centre a signé des conventions de partenariat avec des entreprises pour placer leurs étudiants (SENELEC, Orange, CFAO Technologies, Eiffage, etc.).
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Le taux d'insertion varie entre 65% et 70% à la fin de la première année, sur un emploi stable. Les stages sont comptés à part et 3-4% des cohortes continuent généralement leurs études.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFPT-SJ a fait de nombreuses formations individuelles sur des thématiques très variées et est en mesure de développer des formations courtes de 2 à 6 mois pour un grand nombre de jeunes, une durée de formation qui correspond aux besoins des migrants de retour ; • Leurs formations sont très professionnalisantes et sont accessibles sans diplômes pour les CS. Un partenariat avec le CFPT-SJ pourrait donc se focaliser sur l'intégration de migrants de retour dans des CS développés par l'établissement ; • Des projets d'extension (centre de Dakar) et de création d'un centre satellite (Diamniadio) devraient permettre d'augmenter la diversité des filières.
Capacité d'accueil	Importante selon les filières, l'accueil de 200 à 300 migrants de retour par an est envisageable si des moyens matériels sont fournis en conséquence.

Partenariats avec le secteur privé	<p>Le CFPT-SJ a développé un grand nombre de partenariats afin de placer ses élèves en stage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BTS en partenariat avec des grandes entreprises comme la SENELEC ou CFAO technologies (en cours) ; • Pour les stages, une quarantaine de partenariats long-terme, dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'électrotechnique, du numérique, des cimenteries, etc.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>Les mécanismes publics d'intermédiation sur le marché de l'emploi sont peu sollicités par le CFPT-SJ. Il n'y a pas de convention signée ni de partenariat actif avec l'ANPEJ.</p> <p>La CAI du CFPT-SJ oriente ponctuellement les apprenants du centre en fin de formation vers la Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ) s'ils ont des projets entrepreneuriaux qu'ils souhaitent faire financer.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Les locaux actuels sont à leur limite en termes d'accueil et sans la finalisation de la nouvelle implantation du centre à Diamniadio, les capacités d'accueil pour un nombre important de migrants de retour pourraient être insuffisantes.</p>
Autres remarques	<p>Le CFPT-SJ est salué par les PTF comme un des meilleurs ETEP du Sénégal. Le centre reçoit chaque année du matériel de pointe du Japon, accompagné d'instructions et formations pour son entretien du matériel.</p>
Contacts	
Point focal	<p>Amadou Ka (Directeur de la Formation), Sene Ndoye (Directeur des Etudes)</p>
Contact	<p>amadou.ka@cpft-sj.sn ; senidiawa@yahoo.fr</p>

Fiche Partenaire 2 : CFMPL

Centre De Formation Métiers Portuaires et Logistiques (CFMPL)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	État du Sénégal (3FPT, MEFPAL, ministère des Pêches, ministère des Transports) et financements privés.
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du MEFPAL, du ministère des Pêches et du ministère des Transports. L'équipe de direction est composée d'une Directrice générale, d'un responsable pédagogique et technique, d'une responsable commerciale et développement, d'un responsable administratif et financier.
Coût	<p><u>Coût total annuel pour les apprenants, toutes filières confondues :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 160 000 FCFA décomposés de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> ○ 30 000 FCFA de frais d'inscription ; ○ 15 000 FCFA/mois. <p><u>Coût total annuel pour les professionnels techniciens : 1 100 000 FCFA</u></p>
Profil des bénéficiaires actuels	A partir du Brevet de Fin d'Etudes Moyennes (BFEM – niveau 3 ^{ème}). La plupart des élèves ont le Baccalauréat, voire des diplômes d'études supérieures à leur entrée.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le CFMPL forme environ 150 à 200 personnes par an tout compris.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Au sein du CFPML, la responsable commerciale et développement se charge également de la communication qui consiste essentiellement en la mise à jour du site internet, une présence très active sur les réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, Twitter et YouTube) et l'organisation de journées portes ouvertes chaque année au moins de juin et de septembre. Site internet : Formation – CFMPL
Détails sur les formations	

<p>Filières de formation</p>	<p><u>Brevet Technicien (BT) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Technicien supérieur spécialisé en organisation du transport ; • Technicien spécialisé en manutention exploitation portuaire ; • Technicien spécialisé en exploitation transport. <p><u>Brevet Technicien Supérieur (BTS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Technicien supérieur spécialisé en méthode et exploitation logistique. <p><u>Certificat de Spécialité (CS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Conducteur de transport interurbain de voyageurs ; • Conducteur de grue mobile ; • Grand routier de véhicules articulés ; • Conducteur de chariot élévateur à fourches ; • Agents d'exploitation transit quai.
<p>Conditions d'entrée</p>	<p>Une majorité est admise par concours, le reste sur dossier et via une admission payante.</p> <p>Niveaux minimaux de formation requis et conditions spécifiques d'entrée par filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le niveau minimal d'entrée pour les BT est le baccalauréat ; • Le niveau minimal d'entrée pour le BTS est le BT ou être salarié d'une entreprise dans le même secteur d'activité avec au minimum 3 ans d'expérience et être titulaire à minima d'un autre BTS ou d'un DUT ; • Pour les CS, le niveau minimal requis est le brevet d'étude (3^{ème}), il faut réussir les tests scolaires d'entrée ainsi qu'un test d'aptitude médicale ; • Pour les CS Conducteur de grue, Conducteur de véhicule interurbain et Conducteur grand routier de véhicule articulé, il faut être titulaire d'un permis de conduire spécial ; • Les formations conduite routière de marchandises et conduite d'engins tous types nécessitent de présenter un brevet d'études (ou une attestation complète de la classe de troisième), être titulaire d'un BEP ou CAP, être titulaire du permis C-E ou B, passer un test d'aptitude médicale, et être admis aux épreuves du concours d'entrée ; • Pour les formations en Manutention – Exploitation portuaire, et Exploitation transport, les conditions d'accès sont : être titulaire du Bac technologique (ou présenter une attestation complète de la classe de Terminale toutes séries confondues), être admis aux épreuves du concours d'entrée ; • Les formations Méthode et exploitation logistique et Organisation de transport international sont accessibles avec une attestation de baccalauréat et sur admission aux épreuves du concours d'entrée.
<p>Déroulé des formations</p>	<p>Cours en journée et cours du soir destinés aux professionnels, payés par les employeurs avec soutien du 3FPT (une centaine chaque année).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les formations du centre en BT et en BTS durent deux ans. • Le CS Conducteur de chariot élévateur à fourche dure trois mois • Les CS Conducteur de grue mobile, d'exploitation transit-quai, Grand routier de véhicules articulés durent six mois.

Fréquence des cohortes	Selon le nombre d'apprenants par filière, en moyenne une par an.
Dominante (pratique ou théorique)	C'est la pratique qui domine. Deux tiers de la formation se déroulent en école et un tiers en entreprise.
Alphabétisation	100% des élèves sont alphabétisés sauf ceux en CS.
Curricula	L'administration élabore les curricula selon les besoins en formation des entreprises et le marché du travail et en suivant les recommandations du secteur privé. Les référentiels sont ceux de l'ONFP. Des modules sur l'employabilité (le CV, le comportement en entreprise, etc.) ont été intégrés.
Formateurs	Les formateurs sont très bien formés et diplômés de l'enseignement supérieur. Une majorité sont d'anciens professionnels ou des professionnels en activité. Ils doivent avoir au moins 10 ans d'expérience dans les métiers de la logistique, du transport et la manutention, et sont recrutés sur la base de critères académiques, pédagogiques et éthiques.
Certification	Les BT et BTS sont des diplômes délivrés par la DNCC du MEFPAL. Il s'agit de diplômes d'Etat reconnus à travers tout le pays. Les CS sont délivrés sous la forme d'attestations du centre, reconnues par les professionnels dans les secteurs d'embauche du CFPML.
Perdiem et taux de déperdition	Aucun perdiem n'est octroyé aux élèves durant les formations. L'Etat sénégalais subventionne les inscriptions des apprenants sénégalais à hauteur de 90% à travers le 3FPT via des bons de formation. Les 10% restants sont pris en charge par les apprenants ou par leur employeur. Quasiment aucune déperdition de leurs étudiants au cours des formations, selon le centre.
Suivi post-formation	Le CFMPL dispose d'une CAI très active qui tente de multiplier les partenariats avec les entreprises du secteur afin de récupérer leurs sollicitations et de leur envoyer les CV les plus adaptés au sein de leur base de données.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Taux d'insertion globale : 81% toutes filières confondues, le plus bas est pour les techniciens spécialisés en Manutention exploitation portuaire (67,9%), le plus élevé est le CS Conducteur d'engin (91,9%).
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> Le CFMPL dispose de bonnes infrastructures de formation et d'un niveau de formation technique reconnu par les acteurs privés, qui garantit un taux d'insertion professionnelle très satisfaisant à la fois pour leurs BT et BTS que pour leurs CS au sein desquels les migrants de retour pourraient étudier ; Le CFMPL a déjà développé des CS correspondant aux profils des migrants de retour en termes de critères de sélection, à leur attente de formations courtes et sur des filières porteuses en termes d'emploi ; Les filières du transport et de la logistique sont des secteurs porteurs en termes d'embauche, en particulier dans les régions de Dakar et de Thiès ; Le CFPML est situé dans la région de Dakar qui est une des principales zones de retour pour les migrants au Sénégal.
Capacité d'accueil	Environ 100 migrants de retour par an répartis sur deux voire trois cohortes (CS).

Partenariats avec le secteur privé	Le centre a signé des partenariats avec 113 entreprises dont Dubaï Port World, Bolloré, Dangoté Industries, Aftral, ANAM ou COSEC, dans lesquels les élèves sont placés en stage durant leurs formations.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Le CFPML a mis en place peu de relations avec les mécanismes publics d'intermédiation sur le marché de l'emploi. Il ne dispose pas de partenariat avec l'ANPEJ ; ni avec la DER/FJ, car les coûts d'entrée pour devenir entrepreneur dans les secteurs concernés sont très élevés.
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFPML est considéré par plusieurs institutions partenaires comme une des meilleures institutions de formation du Sénégal. • Tout comme le CFPT Sénégal-Japon, lorsque le secteur est saturé, les formations s'arrêtent et le centre réalise un suivi des formés.
Contacts	
Point focal	Mansour Ndiaye (Responsable pédagogique et technique)
Contact	+221 77 740 18 63 ; mansour.ndiaye@cfmpl.sn

Fiche Partenaire 3 : CSFP de Diamniadio

Centre Spécialisé de Formation Professionnelle – Bâtiments et Travaux Publics – Diamniadio (CSFP-BTP Diamniadio)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Diamniadio
Structure	
Type de structure	Hybride (Publique/privée)
Financements actuels / principaux	État (MEFPAL, 3FPT) ; Banque Mondiale ; AFD ; GIZ (Programme Réussir au Sénégal).
Organisation et gouvernance	Le centre est géré sous la tutelle du MEFPAL, des syndicats patronaux du BTP, en l'occurrence le Syndicat Professionnel des entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics au Sénégal et le Syndicat National des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics, respectivement affiliés au Conseil National du Patronat (CNP) et à la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES) d'autre part.
Coût	<p><u>Voie concours</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût total annuel de 160 000 FCFA, réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> ○ 30 000 FCFA de frais d'inscription ; ○ 15 000 FCFA/mois. <p><u>Voie payante</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coût total annuel de 630 000 FCFA, réparti de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"> ○ 30 000 FCFA de frais d'inscription ; ○ 60 000 FCFA/mois.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes élèves titulaires à minima d'un brevet d'étude, d'un baccalauréat, ou étudiants ayant arrêté l'université (ou en étant sortis sans emploi). La cible concerne des jeunes âgés de 16 à 35 ans.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Nombre d'apprenants formés par an : normalement 25 par classe (20 par concours et 5 privés sur dossier).</p> <p>2021-2022 : 201 apprenants, toutes filières confondues</p> <p>2020-2021 : 222 apprenants, toutes filières confondues</p>
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Le CSFP-BTP dispose de deux personnels en charge des relations extérieurs et des partenariats et souhaite redynamiser sa communication sur les médias, les réseaux sociaux, et dans des événements publics (salons, forums) dans les prochaines années. Le centre a organisé des journées portes ouvertes fin juin qui ont été mentionnées dans la presse locale. Ils disposent de vidéos de présentation du centre sur YouTube et d'une page Facebook.</p> <p>Site internet : Home - CSFP-BTP</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>Les principales filières métiers sont :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Électricité bâtiment – chef de chantier ; • Électricité bâtiment – chef d'équipe ; • Bâtiment – Gros œuvre maçonnerie béton armé – chef de chantier ; • Bâtiment – Gros œuvre maçonnerie béton armé – chef d'équipe ; • Voierie et réseaux divers – chef d'équipe ; • Plomberie installations sanitaires – chef d'équipe. <p><u>Niveaux de formation :</u> BT (chef de chantier) et BTS (chef d'équipe)</p> <p>Autres filières de formation – niveau Certificat de Spécialité (CS) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise énergétique dans le bâtiment, le solaire et les systèmes de ventilation ; • Laborantin géotechnique ; • Opérateur topographe ; • Installateur en électricité bâtiment ; • Installateur plomberie sanitaire.
Conditions d'entrée	<p>Pour toutes les formations, les élèves doivent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter une attestation du BFEM (niveau troisième) ; • Être admis aux épreuves du concours d'entrée (entretien de motivation, épreuves écrites et orales) ; • Être admis au test d'entrée pour la section payante (à la suite du dépôt d'un dossier de candidature par l'entreprise du salarié). <p>Les élèves doivent déposer des copies légalisées de leurs papiers d'identité et de leurs diplômes obtenus.</p>
Déroulé des formations	<p>Les BTS durent 3 360 heures réparties sur deux ans ;</p> <p>Les BT durent 1 680 heures réparties sur un an ;</p> <p>Les CS durent 640 heures réparties sur 4 mois.</p>
Fréquence des cohortes	<p>Chaque cohorte est de 25 apprenants, il y en a une par an par filière.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>Dominante pratique : les CS comportent 80% de pratique ; les BT et BTS prévoient 1 200 heures de cours au centre et 480 heures en entreprise (et le double pour les BTS).</p>
Alphabétisation	<p>Tous les apprenants sont alphabétisés.</p>
Curricula	<p>L'administration élabore les curricula selon les modèles élaborés par l'ONFP et en étroite collaboration avec ses agents qui les ont agréés. Des consultations avec les syndicats patronaux ont été également réalisées pour valider les modules et matières enseignées dans chaque formation.</p> <p>Chaque formation inclut un temps obligatoire en entreprises.</p>
Formateurs	<p>Tous les formateurs du centre sont des professionnels en activité. Des responsables de centre de formation et formateurs de la région sont également sollicités pour réaliser des formations. Le nombre exact de formateurs n'a pas été précisé.</p>
Certification	<p>Toutes les formations du CSFP-BTP sont reconnues et certifiées par la DNCC et le MEFPAL.</p>

Perdiem et taux de déperdition	Aucun perdiem n'est octroyé aux élèves pour suivre les formations. L'Etat subventionne les étudiants ayant réussi le concours, et de certains étudiants des CS, à hauteur de 90% de prise en charge des coûts de formation via les bons de formation du 3FPT. Taux de déperdition très faible.
Suivi post-formation	Pas de cellule d'appui à l'insertion à l'heure actuelle, mais il est prévu d'en créer une.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Environ 65 % sur les premières cohortes, le centre n'a été lancé que depuis quatre ans. Le plus haut taux d'insertion (avoisinant les 100%) est associé au CS plomberie, en entreprise ou en auto-emploi.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> Le CSFP est un établissement innovant, très bien équipé et qui propose des filières de formation porteuses en termes d'emploi car répondant précisément aux besoins du secteur privé dans le principal secteur d'embauche du pays : le BTP ; Le centre n'a encore jamais accueilli de migrants de retour. Pour autant, il dispose de formations courtes et professionnalisantes (CS) qui pourraient correspondre aux besoins des migrants de retour, sur des thématiques attractives ; Le CSFP est implanté dans la région de Dakar/Diamniadio où retournent de nombreux migrants et au potentiel de développement économique important, notamment avec la création de la Zone Economique Spéciale de Diamniadio.
Capacité d'accueil	Entre 60 et 80 migrants de retour par an.
Partenariats avec le secteur privé	Les CS incluent dans la formation 160 heures obligatoires de stage en entreprise chez l'un des partenaires du CSFP qui en compte une trentaine dont Royal entreprise, Getran, Seneguindia, CGIN, GBS, CSE, CFPT, CBAO.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	La CAI de l'établissement a déjà référé certains étudiants à la DER/FJ afin de faciliter le financement des projets professionnels des jeunes à leur sortie de formation. Aucun partenariat n'a été développé avec l'ANPEJ. L'Espace Sénégal Service et le Pôle Emploi ont réalisé en mars 2022 au sein de l'établissement une présentation des accompagnements que les différentes agences qui les composent offrent aux jeunes demandeurs d'emploi et aux jeunes entrepreneurs.
Remarques	
Défis exprimés	Les ressources humaines et moyens sont limités au niveau de la CAI. Toutes les formations ne permettent pas aux jeunes de trouver un travail et ces lacunes pourraient constituer un frein à l'accompagnement de cohortes additionnelles vers l'insertion professionnelle.
Autres remarques	Le CSFP souhaite ajouter des modules de formation en technique d'employabilité, en création et gestion d'entreprise au sein de toutes ses formations. Il souhaite également mettre en place un incubateur pour les projets entrepreneuriaux de ses étudiants.
Contacts	
Point focal	Oumou Khairy Pouye (Directrice adjointe de la Formation)
Contact	poumoukhaury@yahoo.fr

Fiche Partenaire 4 : ENFHT

Ecole Nationale de formation Hôtelière et Touristique (ENFHT)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	État (MEFPAL et ministère du Tourisme)
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du ministère du Tourisme
Coût	<p>Frais d'inscription de 80 000 FCFA pour toutes les filières.</p> <p>Pour les élèves admis par la voie payante, les frais sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 45 000 FCFA/mois pour les filières en BT ; • 50 000 FCFA/mois pour les filières en BEP ; • 45 000 FCFA/mois pour les filières en BTS.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes élèves, étudiants et professionnels des entreprises.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le nombre d'apprenants formés par an est de 200 toutes classes confondues.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Appel à candidature, sensibilisation sur les filières de formation et affichage, présence dans les forums et salons professionnels organisés par l'Agence Nationale de Promotion Touristique (ASPT) du Sénégal. Ils communiquent également via une association d' alumni et les nombreuses associations d'élèves.</p> <p>Site internet : Accueil - Ecole Nationale de Formation Hôtelière et Touristique (enfht.sn).</p>
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>Filière Restauration</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Cuisine (BEP) ; • Pâtisserie (BEP) ; <p><u>Filière Tourisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Accueil et Animation (BEP) ; • Aménagement et Administration (BTS) ; <p><u>Filière Gestion hôtelière (BT et BTS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Production / vente ; • Hébergement ; • Restauration.

Conditions d'entrée	<p>Le niveau prérequis pour postuler à toutes les formations est le BEPC/BEFM (niveau troisième), dont il faut disposer d'une copie certifiée.</p> <p>Pour les filières BTS, il faut avoir à minima le baccalauréat pour postuler, et disposer d'une attestation de diplôme certifiée.</p> <p>Pour toutes les filières, il faut adresser une demande manuscrite au directeur de l'ENFHT, un extrait d'acte de naissance, un certificat de visite et contre-visite datant de moins de trois mois, une copie d'une carte d'identité à jour, et 5000 FCFA de frais de dossier acquittés.</p>
Déroulé des formations	<p>Les cours sont dispensés en présentiel en journée et soirée.</p> <p>Toutes les formations de l'ENFHT durent deux ans, sauf le BTS Gestion hôtelière qui peut durer 3 ans.</p> <p>Les modules de formation courtes peuvent durer de deux semaines à 6 mois en fonction de la commande du bailleur qui est effectuée.</p>
Fréquence des cohortes	Une par année pour chaque filière.
Dominante (pratique ou théorique)	C'est la pratique qui domine, la méthode de formation est l'alternance entre école et entreprises.
Alphabétisation	Les élèves sont en majorité alphabétisés.
Curricula	<p>Les curricula sont élaborés par l'administration et le corps professoral, selon les référentiels métiers déterminés en lien avec l'ONFP qui agréée toutes leurs formations.</p> <p>La Direction de l'ENFHT est actuellement en train de développer des modules sur l'entrepreneuriat dans toutes leurs formations.</p>
Certification	Reconnue par l'État, toute la formation est diplômante. Les trois principales filières aboutissent au bout des deux ans à une certification reconnue par la DNCC du MEFPAL.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Aucun perdiem n'est octroyé aux étudiants par l'établissement.</p> <p>Le niveau de déperdition au sein des formations est indiqué comme très faible, sauf dans la filière Restauration.</p>
Suivi post-formation	L'école dispose d'un Directeur des études et des stages, d'un chargé des relations publiques et d'un « un pôle de placement » : les entreprises qui ont besoin d'employés contactent l'école qui fait la mise en relation avec les étudiants. Le chargé des relations publiques fait le suivi sur le terrain pour calculer les taux d'insertion.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p><u>Taux d'insertion en 2021 :</u></p> <p>BEP Restauration : 80%</p> <p>BEP Gestion hôtelière : 65%</p> <p>BTS Tourisme : 45%</p>
Partenariats	

<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'école est vétuste et a besoin de renforcement à tous les niveaux mais constitue l'une des écoles spécialisées dans ce secteur d'embauche très porteur lié à l'essor de l'industrie touristique. • L'ENFHT dispose de nombreux CS dont la durée, le format et les thématiques correspondent bien aux besoins et attentes des migrants de retour ; • L'ENFHT a développé une offre de formation mobile, un atout considérable qui pourrait être utilisé pour élaborer un projet de formation dédié aux migrants de retour. En effet, l'école réalise des formations itinérantes dans des zones reculées du pays dans le cadre de partenariats avec des collectivités locales ou des mécènes locaux, une douzaine en 2021. Ils disposent du matériel pour effectuer ces déplacements dans tout le pays.
<p>Capacité d'accueil</p>	<p>L'ENFHT a la capacité de former sur un temps court plusieurs centaines de migrants de retour à travers tout le Sénégal (par exemple, 500 / an). L'école a récemment formé 500 personnes sur un CS en Mauritanie dans le cadre d'un partenariat avec le ministère du Tourisme mauritanien.</p>
<p>Partenariats avec le secteur privé</p>	<p>L'ENFHT a développé des conventions partenariales avec une trentaine de structures afin d'accueillir des formateurs de ces structures et d'y placer en stage ou d'y recommander pour un premier emploi certains de leurs étudiants.</p> <p>Ces partenariats incluent : Sunu Gastro, ASPF, l'Ambassade de France au Sénégal, l'Ambassade d'Italie au Sénégal, FNBS, groupe SUP de Co Dakar et le Port autonome de Dakar.</p>
<p>Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</p>	<p>L'établissement n'a pas développé de relations de travail avec les mécanismes publics ou privés d'intermédiation sur le marché de l'emploi.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les locaux actuels ne permettent plus de répondre à la demande des étudiants ; par ailleurs, l'école manque de moyens matériels pour les exercices pratiques des différentes filières de formation ; • Les partenariats avec le secteur privé et public sont insuffisamment développés ce qui limite la capacité d'intégration professionnelle de l'établissement.
<p>Autres remarques</p>	<p>-</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Alpha Thior (Directeur)</p>
<p>Contact</p>	<p>+221 77 546 89 47</p>

Fiche Partenaire 5 : Lycée technique Maurice Delafosse

Lycée Technique Industriel Maurice Delafosse	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	État, Banque Mondiale (FPEC), ministère de l'Education Nationale
Organisation et gouvernance	<p>Sous la tutelle du ministère de l'Education Nationale.</p> <p>Le Proviseur dirige un chef des travaux, un directeur des études et un intendant. Le chef des travaux a sous sa responsabilité les professeurs d'enseignement technique. Le Directeur des études a sous sa responsabilité les professeurs d'enseignement général, les surveillants généraux et simples, le bibliothécaire. L'intendant a sous sa responsabilité un comptable, l'infirmier, l'animateur culturel, l'assistante sociale et l'informaticien.</p>
Coût	<p>Pour les étudiants entrés sur concours, les formations sont gratuites.</p> <p>Pour les étudiants entrés par la voie payante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'inscription à 25 000 FCFA, 20 000 FCFA/mois et blouse à 10 000 FCFA pour les filières en BEP ; • Frais d'inscription à 25 000 FCFA, 30 000 FCFA/mois et blouse à 10 000 FCFA pour les filières en BT ; • Frais d'inscription à 40 000 FCFA, 50 000 FCFA/mois et blouse à 15 000 FCFA pour les filières en BTS.
Profil des bénéficiaires actuels	Elèves, étudiants et professionnels des entreprises.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le lycée technique accueille actuellement 2500 étudiants
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>La stratégie de communication du lycée n'est pas particulièrement développée avec une simple présence répertoriée sur les réseaux sociaux (page Facebook).</p> <p>Site internet du lycée : www.ltid.sn</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p>Cinq filières de formation niveau BEP :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Structure métallique ; • Dessin bâtiment ; • Mécanique générale ; • Electricité ; • Mécanique automobile. <p>Sept filières de formation niveau Brevet de technicien (BT) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mécanique automobile ; • Chaudronnerie ; • Ouvrage métallique ; • Electricité ; • Electromécanique ; • Analyse biologique ; • Dessin bâtiment. <p>Deux filières de formation en BTS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Electromécanique ; • Agroalimentaire.
Conditions d'entrée	<p>Par voie de concours (90 à 95% des cohortes). Les places restantes sont attribuées sur dossier et payantes (ceux réussissant le concours reçoivent une bourse).</p> <p>Les élèves doivent être à minima titulaires du BFEM (niveau troisième) ; ceux s'inscrivant en BEP doivent avoir un niveau 3^{ème} ou un CAP.</p> <p>L'accès aux BTI nécessite d'avoir un BEP et deux ans d'expérience professionnelle ou un BFEM et trois ans d'expérience professionnelle.</p> <p>L'accès au BTS est conditionné à la détention d'un Bac Technique.</p>
Déroulé des formations	<p>Les BEP durent 2 ans ; les BTI durent 2 à 3 ans et les BTS durent 2 ans.</p>
Fréquence des cohortes	<p>14 cohortes par an au total.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	<p>C'est la pratique qui domine les curricula. 60% des élèves du lycée sont placés en apprentissage.</p>
Alphabétisation	<p>Tous les étudiants au sein du lycée technique ont à minima obtenu un brevet d'études avant de l'intégrer et sont donc tous alphabétisés.</p>
Curricula	<p>Les curricula de chaque filière du lycée respectent à la fois les instructions de la Direction de la formation pédagogique du ministère de l'éducation et celles du MEFPAL / de l'ONFP. Par ce biais, et suite au contrôle annuel de l'inspection pédagogique départemental, les curricula sont agréés par les deux ministères et sont donc reconnus nationalement.</p>
Formateurs	<p>145 formateurs employés à temps plein au sein de l'établissement.</p>
Certification	<p>Les BEP, BTI et BTS délivrés par le lycée sont des diplômes d'enseignement supérieur reconnus par le ministère de l'Education Nationale mais aussi par le MEFPAL.</p>

Perdiem et taux de déperdition	L'établissement n'octroie pas de perdiem à ses étudiants. Taux de déperdition non communiqué.
Suivi post-formation	Ils disposent d'une cellule d'appui à l'insertion très active, qui gère une banque de données dans laquelle la plupart des apprenants sont répertoriés et dont le profil est proposé aux entreprises qui en auront besoin, afin de les positionner en stage.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Selon l'établissement, le taux d'insertion est important (au-delà de 70% pour toutes les filières).
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'établissement travaille rarement avec des migrants de retour. En revanche, des migrants de l'étranger s'inscrivent souvent pour le BT. • Le lycée a la capacité d'accueillir des migrants de retour dans ses programmes, voire de développer des parcours de formation adaptés. • Le lycée a vu ses capacités structurelles (niveau des formateurs, gestion, etc.) renforcées grâce à l'appui de la Banque mondiale.
Capacité d'accueil	Au moins une centaine de migrants de retour chaque année.
Partenariats avec le secteur privé	Le lycée a lié des partenariats avec une cinquantaine d'entreprises afin d'y placer des étudiants en stage, en alternance et pour des premiers emplois. Des conventions ont notamment été signées avec CMA CGM, MATFORCE, DP World, Eiffage, Total, Sénégalaise des Eaux, AFORS Télécom et Dakarnave.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Le lycée dispose de liens avec des structures publiques comme le 3FPT pour les apprenants qui souhaiteraient faire financer une formation complémentaire à la suite de leurs études ou, plus régulièrement, vers la DER/FJ pour y référencer les apprenants qui souhaiteraient poursuivre leurs études en développant un projet entrepreneurial.
Remarques	
Défis exprimés	Le lycée a été fortement soutenu dans le cadre du FPEC (Banque Mondiale) via un contrat-performance. Il a bénéficié de renforcements de capacités matérielles, de réformes organisationnelles et de formations de formateurs, or la fin de ce programme limite les moyens du lycée pour poursuivre ces efforts financiers et structurels. La fin du FPEC, et de la marge financière qu'il procurait, réduit en conséquent la capacité de l'établissement à accueillir des cohortes supplémentaires sans moyens financiers additionnels.
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	M. Balla Thiam (Provisieur)
Contact	+221 33 822 43 68 ; balameth@yahoo.fr

Fiche Partenaire 6 : Sénégal Talents Campus

Sénégal Talents Campus (STC)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar, Guédiawaye et Pikine
Structure	
Type de structure	Privée
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Brevets de Technicien Supérieur (BTS) • Certificat de Spécialité (CS) • De nombreux outils sont disponibles, développés pour l'assistance des jeunes dans les choix de métier et les accompagner dans leur insertion professionnelle • Orientation par des témoignages de professionnels du secteur
Financements actuels / principaux	Ministère de l'Enseignement Supérieur, 3FPT, UNESCO, Fonds de développement des cultures urbaines (FDCU), l'Institut Français du Sénégal, Mairie de Dakar, GIZ
Organisation et gouvernance	Le STC a une direction tripartite avec des représentants des trois associations à l'origine du projet Africulturban, Guédiawaye Hip Hop et de la Maison des Cultures Urbaines de Dakar (MCU).
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes sans emploi et intéressés par les métiers des arts et de la culture.
Capacité totale (actuelle et à terme)	375 apprenants, avec à terme l'ambition de dépasser les 700 annuels une fois que STC sera également installé en région (Kaolack et Ziguinchor en premier lieu).
Stratégie de communication	Organisation de la 1 ^{ère} édition du Salon des métiers des arts et des rencontres technologiques (Smart) ; Site internet : senegaltalentscampus.com
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> • 4 filières en BTS : Administration culturelle, Régie de production, Régie son, Régie lumière. • 7 filières en CS : Gestion de projet culturel, Sonorisation, Chargé de production, Création lumière, Management et gestion de carrières artistiques, Installation des équipements de sonorisation et d'éclairage.
Conditions d'entrée	Les BTS sont à destination d'étudiants postbac, les CS sont accessibles à des candidats non titulaires du bac
Déroulé des formations	Les BTS durent 2 ans (2 000 heures de cours) ; les CS durent 6 mois (500 heures de cours)
Fréquence des cohortes	Une par an pour chaque formation pour le moment, possiblement deux à terme avec les CS.
Dominante (pratique ou théorique)	Pratique

Alphabétisation	Tous les étudiants de BTS doivent être alphabétisés, c'est une plus-value mais pas un prérequis pour les CS.
Curricula	Soutenu par l'UNESCO, le STC a élaboré 11 nouveaux référentiels métiers qu'ils ont soumis à l'approbation du MEFPAL et sur lesquels sont basés les curricula. Ils ont reçu en mai 2022 l'agrément du MEFPAL et du ministère de la Culture pour la reconnaissance officielle de leurs formations au niveau national.
Formateurs	25 formateurs spécifiquement formés en 2020 et 2021
Certification	Reconnue par l'État, formation diplômante et certification du MEFPAL car le STC est officiellement devenu en 2022 un opérateur local de formation dans le secteur des industries culturelles et créatives.
Perdiem et taux de déperdition	Les étudiants ne bénéficient pas de perdiem pour suivre ces formations. Le niveau de déperdition des formations n'a pas été communiqué par l'établissement.
Suivi post-formation	Un suivi post-formation important sera réalisé pour accompagner les jeunes vers l'emploi, dans un premier temps à travers les réseaux professionnels des trois associations dirigeant la structure.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	La première cohorte a finalisé sa formation en juin 2022, les premiers chiffres pourront donc être mesurés en 2023.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'école est disposée à accueillir des migrants de retour dans le cadre de futurs partenariats ; ils ont une capacité d'ingénierie de formation importante, soutenue par des partenaires comme l'UNESCO ; • Les métiers sont attractifs et dans un secteur d'embauche porteur.
Capacité d'accueil	Une cinquantaine de migrants de retour par an pourraient être accueillis.
Partenariats avec le secteur privé	Toutes les formations se déroulent en alternance école/entreprise (50/50). Les partenariats avec le secteur privé sont en train d'être développés, aussi bien avec des particuliers fortunés, que des organismes religieux ou des grandes entreprises pour gérer leurs événements de manière professionnelle mais à coût réduit.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	STC est soutenu par le 3FPT ; pas encore de mécanismes d'intermédiation actifs.
Remarques	
Défis exprimés	Finaliser la reconnaissance des référentiels métiers faciliterait la reconnaissance des formations et des certifications par les acteurs du secteur ; Développer des études de marché prospectives sur les besoins futurs en compétence des secteurs de la culture permettrait d'améliorer l'insertion des élèves formés au STC.
Autres remarques	Le campus est moderne et très bien équipé. Il s'agit du premier centre de formation technique et professionnel dans les métiers des Arts et de la Culture au Sénégal.
Contacts	
Point focal	Amadou Fall Ba (Président)
Contact	+221 77 178 69 78 ; festa2hfestival@goolemail.com

Fiche Partenaire 7 : Lycée Industriel et Minier de Kédougou

Lycée Technique Industriel et Minier De Kédougou	
Pays	Sénégal
Région	Kédougou
Ville	Kédougou
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	LuxDev (ACEFOP), USAID, AFD (réhabilitation des locaux en 2020), Etat (Ministère de l'Education nationale, ONFP et 3FPT)
Organisation et gouvernance	<p>Sous la tutelle du ministère de l'Education Nationale.</p> <p>Le Proviseur est entouré d'un agent comptable, d'un secrétariat général dirigeant une direction de la Pédagogie et des Etudes, une direction de l'Administration et des Finances, une Direction de la Scolarité et de l'insertion.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • Frais d'inscription à 25 000 FCFA, et 15 000 FCFA/mois pour les filières en CAP ; • Frais d'inscription entre 15 000 et 25 000 FCFA, et 20 000 FCFA/mois pour les filières en BEP ; • Frais d'inscription de 50 000 FCFA et 25 000 FCFA/mois pour les filières en BT ; • Frais d'inscription de 50 000 FCFA et 75 000 FCFA/mois pour les filières en BTS ; • Coût total pour les CS : 75 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes élèves étudiants et professionnels des entreprises.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Le lycée est passé de 400 élèves à plus de 1000 élèves avec le développement de CS en son sein.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Le Directeur du lycée technique est régulièrement interviewé dans la presse locale pour promouvoir le centre. Les pages du lycée sur les réseaux sociaux sont régulièrement alimentées à la fois par le chargé de communication mais aussi par les élèves (actuels et anciens via des témoignages).</p> <p>Référencement internet : Lycée Technique Industriel et Minier de Kédougou (campus-teranga.com)</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>Le lycée propose plusieurs filières techniques de niveau CAP et BEP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Fabrication mécanique ; • Electrotechnique, électronique ; • Sciences et techniques industrielles ; • Technologies de l'agriculture et de l'environnement ; • Sciences et technologie de l'économie et de la gestion ; <p><u>Autres filières de formation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveau BT : Maintenance des mines (maintenance électrique mine, et maintenance mécanique mine). • Niveau BTS : Electromécanique, Conduite et gestion de l'exploitation agricole • Niveau CS : Plomberie, Soudure <p>Le lycée dispose d'une Unité d'apprentissage et de production (UAP), une formation en apprentissage métier qui forment des jeunes exclus tôt de l'école, souvent analphabètes, dans divers métiers (bâtiment, soudeur, chaudronnier). Cela inclut une formation en entrepreneuriat de base afin que les jeunes puissent se lancer dans l'auto-emploi.</p>
Conditions d'entrée	<p>Les apprenants doivent avoir un brevet d'études pour faire un BT, avoir fini la troisième pour faire un BEP, la 4^{ème} pour faire un CAP, avoir le baccalauréat pour faire un BTS. Ils doivent présenter une copie certifiée de leurs papiers d'identité au moment de leur inscription et une fiche d'inscription complétée.</p>
Déroulé des formations	<p>Les cours sont dispensés en présentiel en journée et en soirée.</p> <p>Les BEP durent entre deux et trois ans, dépendant des filières ; les CAP durent deux ans ; Les BT durent deux ans ; les BTS durent trois ans ; les CS durent 6 mois.</p>
Fréquence des cohortes	<p>Selon le nombre d'apprenants par filière, cela peut être plusieurs par an.</p>
Dominante	<p>La pratique domine dans toutes les formations.</p>
Alphabétisation	<p>Dans tous les filières BT et BTS, les élèves sont alphabétisés. Ils peuvent ne pas l'être dans les CS et l'UAP.</p>
Curricula	<p>Les différents modules de formation ont été élaborés selon le référentiel métier élaboré par le MEFPAL/ l'ONFP et ont été agréés par ces derniers.</p> <p>Les stages en entreprise sont obligatoires dans toutes les formations et font partie intégrante de la réussite du cursus.</p>
Certification	<p>Les formations du lycée offrent des BT, BTS, BEP et CAP reconnus par le MEFPAL et délivrés par la DNCC, ainsi que le ministère de l'Education Nationale. Les CS aboutissent à des attestations d'école.</p>
Perdiem et taux de déperdition	<p>Aucun perdiem n'est octroyé aux élèves durant les formations. Le 3FPT finance des étudiants issus de milieux défavorisés et avec peu de moyens financiers via des bons de formation qui couvrent 90% des coûts de la formation. Les 10% restant sont couverts par les étudiants eux-mêmes. Taux de déperdition non communiqué.</p>
Suivi post-formation	<p>Un suivi important post-formation est réalisé par un responsable d'appui à l'insertion, qui oriente et appuie les jeunes. Cette cellule est en train d'être renforcée, notamment pour accentuer l'accompagnement en termes de techniques d'employabilité et dans le lancement d'entreprise.</p>

Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	L'insertion dans le marché est très satisfaisante dans l'ensemble. Le BTS en Electromécanique enregistre un taux d'insertion proche de 100%, comme le BTS en Conduite et gestion d'exploitation agricole. Le taux avoisine les 75% dans la filière Electronique. Les CS ont un taux d'insertion proche des 100%.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'école a déjà accueilli une centaine de migrants de retour entre 2018 et 2020 dans deux de ses CS dans le cadre d'un partenariat avec LuxDev (ACEFOP), et est disposée à en accueillir à nouveau dans le cadre de futurs partenariats ; • La région de Kédougou est une région centrale de retour des migrants avec très peu d'offre de formation du même niveau que le lycée industriel de Kédougou ; • Les CS développés sont bien intégrés aux besoins de l'écosystème économique local et correspondent aux attentes des migrants de retour en termes de durée (courte) ou de thématiques abordées ; • L'UAP accueille des étudiants aux profils de qualification équivalents à ceux des migrants de retour et soutient le développement de projets entrepreneuriaux ; • Le lycée dispose d'une unité mobile de formation développée grâce à l'appui de LuxDev, qui permet de faire des formations en solaire ou en installation domestique de plomberie dans des zones reculées. <p>Le BAOS de Kédougou ainsi que les PTF actifs dans la région (y compris l'OIM) pourraient être encouragés à réaliser des référencement systématiques vers cette structure.</p>
Capacité d'accueil	Une centaine de migrants de retour par an pourraient être accueillis par le lycée.
Partenariats avec le secteur privé	Le lycée place tous ses étudiants en stage via des partenariats développés avec les entreprises de la région mais aussi des artisans et ateliers de la ville de Kédougou. Des partenariats ont notamment été signés avec les entreprises suivantes : Eiffage, SENELEC, SODEFITEX, AFRIGOLD, AGEM, GEOMINE, DIOURA, DJIGUI, Gold PLACER, GOLDMINE BUSINESS, Teranga Gold Corporation, entreprises locales.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Le lycée peut référer certains étudiants à la DER/FJ afin de faciliter le financement des projets professionnels des jeunes à leur sortie de formation. C'est notamment le cas pour les étudiants de l'UAP. Aucun partenariat n'a été développé avec l'ANPEJ qui réalise cependant occasionnellement des présentations au sein du lycée sur les accompagnements que l'agence propose aux apprenants du centre.
Remarques	
Défis exprimés	Le lycée manque de matériels de formation dans certaines filières (maintenance des mines, plomberie) très consommatrices de matières premières.
Autres remarques	Le lycée a été créé en 1998 avec pour mission de former des jeunes pour contribuer au développement socio-économique de la région, frontalière avec le Mali et la Guinée, en facilitant en particulier l'insertion des jeunes dans les entreprises minières. Ils ont débuté une approche par compétences dans l'élaboration de leurs filières de formation dès 2009 en partenariat avec la SENELEC et la SODEFITEX ainsi que des entreprises minières.
Contacts	
Point focal	Moussa Doucouré (Proviseur)
Contact	+221 77 546 68 18

Fiche Partenaire 8 : CFP Don Bosco de Tambacounda

Centre de formation professionnelle Don Bosco de Tambacounda	
Pays	Sénégal
Région	Tambacounda
Ville	Tambacounda
Structure	
Type de structure	Publique / privée
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention de l'Etat qui couvre 12% du budget total • ONG VIS • 3FPT (à travers les bons de formation) • Dons de la Mission Catholique des Salésiens de Don Bosco
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du MEFPAL et de la Mission Catholique des Salésiens de Don Bosco de Tambacounda
Coût de la formation	175 000 à 275 000 FCFA / an
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes étudiants sortis de l'université et élèves de niveau primaire ou secondaire
Capacité totale (actuelle et à terme)	Environ 200 apprenants par an (hors CS)
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>La communication du centre sur les réseaux sociaux n'est pas très développée. Ils communiquent essentiellement vers leurs potentiels bénéficiaires via des appels à candidatures publics qui sont publiés annuellement sur leur page Facebook et via la presse locale.</p> <p>Site internet : CFP Tamba - Salésiens de Don Bosco AON (sdbaon.org)</p>
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>Filières CAP et BEP :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Mécanique auto ; • Electricité ; • Menuiserie ; • Soudure. <p><u>Filières Certificat de Spécialité (CS) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Photovoltaïque ; • Electricité ; • Mécanique.
Conditions d'entrée	<p>Le recrutement se fait sur dossier suivi de deux entretiens.</p> <p>Le niveau 4^{ème} est requis pour le CAP, et le niveau 3^{ème} est requis pour le BEP (sur présentation à minima d'une attestation de suivi de l'année de cours).</p> <p>Des étudiants sans diplômes ni formations sont également admis dans les CS.</p>

Déroulé des formations	Les CAP et les BEP durent deux ans. Les CS durent entre quatre et six mois.
Fréquence des cohortes	Chaque filière a une ou deux cohortes par an selon le nombre d'apprenants.
Dominante (pratique ou théorique)	Forte dominante pratique (80% de l'enseignement)
Alphabétisation	Même les non scolarisés peuvent suivre les CS, qui incluent des cours de français et de mathématiques en rattrapage pour tous les élèves ayant été déscolarisés avant leur entrée dans l'établissement.
Curricula	Tous les curricula sont élaborés selon les référentiels de l'ONFP et agréés par les agents de ces derniers.
Certification	Les BEP et CAP sont des diplômes reconnus par l'Etat, à la suite d'une validation de l'ONFP et sont délivrés aux élèves du centre par la DNCC du MEFPAL. Les CS offrent une certification sous la forme d'une attestation d'école.
Perdiem et taux de déperdition	Aucun perdiem n'est attribué aux élèves pour suivre les formations. Le 3FPT, via des bons de formation, finance la formation de très nombreux jeunes du centre. Le Fonds verse au CFP 90% des frais de scolarisation du jeune, les 10% restant étant à sa charge. Les dossiers de candidature pour bénéficier de ces fonds doivent être remplis et déposés au 3FPT par le jeune. Ce sont des jeunes ayant de très faibles revenus qui en bénéficient essentiellement et qui suivent pour la majorité des formations courtes. La déperdition au cours des formations est quasi inexistante.
Suivi post-formation	Une CAI assiste les étudiants tout au long de leurs parcours et durant les semaines suivant la fin des formations pour trouver des stages.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Taux d'insertion estimé à 40-45% par le CFP. Certains apprenants continuent pour le niveau BT (en particulier dans la filière Electricité) ; • L'auto-emploi existe, mais ne concerne qu'une proportion réduite des apprenants (<10%).
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Entre 2018 et 2021, dans le cadre de l'accompagnement de 700 migrants de retour d'Italie dans la région de Tambacounda, l'ONG VIS a financé le CFP Don Bosco pour leur offrir la possibilité de suivre des CS en Mécanique automobile, Photovoltaïque ou en Informatique bureautique. Les apprenants migrants de retour sont intégrés dans des classes mixtes, avec d'autres étudiants. • L'établissement dispose d'une forte capacité d'ingénierie de formation, y compris dans des filières innovantes : un nouveau CS sur l'installation et l'entretien des panneaux solaires, dont le montage a été financé par le 3FPT, a été développé en 2021 sur proposition des étudiants ; • Les critères de sélection à l'entrée de la formation correspondent aux profils des migrants de retour car ils peuvent accéder aux formations courtes sans avoir de qualification ni être alphabétisés ; • La région de Tambacounda fait partie des régions centrales d'émigration et de retour ;

Capacité d'accueil	200 migrants de retour par an.
Partenariats avec le secteur privé	Des conventions de stage ont été signées avec de nombreux ateliers et entreprises comme ERA (Electrification Rurale Africaine), SENELEC, l'Association des électriciens de Tambacounda, et l'Association des mécaniciens de Tambacounda, afin de placer des étudiants en stage.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	L'Espace Sénégal Services de Tambacounda (guichet unique pour les démarches administratives) donne aux élèves du centre, depuis sa création en 2021, des informations sur les offres d'emploi disponibles dans la région. L'ESS a organisé une présentation des offres de services du nouveau Pôle Emploi et Entrepreneuriat de Tambacounda (avec l'ANPEJ et la DER/FJ).
Remarques	
Défis exprimés	Les moyens limités de la CAI freinent encore les possibilités d'insertion pour les jeunes apprenants du centre à la fin des formations.
Autres remarques	Le CFP est partie prenante du Comité de Coordination sur la migration mis en place par le gouverneur de Tambacounda. Il fait partie d'un ordre religieux, les Salésiens de Don Bosco, qui dispose d'un réseau de plus de 40 centres de formation professionnelles dans le monde.
Contacts	
Point focal	Père Xec Marques (Provisieur)
Contact	+221 77 450 10 44 / 77 263 08 44

Fiche Partenaire 9 : CFP de Tambacounda

Centre de Formation Professionnelle de Tambacounda	
Pays	Sénégal
Région	Tambacounda
Ville	Tambacounda
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • État sénégalais (MEFPAI, ONFP, et plus occasionnellement 3FPT) • Financement UNFPA (matériel) • LuxDev – ACEFOP (voiture, équipements et formations) • Conseil départemental (pas de financements directs mais soutien pour le matériel et la construction)
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du MEFPAI
Coût	20 000 FCFA / an de frais d'inscription – il est prévu que ces coûts augmentent dans un avenir proche (les filières Restauration, Couture, Coiffure en particulier coûtent cher). Pas de mensualités. Frais additionnels pour l'équipement : détail non indiqué.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes élèves pour certains déscolarisés, pour d'autres titulaires d'un brevet d'études, titulaires d'un baccalauréat, étudiants ayant arrêté l'université ou sans emploi.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Environ 600 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Le CFP participe à des salons de l'emploi organisés par le gouvernorat de Tambacounda, ils sont également très présents sur les réseaux sociaux avec des témoignages d'élèves et une page Facebook régulièrement mise à jour. Enfin, ils sont présents régulièrement dans la presse locale via des interviews de la Directrice.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture ; • Commerce ; • Administration ; • Secrétariat et information ; • Froid climatisation ; • Plomberie ; • Electricité ; • Coiffure. <p><u>Niveaux de diplômes</u> : CAP / BEP</p> <p>Des formations courtes peuvent également être dispensées dans toutes ces filières en fonction de la demande et des financements du 3FPT, de l'ONFP, voire de PTF.</p>

Conditions d'entrée	<p>Appels à candidatures et recrutement sur dossier suivi d'entretiens.</p> <p>Il n'y pas de prérequis particuliers pour les étudiants pour leur entrée au CFP mis à part la fourniture d'une pièce d'identité et le remplissage d'une fiche d'inscription.</p> <p>Les étudiants ont pour la majorité le brevet d'études (niveau 3^{ème}) mais le CFP accueille également des étudiants sans formation ni diplôme.</p>
Déroulé des formations	Les formations en CAP durent toutes deux ans ; celles en BEP varient entre deux et trois ans. Les élèves sans aucune formation initiale suivent un cursus de trois ans.
Fréquence des cohortes	Annuelles
Dominante (pratique ou théorique)	Pratique
Alphabétisation	Une part importante des élèves n'est pas alphabétisée, ce n'est pas un critère de sélection à l'entrée du CFP. Des cours d'alphabétisation en pulaar sont inclus dans toutes les filières.
Curricula	Comme pour tous les CFP, les curricula de chaque filière sont répliqués des modèles du MEFPAL, et plus particulièrement ceux élaborés par l'ONFP. Par ce biais, et suite au contrôle annuel de l'inspection pédagogique départemental, les curricula sont agréés par l'ONFP et donc reconnus nationalement.
Formateurs	Les formateurs ont reçu plusieurs formations de renforcement de compétences ces dernières années, notamment dans le cadre du programme ACEFOP (LuxDev) et de l'action du GRET.
Certification	<ul style="list-style-type: none"> Le CAP est un diplôme d'Etat délivré à la fin des trois années d'études et après la réussite à l'examen national du CAP organisé par la Direction des Examens Concours Professionnels et Certifications (DECPC). Ceux qui ne sont pas allés à l'école ou ont un niveau inférieur à la 4^{ème} obtiennent le Diplôme ou l'attestation de fin de formation qui est aussi un diplôme d'école valable administrativement et recevable par les entreprises pourvoyeuses d'emplois. Ces diplômes et attestations sont cosignés par l'Inspecteur Départemental et la Directrice du CFP de Tambacounda. Ce sont également des attestations d'école qui sont fournies aux étudiants des formations courtes.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Aucun perdiem n'est octroyé aux élèves. Si leurs dossiers de candidatures sont acceptés, des étudiants défavorisés peuvent bénéficier de bons du 3FPT pour financer 90% du coût de leurs formations, en particulier dans le cadre de formations courtes.</p> <p>Le taux de déperdition n'a pas été communiqué.</p>
Suivi post-formation	Cellule bénévole d'accompagnement et orientation pour faciliter l'insertion
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Non disponibles. Selon la Directrice, les filières donnant lieu aux meilleurs taux d'insertion sont les suivantes : Habillement, Restauration, Agriculture et Coiffure.
Partenariats	

<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur ces cinq dernières années, le CFP de Tambacounda a été sollicité pour développer des formations spécifiques pour des migrants de retour, généralement d'une durée de quatre à six mois, pour des acteurs tels que l'ONG VIS, Eclasio, le GRET, LuxDev (ACEFOP) ou encore avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) ; • L'établissement accueillant des étudiants déscolarisés et sans diplômes, ses critères de sélection correspondent aux profils des migrants de retour ; • La région de Tambacounda fait partie des trois premières régions d'émigration et de retour des migrants au Sénégal ; • Les formations proposées sont innovantes pour certaines (froid-climatisation) et correspondent à des filières porteuses en matière d'embauche, notamment les formations dans les métiers du bâtiment (électricité, plomberie).
<p>Capacité d'accueil</p>	<p>Une centaine de migrants de retour par an.</p>
<p>Partenariats avec le secteur privé</p>	<p>Non indiqué.</p>
<p>Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi</p>	<p>Il n'y a pas de convention formelle entre l'ANPEJ et le CFP Tambacounda. Cependant, sous l'impulsion de la Direction de la formation, de l'orientation et de l'insertion (située au siège de l'ANPEJ), l'antenne de l'ANPEJ de Tambacounda a développé un partenariat informel visant à appuyer l'intégration des apprenants du CFP Tambacounda sur le marché de l'emploi via un accompagnement de leurs conseillers emploi.</p> <p>L'ANPEJ organise des animations économiques, qui consistent en des mini-forums qui se déroulent sur une matinée où l'ANPEJ échange avec les étudiants sur les questions d'emploi.</p> <p>Enfin, l'ANPEJ peut réaliser de l'intermédiation auprès des dispositifs comme la DER/FJ et l'ADPME pour les apprenants qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat/l'auto emploi.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>La demande de formation est très forte et le CFP pourrait être limité dans son accueil de cohortes additionnelles s'il n'est pas renforcé sur le plan matériel (infrastructures, équipements) et via le recrutement de nouveaux enseignants.</p>
<p>Autres remarques</p>	<p>-</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Awa Bigue Diankha (Directrice)</p>
<p>Contact</p>	<p>+221 77 524 13 02</p>

Fiche Partenaire 10 : CTP Ziguinchor Saint-Eloi

Centre technologique et professionnel Ziguinchor Saint- Eloi	
Pays	Sénégal
Région	Ziguinchor
Ville	Ziguinchor
Structure	
Type de structure	Privée
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • MEFPAL (3FPT) • Lycée professionnel « La Mache » de Lyon (appui à la construction et fourniture de matériel). • ONG Manos Unidas (rénovation et extension des salles de classe, acquisition de matériel)
Organisation et gouvernance	<p>Le Centre Technologique et Professionnel Saint Eloi est un établissement privé catholique géré par la DIDEC (Direction de l'Enseignement privé Catholique) du ministère de l'Education Nationale.</p> <p>L'équipe de direction est composée du directeur, d'une secrétaire comptable, d'un surveillant et des responsables des filières (Dessin-bâtiments, Electricité, Structure métallique).</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Frais d'inscription</u> de 72 000 FCFA pour tous niveaux et toutes filières. • 18 500 FCFA/mois – pour 8 mensualités – pour tous les niveaux et toutes les filières. • <u>Frais supplémentaires</u> : tenue scolaire à 15 000 FCFA, tenue de sport à 5500 ou 6500 FCFA, livret de bac à 1000 FCFA, inscription examen à 6000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Le centre reçoit des jeunes qui viennent des CEM (enseignement moyen), d'autres des centres de formation (niveau CAP) et d'autres du lycée (de la seconde à la terminale) • Etudiants de l'Université Virtuelle du Sénégal (UVS).
Capacité totale (actuelle et à terme)	217 apprenants actuellement ; capacité totale de 300 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Le Centre dispose d'une page Facebook qui n'est pas régulièrement mise à jour. Régulièrement interviewée dans la presse locale et nationale, la Direction du centre communique également sur les formations proposées par le centre lors de visite dans toutes les régions de Casamance.</p> <p>Site internet : https://ctpzsainteloi.com/</p>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p><u>Filières existantes</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mécanique automobile ; • Electricité ; • Dessin-bâtiments (génie civil) ; • Chaudronnerie. <p><u>Niveaux de diplômes disponibles</u> : BT / BEP pour toutes les filières</p>
Conditions d'entrée	<ul style="list-style-type: none"> • Avoir au moins un niveau de 3^{ème} (titulaire du BFEM ou attestation de suivi de l'année scolaire) pour les CAP ; • Avoir au moins un CAP pour candidater à un BEP ; • Avoir réussi les tests d'entrée (<u>frais de dossier</u> : 10 000 FCFA) ; • Pièces requises : extrait de naissance certifié conforme, deux derniers bulletins de notes, certificat de scolarité, photos d'identité, copies légalisées du dernier diplôme.
Déroulé des formations	La formation initiale du centre s'étale sur 1800 heures réparties sur deux années.
Fréquence des cohortes	Un concours annuel est réalisé pour chaque filière. Les classes sont maintenues dans les filières d'enseignement continu uniquement si un nombre minimal d'élèves est atteint.
Dominante (pratique ou théorique)	Toutes les cohortes font à la fois de la théorie et de la pratique (50/50).
Alphabétisation	Toutes les recrues sont alphabétisées.
Curricula	L'administration élabore les curricula selon les besoins en formation des entreprises et des dynamiques du marché du travail. Les curricula sont élaborés selon les référentiels de l'ONFP qui les agréé aux côtés de la Direction régionale de l'enseignement professionnelle et technique et de l'inspection pédagogique. Toutes les formations du centre sont reconnues nationalement.
Formateurs	<p>L'établissement dispose de 35 professeurs tous diplômés en éducation supérieure, régulièrement renforcés dans leurs propres compétences d'enseignement. L'établissement a un ratio d'un professeur pour sept étudiants environ.</p> <p>Le centre est très bien équipé sur le plan matériel dans chacune des filières.</p>
Certification	Les formations du centre aboutissent à l'obtention de diplômes d'Etat, les CAP et les BEP, certifiés par le MEFPAL et contresignés localement par la Direction régionale de l'enseignement professionnel et technique, et délivrés par la DNCC.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Les étudiants ne reçoivent pas de perdiem de la part de l'établissement. Le 3FPT prend en charge des bons de formation qui couvrent 90% des coûts de formation de jeunes issus de milieux défavorisés, par suite d'acceptation du dossier de demande de ces derniers.</p> <p>Le taux de déperdition est nul ou quasiment nul dans la totalité des formations.</p>
Suivi post-formation	Il existe une cellule d'appui à l'insertion (CAI) qui réalise un suivi des opportunités d'emploi durant l'année de formation. La CAI met en relation les élèves avec les recruteurs durant l'année de formation et à la sortie des formations, mais elle ne réalise cependant pas de suivi des étudiants sur le long terme.

Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de chiffres exacts disponibles.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> Le centre indique avoir reçu 20 migrants de retour dans leurs formations (en particulier Dessin-bâtiments et Electricité), hors partenariats ou référencements de PTF ou d'acteurs publics ; La région de Ziguinchor fait partie des régions centrales d'émigration et de retour des migrants au Sénégal ; Le centre propose des formations professionnalisantes dans des filières métiers des secteurs du BTP et de la mécanique identifiés comme porteurs en matière d'embauche.
Capacité d'accueil	Le centre pourrait accueillir une cohorte de 50 migrants de retour par an environ.
Partenariats avec le secteur privé	Détails non communiqués.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>Le centre, via la CAI, a développé des relations avec l'agence de la DER/FJ à Ziguinchor afin de faciliter le financement des projets professionnels des jeunes à leur sortie de formation.</p> <p>Aucun partenariat n'a été développé avec l'ANPEJ qui réalise cependant occasionnellement des présentations des accompagnements que l'agence propose aux apprenants du centre.</p>
Remarques	
Défis exprimés	Le principal défi est que le centre ne dispose pas encore de certificats de spécialisation dans son offre de formation.
Autres remarques	Il est difficile de placer les apprenants en emploi salarié à la fin des formations, car les entreprises recrutent peu.
Contacts	
Point focal	Abbé Jean De Dieu SAMBOU (Directeur)
Contact	+221 77 547 42 28

Fiche Partenaire 11 : ISEP de Thiès

Institut Supérieur d'Etudes Professionnelles de Thiès	
Pays	Sénégal
Région	Thiès
Ville	Thiès
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation, AFD, Banque mondiale, FFU, AUF
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation L'équipe de direction de l'ISEP de Thiès est composée du Directeur Général le Pr. Niang accompagné de six Directeurs et Directrices en charge de la formation, de la communication, du suivi et évaluation, de l'administration et des finances, et des partenariats.
Coût	90 000 FCFA / an de frais d'inscription (pour toutes les filières).
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les bénéficiaires sont bacheliers ou disposent déjà d'un brevet de technicien (CAP, BEP). • 50 % de femmes
Capacité totale (actuelle et à terme)	Actuellement l'ISEP de Thiès peut accueillir environ 1500 étudiants, à terme il devrait pouvoir en accueillir plus de 2000.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	L'ISEP est très actif sur les réseaux sociaux (page Facebook) et les plateformes de présentation des offres de formation. Ils disposent d'un service communication avec deux agents à temps plein. Ils réalisent également des présentations dans des lycées et de la sensibilisation dans des CFP de la région de Thiès et de Dakar. Le Directeur est régulièrement interviewé dans la presse locale et nationale. <u>Accueil - ISEP-THIÈS (isep-thies.sn)</u>
Détails sur les formations	

Filières de formation	<p>Les filières de formation à l'ISEP de Thiès (niveaux BT et BTS) sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion immobilière ; • Suivi technique et gestion des ouvrages hydrauliques ; • Contrôle technique et entretien des bâtiments ; • Management de produits touristiques et de loisirs ; • Gestion des activités de contact humain ; • Gestion des affaires administratives et financières ; • Production cinématographique et audiovisuelle ; • Journaliste reporter d'images ; • Création et management en produits multimédia ; • Art graphique et numérique ; • Administration de systèmes et réseaux informatiques ; • Réseaux et télécommunications ; développement web & mobile ; • Maintenance des voies ferrées ; • Transport ferroviaire ; • Maintenance de matériel roulant ferroviaire ; • Entrepreneurat agricole ; • Exploitation agricole.
Conditions d'entrée	<p>Les bénéficiaires sont sélectionnés sur dossier dont le dépôt coûte 5 000 FCFA. Il faut obligatoirement être titulaire d'un baccalauréat ou d'un BT.</p> <p>Pour finaliser leurs dossiers de candidature, les étudiants doivent déposer un formulaire d'inscription, une copie de la carte nationale d'identité, une copie du relevé de notes du bac ou du BT. Les étudiants passent ensuite un entretien de motivation et des examens d'entrée.</p>
Déroulé des formations	<p><u>Pour les BT et BTS</u> : 2 ans à temps plein (2400 heures : 4 semestres de formation, 600h/semestre) ;</p> <p>L'ISEP de Thiès propose également des formations de courte durée (1 semaine à 6 mois).</p>
Fréquence des cohortes	Non communiqué.
Dominante (pratique ou théorique)	Dominante pratique de la formation (70% du volume horaire). Les formations se font toutes en alternance.
Alphabétisation	100 %
Curricula	<p>Les référentiels et modules de formation dans les ISEP sont conçus en co-construction avec les professionnels des secteurs concernés. Ces référentiels sont validés par la suite par le MESRI après homologation par l'Autorité nationale d'Assurance Qualité dans l'Enseignement supérieur (ANAQ-Sup).</p> <p>Les formations incluent un stage en alternance obligatoire pour tous les élèves.</p>

Formateurs	<p>Une part importante du corps professoral est composée de professionnels des filières qui sont sollicités de manière permanente ou occasionnelle.</p> <p>Les apprenants-entrepreneurs bénéficient également de l'accompagnement du centre d'entrepreneuriat de l'ISEP dans le cadre de l'élaboration et de la maturation de leurs projets de création d'entreprises. Ils sont accompagnés par 12 coach-formateurs de l'ISEP, habilités par le Bureau International du Travail (BIT).</p>
Certification	<p>Toutes les formations sont reconnues et certifiées par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Les étudiants des filières BT et BTS reçoivent tous un diplôme supérieur d'enseignement professionnel (DiSEP).</p> <p>Les modules de courte durée (1 semaine à 6 mois) débouchent sur des Attestations (ACP) ou des Certificats de compétence professionnelle (CCP). La plupart des diplômes délivrés sont cependant des BT et BTS.</p>
Perdiem et taux de déperdition	<p>Les étudiants ne reçoivent aucun perdiem de l'établissement.</p> <p>Il n'y a quasiment aucune déperdition durant les formations, d'après l'ISEP.</p>
Suivi post-formation	<p>Le suivi se fait par l'accompagnement de l'ISEP dans la recherche des stages des apprenants et pour l'insertion des diplômés. Ils constituent également une base de données des CV qui est mise à la disposition des employeurs. A l'ISEP de Thiès, il existe plusieurs dispositifs d'appui à l'insertion, tout au long des deux années de formation. Les apprenants effectuent une alternance ISEP/Entreprises à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) Un séjour de découverte du métier (1 semaine) ; (ii) Un séjour d'apprentissage de base (2 semaines) ; (iii) Un séjour d'intégration / entraînement (4 semaines) ; (iv) Un stage d'insertion (au moins 8 semaines).
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	<p>Le taux d'insertion des diplômés de l'ISEP de Thiès est de 90% observé 18 mois après la date de diplomation, toutes formes confondues (contrat à durée indéterminée CDI, CDD, contrat de prestation, contrat de vacation, contrat d'intermittent, contrat d'intérim, contrat saisonnier, contrat extra ou contrat d'usage, stage longue durée, travail indépendant, travail non salarié TNS, travail à la pige, etc.) et 10% de poursuite d'études.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'ISEP propose une formation de haute qualité sur le plan technique, reconnue et répondant (format et contenu) aux attentes/besoins en compétences des acteurs privés ; • L'ISEP de Thiès a déjà accueilli des migrants de retour : un programme de formation de 320 candidats potentiels à la migration ou migrants de retour est en cours d'exécution, en partenariat avec la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Thiès et l'ONG Eclasio, sur financement du FFU (projet ARCHIPELAGO) ; • Le savoir être dans les programmes de formation est dispensé à travers la culture d'entreprise et à travers l'imprégnation aux <i>soft skills</i>, des modules qui ont été renforcés lors de formations menées par l'AUF. Ces modules renforcent fortement l'employabilité des jeunes, en particulier les plus vulnérables ; • La durée des formations en CS est adéquate aux besoins de formations courtes des migrants de retour.
Capacité d'accueil	300 à 500 migrants de retour par an.

Partenariats avec le secteur privé	<p>L'ISEP place des étudiants en stage au sein de 200 entreprises partenaires. Parmi ces entreprises, une centaine ont signé des conventions directes de collaboration avec l'ISEP en complément des conventions-cadres qui ont été signées avec le Conseil National du Patronat Sénégalais (CNP) et la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES). Une convention de collaboration a été signée avec l'Association des Commerçants et industriels du Sénégal (regroupant une bonne partie du secteur informel sénégalais).</p> <p>Les acteurs du privé sont aussi sollicités dans l'élaboration des formations, et pour la validation finale des curricula.</p>
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>L'ISEP accompagne tout au long de la formation les diplômés auprès de la DER/FJ et de l'ANPEJ à travers des lettres de recommandation. Des liens sont en train de se renforcer avec le 3FPT. Il est prévu que ces mécanismes d'intermédiation et référencement continuent d'être renforcés dès la rentrée 2022/2023.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Le manque de moyens ralentit le déploiement des ISEP. L'ISEP de Thiès est le plus avancé en termes d'équipements mais il n'est pas encore à pleine capacité, ce qui pourrait limiter leurs capacités à accueillir des migrants de retour. Il manque notamment de ressources matérielles pour ses filières agricoles et d'une CAI efficace et suffisamment dotée en ressources humaines.</p>
Autres remarques	<p>L'ISEP de Thiès souhaite développer un incubateur pour les projets entrepreneuriaux de ses jeunes étudiants.</p>
Contacts	
Point focal	Professeur Fadel Ab Niane (Directeur)
Contact	abniane@yahoo.fr

Centre de Formation Professionnelle de Saint-Louis	
Pays	Sénégal
Région	Saint-Louis
Ville	Saint-Louis
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	État (MEFPAL et plus occasionnellement 3FPT) ; Conseil Départemental ; soutien occasionnel de certains PTF (en 2021 : UNFPA, l'ONG Ouaka, le GRET, LuxDev)
Organisation et gouvernance	Le CFP est sous la tutelle du MEFPAL. La Directrice est accompagnée d'un directeur adjoint, d'une gestionnaire administrative et financière, d'une responsable de CAI et de l'équipe professorale.
Coût	Leur budget fonctionne sur les inscriptions (~ 10 000 FCFA) et surtout sur les prestations de services. Par exemple en restauration ou pour l'hébergement (à l'intérieur ou extérieur de l'établissement), ce qui permet aux apprenants de s'exercer.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes élèves pour certains déscolarisés, pour d'autres titulaires d'un brevet d'études, titulaires d'un baccalauréat et enfin des étudiants ayant arrêté l'université ou sans emploi.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Environ 600, cette année 262 nouvelles recrues
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Appels à candidatures publiés sur les réseaux sociaux (page Facebook du CFP) et dans la presse locale (radio, journaux locaux), sensibilisation sur les filières de formation via des visites dans les lycées de la région.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Le CFP a des offres de formation avec trois niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>BTS</u> pour le métier d'Agent comptable ; • <u>CAP</u> dans les métiers suivants : Couture, Cuisine, Coiffure, Agent de développement local, Agent de santé communautaire, Horticulture ; • <u>Niveau attesté</u> (éclatement en deux cycles en fonction du niveau de scolarisation / alphabétisation) : les élèves peu ou pas scolarisés commencent par un apprentissage. Filières disponibles : Restauration (apprentissage et attesté), Habillement (attesté) et Arts manuels (apprentissage).
Conditions d'entrée	<p>Suite à un appel à candidatures, les étudiants peuvent déposer un dossier comprenant une copie certifiée de leur pièce d'identité et de leur dernier diplôme obtenu. Des étudiants sans formation ni diplôme peuvent également candidater au CFP.</p> <p>Tous les candidats sont reçus pour des entretiens de sélection sur la base desquels les cohortes sont sélectionnées.</p>

Déroulé des formations	<p><u>BTS</u> : deux ans de formation</p> <p><u>CAP</u> : trois ans de formation</p> <p><u>Niveau attesté</u> : trois ans de formation</p>
Fréquence des cohortes	Chaque filière a une cohorte par an selon le nombre d'apprenants
Dominante (pratique ou théorique)	Pratique, la formation se déroule en alternance entreprise/école (50/50)
Alphabétisation	Une part importante des élèves est bachelière et alphabétisée mais ce n'est pas un critère de sélection à l'entrée du CFP.
Curricula	L'administration propose les modules dans le cadre des référentiels proposés par l'ONFP et selon les besoins en formation des entreprises et le marché du travail. C'est l'ONFP et le MEFPAL qui agréent les curricula. Des modules sur le comportement en entreprise et l'employabilité des jeunes sont inclus dans chaque formation, ainsi que des stages en entreprise obligatoires.
Formateurs	Le CFP dispose de 32 formateurs.
Certification	BTS et un CAP délivrés par le MEFPAL et la DNCC. Attestation d'école pour le niveau attesté pour les élèves rentrés sans aucun diplôme.
Perdiem et taux de déperdition	<p>Aucun perdiem n'est octroyé aux étudiants pour suivre ces formations. Le 3FPT prend en charge des bons de formation qui couvrent 90% des coûts de formation de jeunes issus en particulier de milieux défavorisés, sur demande de ces derniers. Ces fonds sont versés directement à l'établissement pour éviter toute fraude.</p> <p>Le taux de déperdition n'a pas été communiqué.</p>
Suivi post-formation	Il existe une CAI composé de deux personnes, qui démarchent les entreprises pour placer les jeunes en stage. Cette CAI parvient généralement à placer la plupart des jeunes, sauf pour le métier Assistant comptable.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques précises communiquées, le CFP estime le taux d'insertion à environ 70% dans l'ensemble.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFP de Saint-Louis a l'habitude de travailler avec des profils d'étudiants proches de ceux des migrants de retour dans le niveau de formation « attesté » ; • Les critères de sélection et la gratuité d'accès à l'entrée de la formation correspondent aux profils des migrants de retour ; • La région de Saint-Louis fait partie des régions d'émigration et de retour des migrants au Sénégal ;
Capacité d'accueil	Importante selon les filières, l'accueil d'une centaine de migrants de retour par an est envisageable si des moyens matériels sont fournis en conséquence.
Partenariats avec le secteur privé	Le CFP a établi une centaine de conventions de partenariats avec des entreprises de la région de Saint-Louis pour y placer leurs étudiants en stage : BD couture, Sope Badakh Couture, SONATEL, Maya Coiffure, Ndar Cheveux, ICS Claas ou encore l'hôtel Sindone. En revanche, ce sont pour la plupart des conventions annuelles qui doivent être mises à jour chaque année.

Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Aucun partenariat structurel avec l'ANPEJ, pôle emploi, la DER/FJ ou la Direction de l'Emploi du MEFPAL. Des ateliers présentant les accompagnements disponibles dans ces structures sont occasionnellement organisés dans le CFP.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • L'établissement manque de matériel (ordinateurs notamment) face à une forte demande de formation. Il manque une plateforme numérique interne de gestion administrative et financière ; • L'absence de formations accessibles et reconnues dispensées en langues nationales ne leur permet pas d'accéder à certains publics défavorisés ; • Les fonds de démarrage manquent pour soutenir les jeunes entrepreneurs.
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Madame Rokhaya Sarr (Directrice)
Contact	+221 77 544 34 82/33 96 11 11 97 ; sambrokhaya@yahoo.fr

Fiche Partenaire 13 : CFP de Kaolack

Centre de Formation Professionnelle de Kaolack	
Pays	Sénégal
Région	Kaolack
Ville	Kaolack
Structure	
Type de structure	Publique
Financements actuels / principaux	État (MEFPAI, 3FPT, ANPEJ), et Centre départemental de Kaolack.
Organisation et gouvernance	Sous la tutelle du MEFPAI.
Coût	Frais d'inscription : 19 000 FCFA / an pour toutes les filières. Pas de mensualités. Coût de l'uniforme : 25 000 FCFA.
Profil des bénéficiaires actuels	Etudiants, jeunes avec projet d'entrepreneuriat, employés auxquels le CFP dispense des formations complémentaires financées par l'Etat (3FPT).
Capacité totale (actuelle et à terme)	562 apprenants
Détails sur les formations	
Filières de formation	<u>Filières de formation</u> (CAP et BEP) : Entrepreneuriat et gestion financière ; Menuiserie métallique ; Electricité ; Maçonnerie ; Comptabilité ; Informatique ; Secrétariat ; Agent de santé communautaire ; Aide-soignant ; Elevage ; Horticulture ; Couture. <u>Filières de formation</u> (niveau CS): Pâtisserie ; Transformation de fruits et légumes ; Carrelage.
Conditions d'entrée	Recrutement sur dossier suivi d'entretiens. Niveau 4 ^{ème} requis pour les CAP, niveau BFEM requis pour le BEP. Les apprenants de niveau primaire / ayant suivi des cours dans une école coranique (daara) / déscolarisés peuvent accéder aux diplômes d'école.
Déroulé des formations	Les CAP durent deux ans ; les BEP durent trois ans. La durée des formations courtes dépend de la demande des employeurs et des employés (généralement 3 à 6 mois).
Fréquence des cohortes	Une classe par filière et par an. Pour les formations spécialisées financées par le 3FPT, il arrive qu'il y ait deux cohortes par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Dominante pratique.
Alphabétisation	Des cours d'alphabétisation sont inclus dans les formations, notamment pour les jeunes issus de daaras.
Curricula	Comme pour tous les CFP, les curricula de chaque filière du CFP de Kaolack sont répliqués des modèles du MEFPAI, et plus particulièrement ceux élaborés par l'ONFP. Les curricula du centre sont ainsi agréés par l'ONFP et donc reconnus nationalement.

Certification	<ul style="list-style-type: none"> • CAP et BEP délivrés par la DECPC ; • Attestation d'école, qui est un diplôme reconnu par les entreprises locales.
Perdiem et taux de déperdition	Les élèves ne bénéficient pas de perdiem de la part de l'établissement. Les coûts des formations des étudiants les plus défavorisés sont régulièrement pris en charge par le 3FPT (à 90%), suite à leur démarche individuelle. C'est le cas en particulier lors des formations courtes. Le taux de déperdition n'a pas été communiqué.
Suivi post-formation	L'accompagnement et l'orientation vers le marché du travail, ainsi que la facilitation de leur insertion, sont réalisés via une CAI au sein du centre. Cette activité pourrait être renforcée mais le CFP ne dispose pas à l'heure actuelle du personnel suffisant.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Entre 60 et 65% toutes filières confondues, selon le CFP. Les filières Couture et Agent de santé communautaire enregistrent les meilleurs taux d'insertion.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Les filières de formation ont été élaborées en ligne avec les secteurs d'emploi porteurs dans la région de Kaolack (BTP, industrie et agro-business). Le développement de l'Agropole-Centre rend ces filières d'autant plus pertinentes en termes d'opportunités d'emploi actuelles et futures ; • Le CFP prend déjà en charge des jeunes déscolarisés / au faible niveau d'éducation, équivalent à celui de nombreux migrants de retour. Ils ont ainsi mis en place des accompagnements spécifiques pour mettre à niveau les élèves déscolarisés, par exemple avec des cours renforcés d'alphabétisation, qui seraient bien adaptés à l'accueil de migrants de retour.
Capacité d'accueil	Une centaine de migrants de retour par an.
Partenariats avec le secteur privé	Les cours sont suivis de stages en entreprise. Le CFP dispose de partenariats pour placer ses stagiaires avec plusieurs entreprises comme SENELEC ou EDK (qui accueille des stagiaires dans la restauration) ; ainsi qu'avec des entreprises locales de couture.
Partenariats / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	<p>L'ANPEJ appuie informellement l'intégration des apprenants du CFP de Kaolack sur le marché de l'emploi au travers l'accompagnement proposé par leurs conseillers emploi dans l'antenne locale de l'agence.</p> <p>L'ANPEJ organise des animations économiques, qui consistent en des mini-forums qui se déroulent sur une matinée où l'ANPEJ échange avec les étudiants sur les questions d'emploi. Enfin, l'ANPEJ peut réaliser de l'intermédiation auprès des dispositifs comme la DER et l'ADPME pour les apprenants qui veulent se lancer dans l'auto emploi.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Besoins exprimés en matière de formation des enseignants et en équipements de travail pour les apprenants dans certaines filières, ce qui pourrait constituer une limite dans l'accueil de cohortes additionnelles. • Le CFP ne dispose pas de modules de formation dédiés à la création d'entreprise, ce qui pourrait limiter la capacité des étudiants à se lancer dans l'entrepreneuriat à la fin de leurs formations.
Contacts	
Point focal	Mme Fatoumata Cissokho DIOUF (Directrice)
Contact	+221 77 263 92 89 ; directioncfpkaolack@gmail.com

2.2. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

Fiche Partenaire 14 : Agri-Jeunes (Tekki – Ndawñi)

Projet d'Appui à l'Insertion des Jeunes Ruraux Agri-preneurs (Agri-Jeunes)	
Pays	Sénégal
Région	Kaolack
Ville	Kaolack
Structure	
Type de structure	Publique (Programme de l'Etat du Sénégal)
Type d'appui apporté	Formation et appui à l'entrepreneuriat
Financements actuels / principaux	FIDA, BAD
Organisation et gouvernance	Agri-Jeunes est dirigé par un Coordonnateur entouré d'un assistant administratif et d'une équipe de direction (responsable administratif et financier, responsable passations de marché, responsable RSE et gestion des savoirs, responsable inclusion sociale et genre, ingénieur polyvalent, spécialiste formation-insertion, spécialiste entrepreneuriat rural). Le coordonnateur a sous sa direction deux chefs d'antenne.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes ruraux âgés de 15 à 35 ans
Capacité totale (actuelle et à terme)	A terme, le Projet Agri-Jeunes (Tekki Ndawñi) touchera 150.000 jeunes ruraux par la sensibilisation et l'orientation vers les dispositifs d'appui. Parmi eux, 45.000 dont 50% de femmes seront insérées ou renforcées dans une activité rémunératrice et durable dans les filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques. A terme, 25 000 entreprises viables seront créées et/ou renforcées dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique pour offrir 35 000 emplois décents dont 50% au profit des jeunes femmes.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Le projet travaille avec l'ANPEJ, mais aussi avec des organisations de sensibilisation des jeunes appelées des opérateurs de proximité. Site internet : agrijeunes.sn
Détails sur l'offre de service	
Appuis proposés	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation et information sur les réalités de l'auto-emploi agricole, sur les opportunités et défis associés ; • Formation-insertion : en fonction des profils des jeunes, des formations sont proposées pour développer une compétence technique en lien avec l'activité qu'ils veulent exercer, avec en parallèle des formations proposées en éducation financière, entrepreneuriat, négociation, gestion d'entreprise, etc. • Appui à l'élaboration de plan d'affaires ; appui à la formalisation de l'entreprise ; mise en relation avec les institutions de financement ; • Facilitation de l'accès à des conditions assouplies pour obtenir un crédit ; parmi les « agri-preneurs » déjà formés, 141 avaient reçu un financement à travers la DER/FJ.

Certification	Validation nécessaire de la formation pour que le financement puisse être déclenché. La certification délivrée est reconnue par l'Etat.
Suivi des bénéficiaires	Encadrement et suivi des bénéficiaires par les services techniques étatiques qui sont des partenaires de mise en œuvre.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> Le projet n'a pas ciblé de manière spécifique les migrants de retour mais certains issus de la base de données de l'OIM ont été intégrés dans le projet suite à un référencement du bureau de Kolda de l'OIM à la direction du projet ; Le projet peut aisément intégrer des migrants de retour : adéquation entre zones d'intervention et zones de retour des migrants ; encouragement de l'entrepreneuriat sur des compétences techniques que possèdent souvent les migrants de retour ; volet accès aux financements et renforcement des capacités de gestion financière = deux des principaux écueils identifiés des projets entrepreneuriaux des migrants de retour.
Capacité d'accueil	Importantes (cf. objectifs chiffrés du projet)
Partenariats existants	FIDA, BAD, Projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeur (PROVALE-CV), PAMECAS, DER, ISEP, Caritas, Ressopp
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Ayant pour cible l'accompagnement de jeunes ruraux avec une approche formation / financement / appui à l'entrepreneuriat / coaching, Agri-Jeunes peut permettre de soutenir des migrants de retour intéressés par l'auto-emploi agricole.
Remarques	
Défis exprimés	Les activités agricoles traditionnelles ne rapportent que des revenus minimaux. A ce titre, le projet doit encourager l'investissement des jeunes dans des activités agricoles à haute valeur ajoutée. Les jeunes appuyés ont généralement des déficiences de formation sur des innovations techniques notamment en production biologique, sur la production à haute valeur ajoutée, ou encore sur le volet digital.
Autres remarques	L'appui à l'accès aux marchés internationaux par les jeunes entrepreneurs et à l'intensification maraichère pourraient être renforcés via une meilleure coordination avec d'autres initiatives gouvernementales et de PTF.
Contacts	
Point focal	Youssou Ndong (Ingénieur Polyvalent du projet)
Contact	+221 77 569 65 50

Fiche Partenaire 15 : Baziness Lands

Baziness Lands	
Pays	Sénégal
Région	Ziguinchor
Ville	Ziguinchor
Structure	
Type de structure	Privée – Incubateur
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement du développement territorial par un travail d'identification des opportunités et freins à l'entrepreneuriat local ; • Accompagnement dans la formalisation des entreprises ; • Formations en gestion d'entreprise, formalisation, et développement des projets économiques.
Financements actuels / principaux	Non indiqué (financements passés de la part de l'ONUDI, du GRET et de LuxDev)
Organisation et gouvernance	L'incubateur dispose d'un Directeur, d'une assistante et d'une dizaine de coach-formateurs.
Profil des bénéficiaires actuels	Des professionnels travaillant dans le secteur informel.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>Baziness Lands n'a pas de programmes réguliers, tout dépend des partenaires qui sollicitent le centre. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 jeunes par 6 mois avec USAID (nouveau partenariat) ; • Dans le cadre du projet Accompagnement des jeunes vers l'emploi au Sud du Sénégal (AJESUD – financement UE, mis en œuvre par le GRET, en partenariat avec l'ONG Eclasio et le 3FPT), deux cohortes de 25 personnes ont été formées en 2019 et accompagnées dans plusieurs filières ; • Formation en incubation et mentorat pour 100 créateurs et créatrices d'entreprises en Casamance (partenariat avec ONUDI).
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Baziness Lands mène des activités de sensibilisation auprès des jeunes dans la ville de Ziguinchor et est actif sur les réseaux sociaux (organisation récente d'un hackathon de l'entrepreneuriat avec plusieurs PTF, y compris LuxDev, Eclasio et l'OIM Sénégal).
Détails sur l'offre de service	

Appuis proposés	<u>Incubation / accélération d'entreprise :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Sélection des jeunes et séances d'accueil, d'échanges, qui aboutit au PAP (plan d'accompagnement personnalisé) ; • Renforcement des capacités managériales et de gestion ; • Mise en réseau des différents incubés afin de déceler les complémentarités entre leurs projets. <u>Formation :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion financière, gestion des stocks, gestion commerciale et négociation ; • Structuration de l'entreprise ; • Formations techniques (renforcement des compétences métiers).
Suivi des bénéficiaires	Un suivi des bénéficiaires était prévu mais n'a pour l'instant pas été réalisé faute de moyens.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Baziness Lands a déjà travaillé avec des migrants de retour dans le cadre du projet ACEFOP (LuxDev). L'incubateur est habitué à accompagner des bénéficiaires avec des profils similaires à ceux des migrants de retour ; • La Casamance fait partie des régions de retour des migrants au Sénégal ; • L'incubation répond à la nécessité d'accompagnement continu des migrants de retour dans leurs projets professionnels ; • Baziness Lands manque en revanche de ressources ou de partenariats sur les volets appui psychosocial et accès aux ressources financières ;
Capacité d'accueil	50 migrants de retour répartis en deux cohortes de 25 sur une année.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Un partenariat visant au renforcement des ressources matérielles et techniques de Baziness Lands (facilitation de la formation de coaches et d'agents en charge du suivi des incubés), pourrait permettre d'accueillir et d'accompagner avec succès des cohortes de migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement nécessite des moyens autres que des apports ponctuels, et le centre manque cruellement de ressources financières ; • Des coaches devaient être mis à disposition pour accompagner les bénéficiaires sur le terrain afin de mettre en pratique les acquis théoriques, les aider à s'implanter, à élaborer leurs plans d'affaires. En l'absence de moyens financiers suffisants, cet accompagnement n'a pas été réalisé.
Autres remarques	Le niveau de motivation est élevé chez les jeunes et favorise la réussite des projets (illustrée par le fait que 65% des personnes accompagnées sont désormais en activité, selon Baziness Lands).
Contacts	
Point focal	Michel Bazan (Président)
Contact	+221 78 169 29 40 ; Fac.associés@gmail.com

Fonds de Stabulation (FONSTAB)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Agence Publique
Type d'appui apporté	Financement des structures et projets d'entreprise dans des filières prioritaires d'élevage : <ul style="list-style-type: none"> • Embouche bovine, porcine et volaille ; • Production et transformation lait, légumes et apiculture.
Financements actuels / principaux	Etat du Sénégal
Organisation et gouvernance	<p>Le FONSTAB est composé de trois organes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le conseil d'orientation (CO), organe de contrôle, de supervision et de suivi des activités du FONSTAB. A ce titre, il fixe les orientations, approuve les programmes techniques et le budget annuel et veille à sa conformité aux règles de comptabilité publique. Le CO est présidé par le ministre de l'Elevage. • L'Unité de coordination et de gestion (UCG) : organe d'exécution du FONSTAB, qui s'appuie sur les services déconcentrés du ministère chargé de l'Elevage. Elle travaille en étroite collaboration avec les observatoires des Centres d'Impulsion pour la Modernisation de l'Elevage (CIMEL), les inspections régionales et départementales des services vétérinaires, les postes vétérinaires, les projets et programmes. • L'administrateur du FONSTAB, nommé par arrêté du ministre de l'Elevage. Il est chargé de veiller à la bonne exécution de l'ensemble des activités du Fonds.
Profil des bénéficiaires actuels	Porteurs de projets, essentiellement jeunes, dans les domaines de l'élevage, provenant de toutes les régions du Sénégal.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Non communiquées.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Diffusion de l'information sur les prestations offertes par le FONSTAB via les chambres d'agriculture et via des appels à candidature diffusés dans la presse nationale.
Détails sur l'offre de service	

Appuis proposés	<p><u>Appui aux entrepreneurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quatre modèles de financement : <ul style="list-style-type: none"> ○ Fonds de garantie avec des financements à hauteur de 20 à 25 millions FCFA (50 à 60% des projets) ; ○ Fonds de crédit qui intègre financements et mise à disposition matériel ; ○ Fonds de planification qui permet d'alléger les charges de remboursement des bénéficiaires ; ○ Fonds d'amorçage qui permet d'éduquer les porteurs de projet à la gestion financière et à la structuration des GIE ; • Mise à disposition de <i>business models</i> pour les porteurs de projet. <p>Identification des candidats à un appui financier suite à un appel d'offres et une première sélection faites par les 46 inspections départementales d'élevage.</p>
Formations	Le FONSTAB propose des formations dans le cadre du fonds d'amorçage en lien avec l'ONFP (formations techniques, de gestion financière, élaboration de business plans, gestion des stocks, etc.).
Certification	Les formations sont certifiantes, contre-signées par les inspections départementales d'élevage et reconnues par les professionnels du secteur.
Suivi des bénéficiaires	144 bénéficiaires formés dans les filières Lait, Elevage notamment ; première cohorte dans le cadre du Fonds d'amorçage.
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Le FONSTAB est présent sur tout le territoire mais reste une agence jeune qui doit encore être développée dans ses capacités structurelles ; • L'agrobusiness est une filière porteuse en termes d'opportunités économiques et qui correspond aux compétences des migrants de retour ; • Le FONSTAB peut contribuer à répondre au souci majeur d'accès aux financements dans les projets d'auto-emploi, en particulier dans le milieu rural.
Capacité d'accueil	Financement d'une centaine de projets entrepreneuriaux de migrants de retour.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariats avec l'ISEP de Richard Toll et le CNFTE de Saint-Louis pour financer les projets de leurs étudiants, et avec le 3FPT pour le financement de formations ; • Partenariats de co-financement avec la DER ou d'encadrement technique avec l'ADEPME, en cours d'élaboration avec le PRODAC ; • Partenariat de formation avec l'ONFP pour maîtriser les risques associés aux financements en renforçant l'éducation financière des bénéficiaires ; • Partenariat avec l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA).
Remarques	
Défis exprimés	Le recouvrement de certains fonds prêtés est parfois limité par le manque de capacités de suivi des financements attribués par le FONSTAB.
Autres remarques	Les acteurs rencontrés déplorent un manque de coordination entre PTF et agences de l'Etat en termes d'accès aux financements dans le domaine de l'agriculture.
Contacts	
Point focal	Éric Ndour (Directeur adjoint)
Contact	+221 77 551 14 59 ; ericndour@gmail.com

Bureau d'Accueil, d'Orientation et de Suivi (BAOS)	
Pays	Sénégal
Région	Présents dans toutes les régions et départements du Sénégal
Ville	Dakar (siège des institutions)
Structure	
Type de structure	Publique
Type d'appui apporté	Appui, orientation et suivi des Sénégalais de l'extérieur revenus au Sénégal. À la suite du lancement récent d'un fonds visant à lutter contre la migration irrégulière (dans le cadre du projet GMD, mis en œuvre par AECID) à hauteur d'1 milliard FCFA, les BAOS devraient administrer des fonds régionaux visant notamment à financer des projets entrepreneuriaux de jeunes, potentiels migrants et migrants de retour.
Financements actuels / principaux	Les BAOS sont financés essentiellement par AECID via le projet GMD (financements FFU) qui doit prendre fin en février 2023. Les BAOS reçoivent également un financement de la GIZ dans le cadre du projet 'Renforcement de l'appui aux Sénégalais de retour et de la coopération Sud-Sud dans le domaine migratoire'.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Les BAOS sont composés d'équipes de trois personnes : un responsable BAOS, un conseiller orientation et d'un responsable logistique/chauffeur. Ils ont chacun des points focaux départementaux (ou antennes) sous leurs responsabilités ; • Chaque BAOS est logé au sein d'une Agence Régionale de Développement (ARD) ; chaque antenne des BAOS est logée au sein d'un Espace Sénégal Services (ESS) ; • Au sein de chaque BAOS, des comités de sélection ont été mis en place pour sélectionner les projets entrepreneuriaux qui seront financés par les Fonds Régionaux. Ces comités incluent tous un représentant de l'ARD.
Profil des bénéficiaires actuels	Migrants de retour et potentiels migrants
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • 87 employés dans tout le Sénégal au sein de la DGASE, des BAOS et des antennes des BAOS ; • Les BAOS sont présents dans les 14 régions du Sénégal, logés au sein des ARD ; il existe 33 antennes départementales des BAOS logées au sein des Espaces Sénégal Service (ESS) ; • Les fonds régionaux ont été déployés dans les 14 régions du Sénégal ; • Les Fonds régionaux disposent d'une enveloppe totale, sur le plan national, d'1 milliard FCFA.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Les BAOS et leurs antennes accueillent les migrants de retour et potentiels migrants lors d'entretiens individualisés ; • Pour les fonds régionaux, les BAOS diffusent les appels à candidature pour les dossiers de subventions au sein de la presse régionale et auprès des acteurs de la société civile, notamment des associations de migrants de retour.

Détails sur l'offre de service

Accélérateur et fonds d'investissement	<u>Objectifs des fonds régionaux :</u> <ul style="list-style-type: none">• Appuyer, sous forme de subventions, des AGR innovantes ;• Contribuer aux processus d'intégration et de réinsertion des migrants de retour et de potentiels migrants actifs dans les secteurs de l'agriculture, de l'artisanat et des services.
	<u>Principaux résultats des fonds régionaux :</u> <ul style="list-style-type: none">• Mise en place des fonds régionaux dans les 14 régions du Sénégal, appels à candidatures lancés en avril, mai et juin 2022, évaluation en cours ;• Définition des secteurs d'activités éligibles : Aquaculture (pisciculture), Services (Kiosque ou Multiservices), Aviculture, Restauration, Agriculture (Maraîchage), Artisanat, Couture, Immobilier, Embouche bovine ;• Les dossiers de candidatures ont été réceptionnés dans chaque région et sont en train d'être étudiés (septembre 2022) ;• Les premiers financements de projets entrepreneuriaux par des fonds régionaux devraient avoir lieu en novembre 2022. <u>Critères d'éligibilité pour accéder aux fonds régionaux :</u> <p><i>Pour les projets individuels :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Être de nationalité sénégalaise ;• Être âgé de 20 à 55 ans pour les migrants de retour ;• Être âgé de 18 à 40 ans pour les potentiels migrants ;• Être porteur d'une idée de projet productive ou avoir une activité en cours de réalisation (pour les migrants de retour) ;• Être porteur d'une activité en cours de réalisation (pour les potentiels migrants) ;• Jouir de ses droits civiques et être exempt de sanctions pénales ;• Pour les activités individuelles existantes : Présenter un document de suivi d'activités qui fait apparaître l'état d'avancement de l'initiative existante avec une rentabilité. <p><i>Pour les projets collectifs :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Être un GIE formel de droit Sénégalais ou une association ou Coopérative formelle enregistrée au Sénégal ou toute autre ;• Entreprise formelle de droit Sénégalais avec plus d'un membre / d'un associé ;• Avoir une activité en cours de réalisation ;• Résider ou domicilier dans la localité où l'activité existante est logée ;• Jouir de ses droits civiques et être exempt de sanctions pénales. <p><i>Montants des subventions :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• Projet Individuel de démarrage : 2 000 000 FCFA• Projet Individuel de renforcement : 2 000 000 FCFA• Projet Collectif de renforcement : 5 000 000 FCFA

<p align="center">Suivi des bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les BAOS réalisent deux entretiens <i>a minima</i> avec les migrants de retour pour connaître leurs profils/parcours puis les orienter vers une association de migrants, un PTF ou une agence publique en fonction de leurs besoins ; • Le projet de Coopération Sud-Sud appuie le développement de systèmes d'information permettant de faciliter et de régulariser la communication entre les BAOS (et leurs antennes) et les migrants de retour, notamment via la constitution de groupes WhatsApp où des offres d'emploi et de formations peuvent être diffusées ; • Dans le cadre des fonds régionaux, les BAOS ont la charge du suivi des bénéficiaires et de l'accompagnement des bénéficiaires de ces financements. Il est possible qu'à l'avenir les BAOS réalisent le suivi des subventions attribuées aux migrants de retour, et que les ARD réalisent le suivi de celles attribuées aux potentiels migrants.
Partenariats	
<p align="center">Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil et évaluation des vulnérabilités des migrants de retour (des formations en renforcements de capacités sur le premier contact avec les bénéficiaires ont été récemment fournies aux personnels des BAOS et des antennes des BAOS sur financements de la GIZ) ; • Collecte de données et orientation des migrants de retour (des formations sur la collecte d'informations et l'utilisation de l'outil Kobo Collect ont été récemment fournies aux personnels des BAOS et des antennes des BAOS sur financements de la GIZ) ; • Orientation des migrants de retour vers un partenaire mettant en œuvre un programme de formation ou d'aide à l'embauche, en particulier les Missions locales pour l'emploi et l'entrepreneuriat (MIL) de la Direction de l'Emploi qui accompagnent les jeunes vers l'emploi et l'auto-emploi dans plusieurs secteurs porteurs (pisciculture, services, transformation des produits agricoles) ; • Accès aux fonds régionaux pour financer des projets entrepreneuriaux.
<p align="center">Capacité d'accueil</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les BAOS et les antennes des BAOS ont des capacités d'accueil et d'orientation d'environ 2 000 migrants de retour par an ; • Environ 200 subventions attribuées, au total, pour l'ensemble des fonds régionaux à des migrants de retour entrepreneurs.
<p align="center">Partenariats existants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des référencement ont été mis en place dans plusieurs BAOS et ARD avec des associations de migrants de retour qu'ils ont aidé à structurer avec le soutien d'AECID et de la GIZ ; • Les BAOS ont signé des conventions de partenariats avec l'ARD, l'ANPEJ, la DER, l'ANSI (spécifiquement sur l'accueil des antennes des BAOS dans les ESS), et avec la Direction de l'Emploi, sans que ces conventions ne soient pour l'heure effectivement mises en œuvre.
<p align="center">Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>A la fois les équipes des BAOS (et de leurs antennes) et les nouveaux fonds régionaux gagneraient à être soutenus pour qu'ils puissent se développer et appuyer davantage de bénéficiaires. La future programmation de l'UE pourrait donc poursuivre le travail réalisé par le projet GMD et le projet de Coopération Sud-Sud.</p>
Remarques	

<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les BAOS ont mis en place un nombre réduit de référencements vers des établissements de formation, des acteurs privés et des PTF, ce qui limite leur efficacité dans l'appui qu'ils fournissent à la réintégration des migrants de retour ; • Au vu de la faiblesse du montant total attribué au fonds global par le projet GMD (dont une partie ira aux fonds régionaux), et de l'absence de soutien, à l'heure actuelle, de l'Etat sénégalais, le nombre total de projets subventionnés dans chaque région sera très réduit (une vingtaine au maximum par région) ; • La survie des fonds à la fin du projet GMD en février 2023 pose question si l'Etat du Sénégal ou un autre partenaire international ne prend pas le relais.
<p>Autres remarques</p>	<p>Les conditions exactes d'attribution et les critères de sélection des projets subventionnés ne sont pas clairs aux yeux de plusieurs interlocuteurs, notamment des associations de migrants, interrogés à ce sujet.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Ibrahima Cissé (Directeur adjoint - DGASE)</p>
<p>Contact</p>	<p>+221 78 120 04 88/33 88 96 30 ; ibu6c@yahoo.fr</p>

Fiche Partenaire 18 : DER/FJ

Délégation Générale à l'Entrepreneuriat Rapide pour les Femmes et les Jeunes (DER/FJ)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Publique
Type d'appui apporté	Appui à l'entrepreneuriat par des financements, du conseil et de l'aide au développement de projet
Financements actuels / principaux	Etat du Sénégal, BAD, AFD, Fonds Khalifa, USADF, Fondation Bill et Melinda Gates
Organisation et gouvernance	Une Déléguée Générale et son adjoint, un secrétaire Général, dirige une équipe de direction composée de 14 directrices et directeurs, notamment une directrice des partenariats, un directeur des études et du suivi évaluation, un directeur de la promotion de l'entrepreneuriat.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes (18 à 35 ans) et femmes désirant faire financer leurs projets entrepreneuriaux.
Capacité totale (actuelle et à terme)	220 personnes travaillent au sein de la DER/FJ, hors points focaux (dans chaque département). La DER/FJ prévoit de recruter une centaine de personnes supplémentaires d'ici 2024 afin de renforcer sa présence dans les régions.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Forte communication de la DER/FJ dans la presse, sur les réseaux sociaux et présence dans de nombreux forums sur l'entrepreneuriat, qu'elle contribue souvent à organiser. Site internet : www.der.sn
Détails sur l'offre de service	

<p>Accélérateur et fonds d'investissement</p>	<p><u>Appuis proposés :</u></p> <p>Soutenir financièrement techniquement les acteurs de l'entrepreneuriat au Sénégal par quatre guichets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • “Financement de l'entreprenant pour l'autonomisation économique” : jusqu'à 500 000 FCFA, sans apport ; • “Financement de l'entreprise”, qui correspond à un appui de la DER/FJ en investissement et/ou fonds de roulement pour développer des opportunités d'affaires au-delà de 500 000 FCFA. La DER/FJ peut s'appuyer pour ce guichet de financement sur des projets viables validés par d'autres structures intervenant dans l'écosystème entrepreneurial sénégalais ; • “Financement des chaînes de valeur”, qui correspond à des investissements spécifiques destinés à la création, à l'extension et à l'animation de pôles regroupant des corps de métiers ou des activités pouvant être structurées en filières porteuses. Des investissements seront consentis dans différents secteurs porteurs de l'économie sénégalaise ; • “Financement de l'incubation”, qui est un accompagnement financier dédié, sous réserve d'un séjour en incubateur, pour la maturation, le perfectionnement et la validation d'un projet. La DER/FJ a également mis sur pied son propre incubateur. <p>Tous ces financements sont octroyés à un taux plafonné à 5%.</p> <p>La DER/FJ a pour objectif récent d'augmenter son offre de service et assistance auprès des populations vulnérables. La DER/FJ est en train de développer un “fonds diaspora” destiné aux Sénégalais de l'extérieur en partenariat avec le FAISE.</p>
	<p><u>Principaux résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • De mars 2021 à mars 2022, la DER/FJ a reçu 132 000 demandes de soutien de financement pour un montant dépassant de 228 milliards FCFA ; • Plus de 106 000 entrepreneurs ont accédé à un crédit de la DER/FJ depuis son lancement pour un montant dépassant, à date, les 60 milliards FCFA ; • Plus de 2 450 TMPE ont été formalisées grâce à l'accompagnement de la DER/FJ ; • 230 start-ups ont été soutenues et incubées dans un Fonds de soutien à l'innovation avec un financement à hauteur de 3,8 milliards FCFA depuis son lancement.
<p>Formations</p>	<p>Les conseillers techniques de la DER offrent la possibilité aux bénéficiaires de suivre des formations ciblées dans le cadre du développement de leur projet entrepreneurial. La DER a ainsi développé des programmes de mentorat, de coaching, des atelier métiers, des projets d'incubation, de pré-accélération et accélération de projets, souvent en lien avec le 3FPT et l'ADEPME.</p>
<p>Certification</p>	<p>Les formations dispensées en lien avec le 3FPT aboutissent à des certifications pour les bénéficiaires.</p>
<p>Suivi des bénéficiaires</p>	<p>Les points focaux de la DER/FJ dans les territoires sont chargés de réaliser le suivi des bénéficiaires mais ceux-ci sont trop nombreux pour réaliser un suivi systématisé et suffisant dans la durée. La DER/DJ a ainsi développé des partenariats avec plusieurs ONG implantées dans tout le pays, notamment avec l'ONG Peace Corps, en s'appuyant sur son réseau de volontaires au niveau départemental.</p>
<p>Partenariats</p>	

<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La DER a déjà été sollicité par de nombreuses institutions publiques et PTF (3FPT, OFII, GIZ, ENABEL, LuxDev, ANIDA etc.) pour financer ou co-financer des projets entrepreneuriaux de populations vulnérables ; • La DER pourrait appuyer des projets individuels ou collectifs de migrants de retour via ses guichets "Financement de l'entrepreneur pour l'autonomisation économique" et "Financement de l'entreprise" ; • La DER propose un accompagnement des bénéficiaires par des renforcements techniques et du conseil marketing qui correspondent aux besoins identifiés d'accompagnement des migrants de retour dans leurs projets entrepreneuriaux.
<p>Capacité d'accueil</p>	<p>Financement de projets entrepreneuriaux de plus de 1000 migrants de retour chaque année.</p>
<p>Partenariats existants</p>	<p>La DER/FJ est sollicitée en co-financement sur la quasi-totalité des dispositifs de réinsertion des migrants de retour par l'entrepreneuriat.</p> <p>Des mécanismes de référencement ont été mis en place entre la DER/FJ et de nombreux autres organismes publics (3FPT, ADEPME, ANIDA) ainsi que des PTF (OFII, GIZ, ENABEL, LuxDev, etc.)</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La DER/FJ dispose de ressources humaines et techniques limitées par rapport à la demande existante. Les délais de traitement des dossiers (au moins six mois) ou les sommes attribuées ont été critiqués par des bénéficiaires. • Il est nécessaire que le coaching et le suivi des porteurs de projets soit renforcé afin d'augmenter leur durabilité.
<p>Autres remarques</p>	<p>-</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Khaldiata Ndiaye (Directrice de cabinet de la DG), Amadou Bao (Directeur des Etudes)</p>
<p>Contact</p>	<p>khaldiata.ndiaye@der.sn ; amadou.mbao@der.sn</p>

Fiche Partenaire 19 : FANSOTO

FANSOTO	
Pays	Sénégal
Région	Ziguinchor, Sédhiou et Matam
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	FANSOTO est un programme de microfinance sociale créé par Entrepreneurs du Monde au Sénégal en 2016.
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Appui au développement d'activités génératrices de revenus (AGR) ; • Offre de services financiers (épargne et microcrédit) et non financiers (formations, suivi-accompagnement social).
Financements actuels / principaux	Entrepreneurs du monde, AFD, Principauté de Monaco, Fondation Lord Michelham of Hellingly, Fondation d'Aide à l'Enfance et au Tiers-Monde (F.A.E.T.)
Organisation et gouvernance	L'association est dirigée par un Directeur entourée d'une équipe de direction et répondant à une Assemblée Générale présidée par Entrepreneurs du Monde.
Profil des bénéficiaires actuels	Populations vulnérables, quasi-totalité de femmes (99,8%), sans discrimination d'âge.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Objectif de 20 880 entrepreneurs accompagnés pour 2022 (total depuis le lancement de la structure en 2016). 72 salariés actuellement et objectif d'avoir 75 salariés au 31/12/2022.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Page internet présentant l'association : FANSOTO : Microfinance sociale au Sénégal - Entrepreneurs du Monde.
Détails sur l'offre de service	
Appui aux entrepreneurs	<p><u>Appuis proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour monter des TPE, les bénéficiaires s'organisent en petits groupes et accèdent à un compte épargne et des prêts individuels, sans caution ni garantie, d'un montant adapté à chacune ; • A chaque rencontre avec le groupe, l'animateur dispense une formation économique ou sociale pour renforcer leur activité et leur place dans la famille et la communauté ; • Chaque bénéficiaire dispose aussi d'un accompagnement individualisé jusqu'à la réussite, soit la viabilité de leurs entreprises. Les plus vulnérables (porteuses du VIH ou d'un handicap) sont référées à des services étatiques spécialisés pour un soutien complémentaire.

	<p><u>Principaux résultats</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 15 097 entrepreneurs accompagnés ; • En cours d'épargne : 621 000 EUR en 2021 ; • En cours de prêts : 2 millions EUR en 2021 ; • Taux moyen des prêts accordés : 2,4% ; • Quatre agences créées en milieu rural dont une ouverte en avril 2021 dans la vallée du fleuve Sénégal à Matam.
Formations	Des formations de groupe sont proposées aux bénéficiaires de FANSOTO, aussi bien sur la gestion financière de l'entreprise que sur l'accès aux marchés, sur une technique innovante de production et de conservation ou encore sur l'épargne individuelle.
Certification	Les formations ne sont pas certifiantes.
Suivi des bénéficiaires	FANSOTO réalise chaque année des études de satisfaction sur ses services et les bénéficiaires de leurs appuis financiers et techniques sont toutes suivies individuellement ou en groupes jusqu'à la viabilité de leurs projets économiques.
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • FANSOTO contribue à la création de GIE, au sein desquels la réintégration économique des migrants de retour peut obtenir de meilleurs résultats qu'à travers des projets individuels ; • FANSOTO a l'habitude d'accompagner des populations vulnérables et est présent dans les régions de Sédhiou et de Ziguinchor qui comptent parmi les premières régions de retour pour les migrants au Sénégal ; • Les crédits sont octroyés sans garantie ni caution solidaire ou personnelle, avec des conditions d'accès au crédit très souples et un taux moyen de 2,4% qui est particulièrement bas.
Capacité d'accueil	Financement d'une centaine de projets entrepreneuriaux de migrants de retour.
Partenariats existants	<p><u>Principal partenariat</u> : Entrepreneurs du Monde (appui à la gestion des opérations, SIG, performance sociale, planification stratégique, gestion administrative et financière, gouvernance, gestion des RH, gestion du risque, plaidoyer & recherche de fonds).</p> <p><u>Autres partenariats</u> : DB Human, IASS Potsdam, micro finance solidaire, kiva, Futur au Présent (FAP), Handicap International, CAOSP.</p>
Perspectives / opportunités pour la programmation future	Un partenariat pourrait être envisagé avec FANSOTO afin de contribuer au développement de son offre et son ouverture aux migrant(e)s de retour.
Remarques	
Défis exprimés	La structure ne dispose pas d'une présence nationale ni d'une capacité suffisante en termes de liquidités lui permettant prendre en charge un nombre trop élevé de migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Diery Sene (Directeur exécutif)
Contact	Diery.sene@entrepreneursdumonde.org

Mutuelle d'Épargne et de Crédit (MEC) FADEC	
Pays	Sénégal
Région	Saint-Louis
Ville	Kébémér
Structure	
Type de structure	Coopérative d'épargne et de crédit
Type d'appui apporté	Crédit / Epargne / Services financiers / Services non-financiers (formations, appui-conseil)
Financements actuels / principaux	La MEC FADEC est financée par Babyloan qui fait partie du groupe Lendahand
Organisation et gouvernance	<p>La structure est dirigée par un Conseil d'Administration. Elle dispose de 6 agences réparties dans la région de Saint-Louis.</p> <p>Pour bénéficier des services de la MEC FADEC, les bénéficiaires doivent souscrire, libérer une part sociale et avoir acquitté un droit d'adhésion de 5 000 FCFA.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Sur les 7 182 projets clients actuels appuyés par la MEC FADEC, 90% des bénéficiaires de prêts vivent dans des zones rurales et 70% sont des femmes.
Détails sur l'offre de service	
Appui aux entrepreneurs	<p><u>Appuis proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> La MEC FADEC propose 12 types de crédit différents : Embouche / Commerce / Maraîchage / Warrantage / Crédit Solidaire – campagne Agricole / Investissement / Crédit Express / Crédit Salarié / Crédit d'Urgence / Crédit de commerce de produits céréaliers / Crédit Aviculture ; <u>Montant total des crédits accordés à date</u> : 130 510 000 FCFA <ul style="list-style-type: none"> Taux moyen des prêts accordés : 6% ; Montant moyen du prêt : 187 567 FCFA ; Dans les zones rurales, des prêts de groupe et individuels sont disponibles ; en zone urbaine, seuls des prêts individuels sont octroyés Pour accompagner ses membres dans la gestion de leurs finances, la MEC FADEC propose également des services d'épargne volontaire et l'accès à des dépôts de garantie à ses clients ; La structure propose également un service d'accompagnement du microcrédit ; Un service gratuit de transfert d'argent est proposé aux bénéficiaires des prêts.
	<p><u>Principaux résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Les différents montants, maturité et fréquences de remboursement sont adaptés aux besoins différents des clients selon leur profession ; Le portefeuille de prêts de la structure est actuellement d'environ 900 000 EUR ; Ils ont actuellement 7 182 clients ; Le taux d'abandon de créances, soit de non-recouvrement, est très faible : 1,5% du total des prêts accordés.

Formations	Des formations en gestion financière et en gestion technique sont dispensées aux bénéficiaires des crédits.
Certification	Ces formations ne sont pas certifiantes.
Suivi des bénéficiaires	La MEC FADEC offre essentiellement des services financiers (crédit, épargne) mais travaille avec l'ONG FADEC dans cinq communes du département pour accompagner les micro-entrepreneurs financés.
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Les taux de prêt restent accessibles pour les migrants de retour ; • Les bénéficiaires de la MEC FADEC sont essentiellement des agriculteurs ; la structure a l'habitude d'accompagner techniquement et financièrement des projets économiques dans plusieurs secteurs agricoles ; • La MEC FADEC propose des formations en gestion financière et des services d'épargne adaptés, qui sont des éléments clés identifiés dans la réussite des projets économiques des migrants de retour ; • La MEC FADEC octroie des crédits sans demander de garantie ni de caution solidaire ou personnelle.
Capacité d'accueil	Une centaine de migrants de retours appuyés financièrement par an.
Partenariats existants	World Vision, BNDE, Babyloan, Palps, Orabank, OIKO Crédit, ICCO Coopération, Graamen Crédit Agricole, Kuwait Fund for Development, Fondation Sen' Finances, CNCA, CBAO.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Les services offerts par le MEC FADEC et sa présence territoriale dans la région de Saint-Louis en font un acteur pertinent pour participer à l'écosystème de réintégration des migrants de retour au Sénégal.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de prêt encore relativement élevé ; • Présence limitée à la région de Saint-Louis.
Contacts	
Contact	+221 33 969 10 35 ; contact@mecfadec.sn Site internet : https://mecfadec.sn/mec-fadec-njambur

2.3. Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat

Fiche Partenaire 21 : SODEFITEX

Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX)	
Pays	Sénégal
Région	Dakar et Tambacounda
Ville	Dakar et Tambacounda
Structure	
Type de structure / taille de l'entreprise	Privée - Entreprise de taille moyenne avec participation de l'Etat du Sénégal (46,5%) 7 usines
Secteur d'activité ; filières	Agro-industrie cotonnière (principale activité), rizerie, minoterie, production de semences certifiées, conseil agricole
Type d'emplois existants	<ul style="list-style-type: none"> • 265 salariés permanents, 314 personnels saisonniers ; • Emplois qualifiés pour tous les salariés permanents (à minima BT/BTS) ; • Emplois saisonniers ne nécessitant pas de qualification pour la plupart. Pour certains, l'entreprise privilégie des jeunes avec une qualification de base (de type CS), notamment sur les métiers mécaniques.
Stratégies de recrutement sur le marché local de main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Bouche à oreille et recommandations pour les emplois saisonniers, ce sont la plupart du temps les mêmes cohortes année après année ; • La SODEFITEX recrute les jeunes qualifiés essentiellement dans les ISEP, CFP et CRFP (CFP Don Bosco de Tambacounda, ISEP de Saint-Louis et de Thiès).
Besoins et défis en termes de RH	<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise est peu soutenue financièrement par l'Etat pour mettre en place des CS sur des temps courts qui leur permettent de combler des manques en personnel en moins d'un an ; • Les jeunes recrutés manquent souvent de précision et de niveau sur le plan technique et ont besoin de recevoir des formations complémentaires en interne avant d'être pleinement opérationnels.
Partenariats	
Partenariats existants/ Volonté de partenariat avec des programmes UE (migrants de retour)	<ul style="list-style-type: none"> • La SODEFITEX a été appuyée par l'Etat du Sénégal pour ses programmes de formation jusqu'en 2019 et a récemment reçu un appui de l'IIPE – UNESCO ; • L'entreprise n'a jamais travaillé par le passé avec l'UE ni avec des migrants de retour mais serait disposée à le faire ; • La SODEFITEX a récemment été appuyé par la GIZ pour produire les 10 premières tonnes de coton biologique du Sénégal qui devraient être filées dans l'usine de Kaolack gérée par Aissa Dione Tissus.

Capacité de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> • La SODEFITEX est présente dans les régions administratives de Tambacounda, Kolda, Kédougou, Sédhiou, Kaffrine et le sud des régions de Fatick et de Kaolack, en plus de son siège basé à Dakar. Elle peut donc recruter dans ces régions ; • L'entreprise accueille des apprenants et des stagiaires (contractualisés et indemnisés) dans ses usines ; • L'entreprise a des besoins sur plusieurs dizaines de recrutements chaque année et en aura besoin encore davantage si l'usine textile de Kaolack se relance et que des nouvelles lignes de production (coton bio, etc.) sont nécessaires.
Capacité / intérêt pour de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • La SODEFITEX a un service dédié à la formation en interne et en externe, sur prestations, de cotonculteurs ; • L'entreprise réalise également des formations techniques dans le cadre de leur mission de conseil agricole ; • La SODEFITEX a mis en œuvre un programme de formation primé par l'UNESCO en 2019, destiné à leurs producteurs. Il incluait alphabétisation et formation technique, gestion du crédit, commercialisation, et gestion des stocks. L'IIPE de l'UNESCO a aidé à renforcer cette formation et à la faire reconnaître par l'Etat.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Un partenariat avec la SODEFITEX pourrait être élaboré afin de financer la formation de migrants de retour sur des filières correspondant aux besoins anticipés de l'entreprises sur les prochaines années.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • La SODEFITEX a énormément de candidats aux formations dans les régions productrices et ses capacités d'accueil sont limitées ; • Les coûts de transport et de logement des jeunes formés ne sont pas pris en charge, ce qui peut constituer un obstacle à l'intégration de jeunes aux faibles revenus.
Autres remarques	Manque de soutien financier de l'Etat au développement des filières d'export et à la relance de l'industrie textile au Sénégal.
Contacts	
Point focal	Abdoulaye Mbaye (Responsable du Service Formation – Innovations)
Contact	+221 76 529 97 43/77 938 37 34 ; abdoulaye.mbaye@sodefitex.biz

Fiche Partenaire 22 : ANIDA

ANIDA	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Agence publique
Type d'appui apporté	Installation d'infrastructures, équipement d'infrastructures, formation, accompagnement technique et financier au lancement d'une structure agricole.
Financements actuels / principaux	Etat du Sénégal
Organisation et gouvernance	130 personnels travaillent actuellement à l'ANIDA. L'agence a plusieurs divisions thématiques (dont une sur la formation) et est sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER).
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes ruraux âgés de 15 à 35 ans (80%), ou 35 ans+ (20%)
Capacité totale (actuelle et à terme)	L'ANIDA dispose de 400 fermes de toutes tailles (de 1ha à 100ha, avec une majorité entre 10 et 15ha) et l'agence devrait en avoir établi 700 en 2023.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Pas de campagne de communication particulière indiquée. L'ANIDA effectue des sensibilisations dans les villages et communautés environnant ses fermes, ainsi qu'avant de les construire afin d'informer des futures opportunités d'embauche. Site internet : www.anida.sn
Détails sur l'offre de service	
Accompagnement vers l'emploi	<u>Appui proposé</u> : Dispositif d'insertion et de soutien à l'emploi créé en 2006 en réaction aux premières vagues migratoires, l'ANIDA construit des fermes et les équipe intégralement puis recrute le personnel nécessaire à leur exploitation et les aide à se constituer en GIE qu'elle appuie dans leur développement. <u>Résultats</u> : Plus de 5000 personnes recrutées. Ces fermes innovantes dans leurs méthodes permettent deux récoltes par an au lieu d'une, et se concentrent sur des cultures à haute valeur ajoutée afin de fournir des revenus annuels allant de 850 000 à 1 million FCFA par agriculteur recruté.
Formations	Des formations techniques sont dispensées ainsi que des formations et un accompagnement de long terme sur la formalisation, l'organisation et l'animation du GIE ainsi que sur la commercialisation de ses produits, qui sont dispensées par les conseillers agricoles (ANCAR).
Certification	Les formations dispensées ne sont pas certifiantes.
Suivi des bénéficiaires	Suivi rapproché des bénéficiaires avec des conseillers agricoles présents au niveau de chaque département et de chaque ferme.

Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'ANIDA est présente sur tout le territoire sénégalais, y compris donc dans les principales régions de la migration de retour ; • Un savoir-faire, des compétences et des métiers agricoles que connaissent souvent les migrants de retour ; • Pas de coûts d'entrée au niveau technique et financier puisqu'ils sont pris en charge par l'ANIDA ; • Des revenus potentiellement élevés – mais qui peuvent nécessiter un peu de temps avant de procurer des dividendes suffisants.
Capacité d'absorption	Plusieurs centaines de migrants de retour pourraient être recrutés dans les fermes de l'ANIDA.
Partenariats existants	<p>L'ANIDA est déléguée d'ouvrage pour plusieurs PTF dont la BAD, le FIDA et la Banque mondiale, ainsi que pour plusieurs projets financés par l'UE, notamment le PACERSEN avec AECID.</p> <p>L'ANIDA dispose de partenariats essentiels avec le 3FPT ou la DER/FJ qui assurent 70% des besoins en fonds de roulement des fermes. L'ANIDA a également développé un partenariat avec l'ANCAR sur la fourniture de conseillers agricoles dans leurs zones d'activité.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> • Un programme de partenariat sur plusieurs années pourrait être établi avec l'ANIDA afin de contribuer à la multiplication de ces fermes mais aussi sur la mise à disposition des fonds de roulement afin de combler le déficit financier auxquels les jeunes agriculteurs font face en début d'exploitation des fermes, et qui touche particulièrement les migrants de retour ; • Un partenariat transverse pourrait également inclure un soutien, avec d'autres PTF comme le FIDA, à la montée en puissance des infrastructures innovantes (équipements solaires notamment, matériel de stockage et transformation).
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Les grandes fermes (au-delà de 15ha) sont difficiles à gérer et l'investissement nécessaire à la constitution et l'animation des GIE très important : les plus petites structures sont à privilégier pour l'inclusion et le suivi des migrants de retour. • L'absence de revenus rapides générés par les fermes pourrait constituer un frein à l'inclusion de migrants de retour.
Autres remarques	-
Contacts	
Point focal	Cheikh Lo (Directeur de la formation et de la mise en valeur)
Contact	+221 77 561 28 43 ; cheikhnlo58@anida.sn

Fiche Partenaire 23 : Aissa Dione Tissus

Aissa Dione Tissus	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure / taille de l'entreprise	Entreprise de taille moyenne (154 salariés)
Secteur d'activité ; filières	Textile et ameublement moyen et haut de gamme
Type d'emplois existants	95% des emplois dans l'entreprise sont en CDI et nécessitent d'avoir reçu une formation technique de base et d'avoir une qualification dans un des métiers de la chaîne de production (tissage, ébénisterie, design, etc.)
Stratégies de recrutement sur le marché local de main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Sur recommandation pour certains métiers (tissage notamment) ; • Via quelques CFP et ETFP sur des métiers mécaniques et d'ébénisterie.
Besoins et défis en termes de RH	<ul style="list-style-type: none"> • Les jeunes issus de CFP n'ont pas toujours une éthique de travail et un comportement adapté à l'entreprise, ces modules doivent être renforcés ; • Aucun organisme de formation ou agence publique n'a démarché l'entreprise pour connaître ses besoins en compétences ; • L'entreprise ne parvient pas à recruter sur certains métiers dont les formations et apprentissages sont devenus rares : tapisserie de meubles, filage, teinturerie.
Partenariats	
Partenariats existants/ Volonté de partenariat avec des programmes UE (migrants de retour)	<ul style="list-style-type: none"> • Aissa Dione Tissus a bénéficié de l'appui ponctuel de projets comme VET Toolbox (cofinancement UE) et du soutien de la GIZ pour la relance de l'usine textile de Kaolack ; • L'entreprise a indiqué un intérêt pour travailler avec des migrants de retour. Les seuls critères sont la motivation des jeunes, qu'ils aient une formation de base ou une expérience métier valorisable, un intérêt pour le secteur et un comportement approprié à l'entreprise.
Capacité de recrutement	Aissa Dione Tissus a des besoins urgents pour réaliser 1000 à 1200 recrutements sur les trois prochaines années pour la relance de l'usine de textile à Kaolack.

<p>Capacité / intérêt pour de la formation professionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Aissa Dione Tissus accueille régulièrement des apprenants et stagiaires, indemnisés, de toute l'Afrique et régulièrement également d'Europe et d'Amérique du Nord. • Afin de relancer les filières métiers ameublement et textile, Aissa Dione Tissus a organisé des master class (financement mécène, travail avec des ONG et PTF) ; • L'entreprise a accueilli des apprenants de CFP et du lycée technique Limam Oulaye pour les former en gestion et entretien des matériels ; • L'entreprise a organisé des concours nationaux adressés aux jeunes pour dénicher de futurs artisans de talents ; • Aissa Dione veut ainsi créer un institut des métiers d'arts et du design à Dakar (IMAD) qui fournissent des formations qualifiantes sur 3 années dans quatre domaines : Ébénisterie, Conception et application métal, Menuiserie de siège et Tapisserie pour mobilier. Cet institut, qui devrait être lancé en 2023, pourrait également accueillir des formations courtes.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>Un partenariat avec Aissa Dione Tissus pourrait prendre plusieurs formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer un programme de partenariat sur le long cours visant à former des migrants de retour sur des métiers spécialisés dans le nouvel institut ou au sein de l'entreprise en apprentissage afin de les recruter ensuite dans l'usine de Kaolack ou de Dakar ; • Encourager une coordination entre des programmes de formation professionnelle des migrants de retour et les besoins en recrutement de l'usine textile de Kaolack ; • Soutenir l'extension des masters class et des programmes de formation internes à de nouvelles filières métiers du secteur textile.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>L'accès aux financements et crédits de la part des banques, y compris sur des sommes minimales, est un frein majeur à leur développement (complexité des procédures, manque de souplesse des établissements bancaires), tout comme le manque de formations-métiers spécialisées dans les domaines du textile.</p>
<p>Autres remarques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'Etat du Sénégal, avec l'appui de partenaires internationaux, a élaboré une stratégie de soutien à l'emploi des jeunes par le commerce et l'auto-emploi alors que l'industrie dispose d'une énorme capacité d'embauche si elle était correctement soutenue ; • Les débouchés au Sénégal pour le meuble et le textile sont importants ; • Le concept des master class a tellement bien marché qu'il a fait des émules dans d'autres professions (bouchers, boulangers, plombiers, etc.).
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Aissa Dione (Présidente Directrice Générale)</p>
<p>Contact</p>	<p>aissadionetissus@gmail.com</p>

Fiche Partenaire 24 : Coopérative des producteurs de sel de la ville de Kaolack

Coopérative des producteurs de sel de la ville de Kaolack (CoopSel)	
Pays	Sénégal
Région	Kaolack
Ville	Kaolack
Structure	
Type de structure	Entreprise privée – coopérative composée de 56 GIE (2236 membres : 808 hommes et 1428 femmes)
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des producteurs en coopérative ; • Mis à disposition de champs de sel ; • Commercialisation collective ; • Offres d'emplois au moment de la récolte ; • Offres d'emplois permanents pour la détention et l'entretien des engins de production.
Secteur d'activité	Exploitation et commercialisation du sel
Type d'emploi existant	Essentiellement des emplois non-qualifiés ou peu qualifiés
Stratégies de recrutement sur le marché local de main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes et populations adultes de la région désirant obtenir un travail, recrutés essentiellement sur recommandation et par bouche à oreille ; • Pour les emplois qualifiés, la coopérative a occasionnellement recours à l'Agence Régionale de Développement (ARD).
Besoins et défis en termes de RH	Besoins importants en matière d'emplois peu qualifiés pour le gros de la main d'œuvre.
Partenariats	
Partenariats existants/ Volonté de partenariat avec des programmes UE (migrants de retour)	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien financier de la DER/FJ et du Programme « Xeyu Ndaw Gni » du gouvernement sénégalais ; • Pas de partenaires internationaux ; • La coopérative est encline à collaborer avec des migrants de retour si un appui adéquat est apporté par des partenaires (ex : développement des capacités d'export pour favoriser l'embauche durable) ;
Capacité de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> • Création de 400 à 500 emplois par jour de récolte ; les journaliers travaillent 7 mois sur 12. L'entreprise embauche également des permanents pour la manipulation des engins ; • La région de Kaolack est une zone de retour importante pour les migrants ; • La plupart des migrants de retour ont le niveau requis pour immédiatement se positionner dans tous les maillons de la production : exploitation avec des champs qui leur seront donnés ou dans l'entretien des machines ; • Les migrants de retour seraient payés entre 100 000 et 120 000 FCFA par mois dépendant du travail effectué, soit au-dessus du revenu moyen au Sénégal.
Capacité / intérêt pour de la formation professionnelle	La coopérative recrute peu de stagiaires et apprenants car les métiers sont essentiellement manuels et ne requièrent pas ou peu de qualifications.

Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Il est envisageable d'élaborer un programme de réintégration par l'emploi salarié avec les migrants de retour de la région de Kaolack et la CoopSel.</p> <p>Une coopération pourrait être envisagée avec le BMN et/ou l'ADEPME afin de renforcer la stratégie d'exportation de la CoopSel, et par conséquent la variété de ses sources de revenus pour augmenter sa capacité d'embauche.</p>
Remarques	
Défis exprimés	Les conditions de travail peuvent être difficiles et les jeunes recrutés doivent avoir la motivation nécessaire pour effectuer ce type de tâches.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Le sel est la principale filière économique de la région de Kaolack, et le lancement de l'Agropole viendra la renforcer davantage ; • La CoopSel a effectué plusieurs demandes d'appui à la commercialisation au ministère du Commerce, mais n'a pas encore reçu de soutien de l'Etat à ce niveau. La production va largement au-delà de la commercialisation et la coopérative souhaite trouver des partenaires pour l'export.
Contacts	
Point focal	Adama Samb (Directeur de la CoopSel)
Contact	+221 77 532 88 33

Fiche Partenaire 25 : Eiffage

Eiffage Sénégal	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure / taille de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise Internationale • 3 500 salariés pour Eiffage Sénégal
Secteur d'activité ; filières	Bâtiment et travaux publics, énergie, transport, génie civil
Type d'emplois existants	<ul style="list-style-type: none"> • 80% des salariés sont des ouvriers avec divers niveaux de qualification (non-diplômés, sortis de CFP, jusqu'au BTS) ; • Nombre important d'ouvriers qualifiés avec compétences sectorielles ; • Encadrement supérieur essentiellement recruté parmi des ingénieurs sénégalais formés en France (Centrale, Mines) et à l'école polytechnique de Dakar.
Stratégies de recrutement sur le marché local de main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Recrutement par bouche à oreille et recommandations dans les chantiers pour les emplois requérant pas ou peu de qualifications ; • Forte division RH en interne et recours à des cabinets de recrutement pour des emplois qualifiés.
Besoins et défis en termes de RH	Eiffage manque actuellement de compagnons/ouvriers de chantier, de techniciens avec des compétences sectorielles, et d'ouvriers lettrés (nécessaire pour le déploiement de systèmes électroniques par exemple).
Partenariats	
Partenariats existants/ Volonté de partenariat avec des programmes UE (migrants de retour)	<ul style="list-style-type: none"> • L'entreprise a déjà travaillé avec des PTF (coopérations bilatérales, agences de l'ONU) ; • Eiffage Sénégal souhaite développer des PPP avec des établissements de FPT et des ONG spécialisées pour monter des offres de formations régulières à côté de leurs chantiers, afin de gagner en visibilité localement et faire monter leurs employés en compétences ; • Eiffage élabore actuellement un partenariat avec l'UCAD, l'AUF et l'Université de Ziguinchor pour développer des modules de formation.
Capacité de recrutement	<ul style="list-style-type: none"> • Eiffage Sénégal a prévu plus de 3000 embauches pour l'année prochaine dans tout le pays ; • L'entreprise recrute toujours localement pour ses chantiers, prévus dans tout le pays, ce qui faciliterait grandement l'accessibilité d'emplois pour les migrants de retour.
Capacité / intérêt pour de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Eiffage propose de nombreuses formations en interne et sont en train de doubler leur catalogue. Les formations en moyenne durent 1-2 jours et donnent lieu à une certification interne. • Eiffage Université centralise depuis 5 ans énormément de formations, avec des formateurs Eiffage, y compris avec de l'e-learning. Ils ont inauguré un centre de formation à Dakar en mai 2022. • Eiffage accueille des apprenants et stagiaires, indemnisés.

Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec Eiffage pourrait prendre plusieurs formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration de migrants de retour dans des programmes qui permettraient par exemple de payer leurs formations internes au sein d'Eiffage pour faciliter leur intégration au sein de l'entreprise ; • Mise en relation entre migrants formés par des programmes internationaux et les recruteurs d'Eiffage dans leurs différents chantiers à travers le pays.
Remarques	
Défis exprimés	<p>Le continuum entre formation professionnelle et besoins des entreprises n'est pas encore assuré au Sénégal. Eiffage n'a pas été démarché ou sollicité par l'Etat du Sénégal en termes de réflexion autour de la formation professionnelle, y compris par des CFP spécialisés comme celui de Diamniadio.</p>
Autres remarques	<p>Eiffage souhaite encourager la transmission de compétences sur les chantiers pour qu'après leurs départs les ouvriers puissent lancer leurs propres entreprises ou trouver du travail plus facilement.</p>
Contacts	
Point focal	<p>Franck Monpate (Directeur Général)</p>
Contact	<p>Franck.monpate@eiffage.fr</p>

Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion des jeunes « XËYU NDAW ÑI » – MEFPAL et Ministère de la Jeunesse	
Pays	Sénégal
Région	Programme national
Ville	Dakar (siège)
Structure	
Type de structure / taille de l'entreprise	Publique / Programme national d'urgence post-Covid
Secteur d'activité ; filières	<p>Le programme est articulé autour de 5 piliers correspondants à un mode de recrutement des jeunes ou à des réformes institutionnelles visant à faciliter l'embauche des jeunes.</p> <ol style="list-style-type: none"> Recrutement spécial : <ul style="list-style-type: none"> 5 000 agents d'éducation recrutés dans le préscolaire, l'élémentaire, le moyen et le secondaire y compris les daaras modernes ; 10 000 emplois de jeunes dans le domaine de la production de pépinières et d'arbres fruitiers ; 12 000 recrutements dans le programme de nettoyage (exécuté avec l'Unité de Coordination et de Gestion des déchets solides) ; 8 400 recrutements dans le volontariat (santé, sécurité et service civique national, tourisme). Projets publics d'intérêt communautaire : <ul style="list-style-type: none"> Recrutement et formation de 2 000 jeunes, et regroupement en 20 GIE dans le cadre du Programme de Modernisation des Villes du Sénégal (PROMOVILLES); Création de 2 000 emplois par l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (AGETIP) via un projet de pavage ; Projet d'entretien de routes non classées sur la période 2021-23 avec un objectif de création de 11 500 emplois ; Projets d'investissements publics à haute intensité de main-d'œuvre (PIP/HIMO) : <ul style="list-style-type: none"> Potentiel de création d'emplois directs, indirects et auto-emploi très élevé (> 1 million selon la brochure du programme) ; Mesures de soutien à l'initiative privée : Soutien à l'apprentissage et à la formation professionnelle ainsi qu'aux initiatives privées concernant l'appui au secteur informel dans plusieurs filières (agriculture, couture, mécanique etc.). Soutien de > 120 milliards FCFA supplémentaires alloués à la DER/FJ et 228 000 bénéficiaires. Réformes : mise en place des guichets uniques « Pôle emploi et entrepreneuriat » (P2E), adaptation des <i>curricula</i> aux métiers de l'artisanat dans les CFP, renforcement du 3FPT, réforme des banques de développement (BNDE, BHS, LBA), etc.
Type d'emplois existants	<ul style="list-style-type: none"> Emplois non qualifiés et peu qualifiés ; CDD (3, 6 et 12 mois) et stages (répartition non indiquée) ; Emplois aidés adossés à une convention État-Employeur.

Stratégies de recrutement sur le marché local de main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion d'appels à recrutements publics, via la presse et les réseaux sociaux ; • Chaque ministère est chargé de recruter des jeunes au sein de programmes, d'agences ou d'initiatives internes.
Besoins et défis en termes de RH	Le principal défi consiste à pérenniser l'emploi des jeunes après les emplois courts offerts dans le cadre du programme d'urgence.
Partenariats	
Partenariats existants/ Volonté de partenariat avec des programmes UE (migrants de retour)	<p>Le <u>Comité d'Orientation et de Suivi interministériel du Programme</u> est composé, du Ministre des Finances et du Budget, du Ministre des Infrastructures, des Transports terrestres et du désenclavement, du Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, du Ministre de la Jeunesse, du Ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion et du Ministre en charge du suivi du PSE.</p> <p>De très nombreux partenariats ont été développés par le programme, notamment avec les ARD, les CRD, les Chambres de commerce et d'artisanat, l'ANIDA, le 3FPT, la DER/FJ, l'ADEPME, l'AGETIP, etc.</p> <p>Des partenariats ont également été noués avec des entreprises privées comme la SENELEC ou Eiffage.</p> <p>Des partenariats avec les PTF n'ont pas encore été développés même si des discussions ont été ouvertes avec AICS, ENABEL, la BAD ou encore l'ONUDI dans le cadre du développement des Zones Économiques Spéciales (ZES) comme l'Agropole de Kaolack.</p>
Capacité de recrutement	Doté d'une enveloppe triennale (2021-2023) d'un montant global de 450 milliards FCFA, le programme vise la création massive d'emplois dans l'ensemble du pays.
Capacité / intérêt pour de la formation professionnelle	<p>« XËYU NDAW ÑI » a pour mission de suivre le cycle d'activité du jeune en renforçant l'apprentissage et la formation professionnelle des jeunes afin de développer leur employabilité future.</p> <p>Le programme va également financer le 3FPT et la construction de plusieurs CFP, notamment ceux spécialisés dans l'artisanat.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	Importantes synergies potentielles avec la programmation future de l'Union européenne sur toutes les thématiques mentionnées plus haut dans cette fiche.
Remarques	
Défis exprimés	Les emplois proposés dans le cadre de ce programme sont pour certains précaires et peu valorisés. Ce programme constitue donc plutôt une solution de court terme pour la réintégration économique des migrants de retour à leur arrivée en attendant qu'ils puissent bénéficier de programmes de réintégration de plus long terme.
Autres remarques	Un système de Validation des Acquis / de l'Expérience aurait permis de délivrer des certifications aux jeunes recrutés à la fin de leurs contrats courts.
Contacts	
Point focal	Ibrahima Diallo (Directeur de l'emploi – MEFPAl)
Contact	+221 77 542 90 24 ; contact.mepc@economie.gouv.sn

2.4. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour vulnérables

Fiche Partenaire 27 : CAOSP

Centres Académiques de l'Orientation Scolaire et Professionnelle (CAOSP)	
Pays	Sénégal
Région	National
Ville	-
Structure	
Type de structure	Publique
Type d'appui apporté	<p>Les CAOSP proposent un appui psychologique gratuit pour les hommes et femmes les plus vulnérables à travers tout le territoire sénégalais.</p> <p>Dans le cadre d'un projet de 9 mois sur financement de l'OIM, le CAOSP de Sédhiou a installé des comités de suivi villageois - migration et développement - composés de jeunes, de femmes, du chef de village, de l'Imam et de migrants de retour. Ces comités ont pour mission de sensibiliser les populations sur les dangers de la migration irrégulière et de réserver un accueil intégratif aux migrants de retour. Les comités ont été formés sur la protection et la prévention de la migration irrégulière.</p> <p>Dans ces mêmes villages, un travail d'identification des migrants de retour est réalisé et des activités de renforcement de leurs capacités en résilience, gestion du stress et projets de réintégration ont été réalisées.</p> <p>Suite à un accompagnement des migrants de retour sur le plan social et médical en première phase du projet, un module sur leur projet de réintégration économique, une sensibilisation sur les opportunités de réussite locales et une initiation à l'entrepreneuriat ont été fournis.</p> <p>La deuxième phase du projet déroulé par le consortium (CAOSP Sédhiou, Joie des orphelins, Caritas Ziguinchor, EMDS de Sédhiou) a permis de financer des jeunes, dont 4 migrants de retour, à hauteur de 500 000 FCFA pour monter des AGR. Une vingtaine de migrants de retour de neuf villages ont bénéficié d'activités de sensibilisation et d'un appui psycho social.</p>
Financements actuels / principaux	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale.
Organisation et gouvernance	Chaque CAOSP dispose de trois psychologues conseillers.
Profil des bénéficiaires actuels	Hommes et femmes vulnérables sur le plan social et psychologique, incluant des migrants de retour.

<p>Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires</p>	<p>Des activités de sensibilisation ont eu lieu en lien avec l'OIM, ainsi que dans le cadre du programme ACEFOP (LuxDev) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation des journées régionales de l'orientation scolaire et de l'insertion professionnelle (JROSIP) ; • Organisation de séances d'information collective (SIC) pour sensibiliser les jeunes sur les opportunités de formation, les passerelles entre l'enseignement général et la formation professionnelle, etc. ; • Ces séances sont renforcées par des permanences qui permettent à des équipes de psychologues conseillers de séjourner dans un établissement pour y faciliter l'accès des élèves, notamment des migrants de retour.
<p>Partenariats</p>	
<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les CAOSP du Sud et de l'Est du pays (Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Ziguinchor, Kaolack) sont actifs dans des zones clés d'émigration et de retour dans laquelle les besoins d'assistance sont particulièrement importants ; • L'appui psycho-social et la facilitation du retour dans les communautés est un préalable essentiel à toute réintégration réussie pour les migrants de retour ; • Le CAOSP de Sédhiou a déjà travaillé avec une trentaine de migrants de retour dans le cadre de son partenariat avec l'OIM et les comités villageois sur lesquels ils se sont appuyés sont déjà en place.
<p>Capacité d'absorption</p>	<p>Possiblement une cinquantaine de migrants de retour à travers les comités villageois.</p>
<p>Partenariats existants</p>	<p>OIM, ACEFOP, COOPI, la Croix Rouge Ziguinchor, EMDS, Joie des orphelins, Caritas</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>Un partenariat de moyen terme avec les CAOSP pourrait permettre de renforcer ses moyens, de recruter davantage de conseillers et de répliquer le concept des comités villageois tout en y renforçant l'accompagnement psycho-social. Les CAOSP pourraient plus facilement référencer les migrants vers d'autres structures étatiques et privés quand nécessaires (un élément de leur activité qui doit être renforcé).</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>Moyens financiers limités depuis que le partenariat avec l'OIM est terminé.</p>
<p>Autres remarques</p>	<p>Il y a des doublons dans ce que fait l'État. Par exemple, les guichets Sénégal services (pôle emploi) effectuent un travail similaire aux CAOSP et aux BAOS, deux structures déjà chargées de l'appui et de l'orientation de jeunes Sénégalais.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Ousmane Cissé (Responsable du CAOSP de Sédhiou)</p>
<p>Contact</p>	<p>+221 77 957 20 54/ 77 524 61 18</p>

Espace Migration et Développement de Sédhiou (EMDS)	
Pays	Sénégal
Région	Sédhiou
Ville	Sédhiou
Structure	
Type de structure	Association
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil d'urgence pour les migrants de retour ; • Accompagnement des migrants dans la conception et dans la mise en œuvre de leurs projets d'entreprise (accompagnement en particulier dans la structuration de leurs projets) ; • Facilitation de l'implication de la diaspora dans l'élaboration des plans de développement au Sénégal (concept de « double-espace »).
Financements actuels / principaux	L'EMDS est actuellement principalement financé par le second volet du Projet d'appui aux initiatives de co-développement local dans la région de Sédhiou (PAICODEL-S), mis en œuvre par le GRDR.
Organisation et gouvernance	<p>L'association est dirigée par un président élu et est structurée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une AG qui détermine et contrôle le respect des orientations stratégiques et de la gestion budgétaire de l'association ; • Un bureau exécutif, dirigé par le Président, qui gère les opérations quotidiennes de l'association.
Profil des bénéficiaires actuels	Migrants de retour, communautés hôtes, diaspora sénégalaise
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • Un site d'hébergement pour les migrants de retour (séparation hommes/femmes), pour un hébergement de deux jours (par cohorte de 10 personnes). Ce local a été réhabilité et équipé par l'OIM ; • Conception et réalisation de plan d'affaires pour environ 10 migrants par mois ; • Assistance médicale et appui psycho-social en partenariat avec les CAOSP pour une centaine de migrants de retour par an.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Organisation d'ateliers avec les services techniques et les acteurs sur la migration pour que les agents de l'EMDS relaient l'information auprès des migrants et potentiels migrants, et temps d'antenne régulier au niveau des radios communautaires dans différentes langues.</p> <p>Espace Migration et Développement de Sédhiou - EMDS ARD SEDHIOU</p>
Détails sur l'offre de service	

Assistance aux migrants vulnérables	<u>Type d'appui proposé :</u> <ul style="list-style-type: none"> Local pour hébergement de deux jours ; Sessions de formation pour les migrants ; Accompagnement des migrants de retour dans leurs démarches visant à obtenir leur documentation d'état civil ; Appui à la réintégration sociale (intermédiation avec la famille) ; Soutien à la réintégration économique.
	<u>Principaux résultats :</u> Plus de 300 migrants de retour ont été formés depuis 2018 dans les trois départements de la région, en lien avec l'OIM et l'ONG Accra
Formations	Le contenu des formations n'a pas été communiqué dans le détail. Elles incluent des modules sur les compétences de vie et le développement personnel.
Certification	L'ONG Accra remettait des attestations de participation aux formés.
Suivi des bénéficiaires	A minima pour l'instant mais c'est un volet que l'EMDS souhaite développer en priorité.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> L'EMDS a pour cible principale les migrants de retour et en a déjà accompagné plus de 300 dans le cadre de son partenariat avec l'OIM ; La région de Sédhiou est l'une des principales zones d'émigration et de retour des migrants au Sénégal ; L'EMDS est capable de fournir un accompagnement suivi et transverse, de l'accueil d'urgence lors du retour des migrants jusqu'à la création de leur entreprise.
Capacité d'accueil	10 migrants par mois / une centaine par an
Partenariats existants	ARD, OIM, GIZ, ONG Accra, GRDR
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec l'EMDS permettrait de renforcer le dispositif d'accueil/hébergement d'urgence des migrants retournés à leur arrivée dans la région de Sédhiou.</p> <p>Ce partenariat contribuerait également à renforcer les capacités de suivi et d'accompagnement des migrants de retour de l'EMDS.</p>
Remarques	
Défis exprimés	-
Autres remarques	L'EMDS désire organiser des rencontres de concertation et d'échange sur « les stratégies de co-financement des projets de migrants » dans la région de Sédhiou car la coordination de l'action des PTF manquerait.
Contacts	
Point focal	Aliou Diallo (Directeur)
Contact	+221 77 540 11 08 ; adiallo714@yahoo.com

House of Hope – La Maison de l’Espoir	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	Centre de psycho-traumatologie et de thérapie psycho-traumatique ; projet mis sur pied par l’ONG allemande FKA en 2018 avec le soutien de la GIZ et dans le cadre du programme allemand PME « Perspektive Heimat ».
Type d’appui apporté	Aide psychothérapeutique gratuite aux rapatriés de l’immigration
Financements actuels / principaux	Les financements de la GIZ touchant à leur fin (2022), House of Hope est à la recherche de nouveaux partenaires.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Initialement, migrants de retour de d’Allemagne, d’Europe et de Libye ; • House of Hope a élargi l’appui à toutes les couches vulnérables de la société : personnes vivant avec un handicap, réfugiés, demandeurs d’asile, personnes déplacées internes, victimes de TEH.
Capacité totale (actuelle et à terme)	House of Hope a pris en charge entre 200 et 250 personnes chaque année depuis le lancement du projet en 2018.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Activités de sensibilisation auprès d’OSC, de PTF et d’institutions publiques aussi bien à Dakar que dans les territoires (mais manque de temps et de moyens pour en faire suffisamment) ; • Organisation de conférences de presse pour informer l’opinion publique nationale et internationale des services disponibles.
Détails sur l’offre de service	
Appui proposé	<ul style="list-style-type: none"> • Les conseillers reçoivent les bénéficiaires, les appuient à travers une méthode spécifique (thérapie d’exposition narrative) ; • Le projet réalise une thérapie d’une durée moyenne de 3 à 4 mois, individuelle et collective visant à faciliter la réinsertion professionnelle et communautaire des bénéficiaires ; • 212 personnes ont reçu un appui en 2019, 256 en 2020, toutes catégories confondues (migrants de retour et autres catégories victimes de traumatisme) ; • Parallèlement à l’offre thérapeutique de la Maison de l’espoir, les conseillers locaux sont formés par une équipe internationale d’experts. Ils reçoivent à leur tour la qualification nécessaire pour traiter les séquelles des traumatismes. Selon le principe de la « formation du formateur », les conseillers forment d’autres soutiens (système en cascade), ce qui crée un réseau largement ramifié qui donne aux personnes concernées la possibilité de retrouver l’accès au système social. • Le centre dispense des formations en thérapie NET pour beaucoup d’organisations partenaires ; ASC, Lumière dans les armes, Caritas, RADDHO, ENTSS.
Suivi des bénéficiaires	House of Hope réalise un suivi des bénéficiaires à 6 mois après la thérapie.

Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'OIM et la GIZ référencent des migrants de retour à House of Hope depuis 2019 ; • L'association réalise un accompagnement socio-psychologique adapté aux migrants de retour et unanimement apprécié.
Partenariats existants / mécanismes de référencement	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Partenariat structurel</u> : FKA • <u>Partenaire pour les formations</u> : VIVRE CAPREC • <u>Partenaires pour identification des bénéficiaires</u> : Leer gui ci rouku bi (associations qui regroupent les toxicomanes), CEDEPS de Mbour, l'Association des expulsés de l'Europe, et des expulsés de l'Allemagne • <u>Mécanismes de référencement de structures externes vers leurs équipes</u> : OIM, GIZ, ANPEJ, BAOS.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	House of Hope peut prendre en charge l'appui psycho-social des migrants de retour au Sénégal. Le projet pourrait élargir ses activités sur l'ensemble du territoire national et augmenter son nombre de bénéficiaires avec un appui financier et technique.
Remarques	
Défis exprimés	L'absence d'implantation géographique de House of Hope dans des régions clés de la migration de retour (Kolda, Tambacounda, Kédougou, Ziguinchor etc.) et son manque de personnel réduisent sa capacité de prise en charge des migrants de retour.
Autres remarques	L'Etat du Sénégal ne finance ni ne soutient l'accompagnement socio-psychologique des migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Djibril Baldé (Coordinateur)
Contact	+221 77 762 67 66 ; balde24@gmail.com, senegalfka@gmail.com

Fiche Partenaire 30 : La Joie des Orphelins

La Joie des Orphelins	
Pays	Sénégal
Région	Kolda & Sédhiou
Ville	-
Structure	
Type de structure	Association
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Construction puis animation d'un centre d'accueil pour les migrants de retour à partir de 2010. L'OIM a équipé le centre en 2017 ; • Avec les moniteurs du centre, organisation d'activités de sensibilisation sur les dangers de la migration irrégulière et la déperdition scolaire dans les collèges et les lycées.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Financement de l'OIM en 2017 • UE à travers Save the Children et Terre des Hommes (PROTEJEM)
Organisation et gouvernance	Association mise en œuvre en 1996 – conseil d'administration à sa tête
Profil des bénéficiaires actuels	Enfants vulnérables des régions de Kolda et Sédhiou
Capacité totale (actuelle et à terme)	<p>L'association accueille actuellement environ 300 orphelins.</p> <p>Le centre dispose de 15 places d'accueil pour des migrants de retour.</p>
Détails sur l'offre de service	
Assistance aux migrants vulnérables	<p><u>Type d'appui proposé :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Prise en charge sanitaire, alimentaire, vestimentaire, psycho-sociale, médiation familiale, activités d'écoute, d'accueil, d'hébergement, et placement au niveau des centres de formation : CFP, CRETEF. • Appui à l'accès aux documents d'Etat civil ; • Appui à la mise en place d'activités économiques et formations ; 160 migrants ont été appuyés dans les 3 régions de Casamance dans un partenariat avec OIM : le financement s'élève entre à 650 000 FCFA par migrant, l'appui se fait en matériel pour le déroulement de leurs activités. • Appui des migrants à se constituer en GIE pour faciliter l'obtention de récépissés, et appui sur les démarches auprès du registre de la chambre de commerce.
Formations	Des formations sont proposées en Maraîchage, Elevage, et Agriculture notamment, à travers leur réseau de partenaires (GRDR par exemple).
Certification	Les formations ne sont pas certifiantes, une attestation est simplement fournie.
Suivi des bénéficiaires	Un suivi est fait sur la continuité des activités mais il est irrégulier car l'association manque de moyens humains et financiers pour le réaliser.
Partenariats	

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'association dispose d'une bonne expérience sur les questions de réintégration en ayant accueilli 160 migrants de retour dans le cadre de son partenariat avec l'OIM ; • Différents types d'appuis sont apportés aux migrants (accueil dans le centre, formations et financement de projets).
Capacité d'absorption	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil de plus de 100 migrants par étape (10 à 15 par étape) ; • Plusieurs dizaines de migrants accueillis dans le cadre du partenariat avec Save the Children (PROTEJEM) ; • Recherche de famille, médiation et retour en famille : 200 à 300 migrants accompagnés ; <p>Joie des Orphelins est capable d'accueillir et d'accompagner entre 100 et 300 migrants de retour par an.</p>
Partenariats existants	<p><u>Services techniques étatiques</u> : BAOS de Kolda, CAOSP, communes, conseils départementaux, 3FPT.</p> <p><u>PTF</u> : OIM, UE, Save the Children, Terre des Hommes, GRDR.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat visant au renforcement des moyens du centre sur le plan matériel et de personnel permettrait de solidifier le dispositif de réintégration des migrants de retour dans la région de Kolda, depuis l'accueil, jusqu'à l'orientation, la formation et l'appui à l'entrepreneuriat. Il permettrait également de développer les points forts de l'association comme l'appui juridique, voire de l'étendre à des régions voisines, et d'encourager de nouveaux partenariats avec les BAOS, les CAOSP, le 3FPT, etc. sur les dimensions appui psycho-social et formations.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<p>Le manque de sources de financement pérennes et de ressources humaines de l'association constitue des limites potentielles à sa capacité future d'accueil des migrants de retour.</p>
Autres remarques	<p>L'association La Joie des Orphelins a travaillé sur le Livret blanc sur la migration avec la DGASE.</p>
Contacts	
Point focal	Samba Diao (Directeur)
Contact	+221 77 557 68 99, diaosambaditesamaro@yahoo.fr

Point d'Accueil pour Réfugiés et Immigrés (PARI) - Caritas Sénégal	
Pays	Sénégal
Région	Dakar
Ville	Dakar
Structure	
Type de structure	ONG. Le bureau du PARI-Caritas est implanté au Sénégal depuis 1995.
Type d'appui apporté	<p>Accompagnement sur l'accueil / l'hébergement d'urgence, l'assistance santé, la formation et le soutien à l'auto-emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien d'accueil pour identification des besoins ; • Référencement vers des structures de santé ; • Soutien pour les démarches administratives ; • Formations : « Compétences de vie et employabilité des jeunes ». Pour les adultes, le PARI dispense aussi des formations professionnelles (certifiantes) : Plomberie, Carrelage, Electricité, Maintenance informatique, Audiovisuel, Multimédia, Pâtisserie, Restauration, Couture, Mécanique automobile. • Soutien financier de 15 000 à 20 000 FCFA suite au dépôt et à la validation d'un dossier pour l'achat de fournitures scolaires et le transport pour aller dans les lieux de formation ; • Soutien financier mensuel pour ceux qui suivent des formations de long cours ; • Les plus assidus et méritants reçoivent un financement additionnel pour le lancement de leurs projets professionnels (pour du matériel essentiellement).
Financements actuels / principaux	Principalement des donations, cotisations des paroisses, soutien de Caritas France et mise en œuvre de quelques projets. Le PARI-Caritas est par exemple partenaire de mise en œuvre du programme APIMA dirigé par <i>Catholic Relief Services</i> dont le budget total s'élève à 1,5 millions USD.
Organisation et gouvernance	<p>Le PARI-Caritas est dirigé par un Coordonnateur chargé de la synchronisation et de l'exécution des projets. Il est chargé de la planification des activités avec les bailleurs, les partenaires au niveau national mais aussi international.</p> <p>Le coordonnateur dirige une équipe d'animateurs/chargés de projets qui gèrent les activités d'accueil, d'écoute, d'orientation, d'assistance aux migrants.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Demandeurs d'asile principalement et quelques migrants de retour, essentiellement des ressortissants d'Afrique de l'Ouest et du Centre.
Capacité totale (actuelle et à terme)	Accueil de 1850 personnes par an en moyenne au sein du PARI et prise en charge de 500 personnes en plus chaque année via d'autres programmes de Caritas Sénégal.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Communication via les réseaux d'églises et de Paroisses, présence et sensibilisation forte des agents de Caritas à travers tout le pays.
Partenariats	

<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Caritas Sénégal a une très grande expérience de travail avec les migrants de retour, principalement les migrants Sénégalais établis en Europe ; • Entre 10 et 15 migrants de retour de Belgique sont réintégrés chaque année via le PARI et le soutien financier de Caritas Belgique ; • Leur accompagnement est transversal, de l'assistance d'urgence à l'intégration par l'auto-emploi ; • Les compétences professionnalisantes transmises au cours des formations facilitent l'insertion des bénéficiaires.
<p>Capacité d'absorption</p>	<p>Le PARI accueille à l'heure actuelle entre 10 et 20 migrants par jour.</p>
<p>Partenariats existants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le domaine de la santé : deux dispensaires : Saint Martin Rebeuss et Charles De Gaulle, et deux pharmacies : De Lorme, et Actuel, ainsi que des hôpitaux ; • Dans l'éducation et la formation professionnelle : la haute école de management en informatique, Pâtisserie les sœurs du bon pasteur, Centre Don Bosco, Centre Mont Fort ; • Les antennes de Saint-Louis et Kaolack ont mis en place une collaboration avec celle de Dakar pour un meilleur suivi des bénéficiaires ; • Signature d'une convention avec l'ONG House of Hope (appui psycho-social).
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>Le centre manque de moyens humains et financiers pour faire face à une demande grandissante.</p>
<p>Autres remarques</p>	<p>Caritas Sénégal, partenaire du Secours Catholique de France, est une des ONG les plus actives concernant la question de la réintégration et la migration en général au Sénégal.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Jacques Niouki (Responsable du PARI Caritas)</p>
<p>Contact</p>	<p>+221 77 431 71 88</p>

3. FICHES ACTEURS

Les Fiches Acteurs listent les structures clés intervenant dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat, du soutien à l'emploi salarié ou à l'accompagnement de publics vulnérables qui pourraient également constituer des partenaires pertinents pour l'Union européenne à moyen terme.

Fiche Acteur 1 : Save the Children

Save the Children	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom du projet	Passerelles. Save the Children et le 3FPT ont signé un protocole d'accord avec FHI360, partenaire d'exécution du projet financé par USAID.
Résumé des principaux objectifs du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des compétences de vie des jeunes ; • Accompagnement post-formation : élaboration de plans d'affaires, appui à leur mise en œuvre et au développement d'activités professionnelles (jusqu'à la commercialisation et l'accès aux financements), médiation communautaire, appui au démarche/réseautage technique et financier ; • Mise en place de filières porteuses pour une insertion professionnelle dans le terroir des jeunes formés ; • Développement d'une approche de formation professionnelle alliant l'apport de compétences, l'intégration communautaire, le soutien à l'entrepreneuriat (culture de l'auto-emploi), l'éducation civique des jeunes, l'alphabétisation et les savoirs de base (lecture, écriture, mathématiques).
Durée du projet	2018 - 2023
Zone(s) géographique(s)	Kédougou, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor
Budget	23 millions EUR (financement USAID)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	17 000 jeunes à enrôler au total dans le cadre du programme Passerelles ; 2 500 jeunes dans le cadre de la formation professionnelle.
Nombre de bénéficiaires (à date)	12 000 jeunes ont été enrôlés à date dans le programme de formation de Passerelles et 2 000 jeunes seront enrôlés d'ici décembre 2022.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Institutions publiques</u> : 3FPT, ministère de l'Education Nationale, ministère de la Jeunesse, ministère de la Femme, ministère de la Santé et de l'Action Sociale, communes, conseils départementaux, COASP. • <u>PTF</u> : OIM, USAID, UNICEF, ENABEL, GIZ, UE. • <u>ONG</u> : Terre des hommes, Enda Jeunesse action, FHI 360, Humanity and Inclusion, La Joie des Orphelins.
Mécanismes de référencement mis en place	Non communiqué.

<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des migrants de retour sont repérés par les volontaires du programme dans ses différentes zones de mises en œuvre. Les migrants de retour sont inclus dans les programmes de formation professionnelle du programme Passerelles. Les migrants de retour ont accès aux mêmes opportunités de formation dans un métier correspondant à un segment pré production ou post production d'une chaîne de valeur agricole (semences, engrais, matériels, disponibilité de l'eau, stockage, transport vers les marchés etc.). • Capitaliser sur les unités mobiles de formation déployées par Save the Children.
<p>Remarques</p>	
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'approche communautaire mise en place dans le cadre des projets de Save the Children est un des éléments clés de leurs succès. Save the Children a en effet développé des partenaires d'appui, élus locaux, mécènes endogènes (grands commerçants/hommes d'affaire des villages/villes) et organisations privées qui sont dans les mêmes communautés, afin d'appuyer le lancement des projets des jeunes formés dans leurs programmes ; • Les formations dispensées dans le cadre du programme Passerelles ne coûtent, en termes de déploiement, que 25 000 FCFA par jeune ; • Les lacunes en termes d'alphabétisation et d'éducation de base devraient plus systématiquement être prises en considération pour soutenir l'intégration économique et financière des jeunes au Sénégal.
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Eric Hazard (Directeur Pays)</p>
<p>Contact</p>	<p>eric.hazard@savethechildren.org</p>

Fiche Acteur 2 : World Vision

World Vision	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom du projet	<i>Skills Training for Employment Program (STEP)</i>
Activités proposées	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter la prospérité économique des jeunes (18-24 ans) dans la région de Kolda au Sénégal à travers les programmes de formation professionnelle pour l'emploi et en utilisant le modèle « Youth Ready (YR) » ; <ul style="list-style-type: none"> ○ Le modèle de formation « Youth Ready (YR) » développé par World Vision, d'une durée de 6 mois, fonctionne autour 4 modules : entrepreneuriat (gestion financière, gestion de l'épargne, élaboration d'un business plan, etc.), accès à l'emploi, développement personnel, civisme et citoyenneté. • Accompagner 1 084 jeunes dans le développement d'un projet de vie, soit à travers le développement d'une AGR soit à travers une orientation vers des formations complémentaires ; • Mentoring (communautaire et professionnel) des 1084 jeunes formés dans l'élaboration de leurs plans d'affaire et dans leur stratégie de commercialisation pour les jeunes décidant de lancer une AGR, et suivi des jeunes décidant de poursuivre leurs formations.
Durée du projet	2016-2020
Zone(s) géographique(s)	Kaolack, Kaffrine, Fatick, Tambacounda, Kédougou, Sédhiou, Kolda, Ziguinchor.
Budget	3 347 569 USD (financé par le Gouvernement du Canada)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	1 084 jeunes
Nombre de bénéficiaires (à date)	Plus de 2000 bénéficiaires indirects et 1282 jeunes bénéficiaires directs du projet qui a donc dépassé ses objectifs initiaux.
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	Projet d'Appui à la Création et à la Stabilisation des Emplois Ruraux dans les filières de l'Agroalimentaire dans les Régions de Fatick, Kaolack et Kaffrine (PACSAER).

Résumé des principaux objectifs du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des chaînes de valeur locales sur la base d'une analyse de l'écosystème et de l'observation des opportunités pour les communautés (aviculture, maraîchage, riziculture etc.) ; • Appui à la structuration/organisation, renforcement des capacités techniques, connexion aux marchés (analyse locale des chaînes de valeur, mise en relation avec des acheteurs pour vente groupée ou sous contrat), développement des capacités de production ; • Mise en relation avec les services techniques pertinents ou des fournisseurs d'intrants ; • Soutien financier pour les GIE grâce à un accès facilité aux crédits octroyés par le World Vision Fund, et facilitation d'accès à d'autres structures de microfinance (ex : Crédit Mutuel du Sénégal) • Renforcer 3 600 opérateurs économiques ruraux dans l'ensemble des segments des filières agroalimentaires avec un focus sur la riziculture et l'horticulture ; • Renforcer 46 instances associatives en charge de la gestion durable des ouvrages hydroagricoles, des terres irriguées et de l'eau productive et les élus locaux des 15 collectivités locales d'intervention.
Durée du projet	PACSAER : 2018-2022
Zone(s) géographique(s)	PACSAER : Fatick, Kaolack et Kaffrine
Budget	PACSAER : 2,5 millions EUR (75% ENABEL, 25% World Vision)
Nombre de bénéficiaires (objectif)	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer 5000 opérateurs économiques ruraux dans les filières riziculture et horticulture ; <ul style="list-style-type: none"> ○ Les capacités de production et de commercialisation de 2400 producteurs y compris des migrants de retour (surtout rizicoles et horticoles) sont renforcées ; ○ 1200 producteurs agricoles, y compris des migrants de retour, développent des activités et services complémentaires en amont et en aval de la production agricole. • Appuyer la montée en capacités de 46 instances associatives en charge de la gestion durable des ouvrages hydroagricoles, et des terres irriguées et de l'eau productive ; • Renforcer les compétences des élus locaux des 15 collectivités locales d'intervention dans la gestion durable des ouvrages hydroagricoles ; • 700 personnes formées.
Nombre de bénéficiaires (à date)	<ul style="list-style-type: none"> • 4 351 opérateurs agricoles accompagnés • 72 GIE créés et accompagnés, soit 1 944 agriculteurs • 681 personnes formées
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relations institutionnelles	<p>Fort ancrage de World Vision au Sénégal grâce à un excellent réseau de partenaires publics et privés, notamment :</p> <p><u>Institutions publiques</u> : gouvernorat et ARD dans chaque région d'implantation, ministère de l'Environnement, ministère de la Femme, MEFPAL.</p> <p><u>PTF</u>: World Food Programme, The Global Fund, World Vision Canada, Plan International, AFD, Banque Mondiale, ENABEL, Global Affairs Canada.</p> <p><u>ONG</u> : Secours Islamique France, Fongo SBS Hope Village, Nutrition International, Counterpart International, USDA.</p>

<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des mécanismes de référencement pour l'appui aux formations spécialisées complémentaires aux appuis proposés par World Vision ont été mis en place avec l'ANPEJ, la DER/FJ ou le 3FPT, ainsi qu'avec des ETFP ; • Pour les stages, World Vision a établi des partenariats avec des entreprises et chefs d'ateliers de quartier. World Vision privilégie les petites structures car le suivi individualisé et l'intégration des jeunes y est plus aisée (l'intégration dans les grandes entreprises est plus difficile car les bénéficiaires n'ont souvent pas le niveau requis).
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • World Vision a développé un modèle de formation basé sur des modules proches des territoires, courts, et bien intégrés aux réalités économiques locales ; • Pour répondre à l'enjeu du manque de financements pour le lancement des projets professionnels des jeunes, World Vision les organise en GIE et met en place un système de petites cotisations quotidiennes pour démarrer le projet ; • Les agents de World Vision font aussi des démarches de plaidoyer avec des agences de financement / micro-crédit pour appuyer les jeunes, et fournissent un appui pour les démarches vers des fonds comme le 3FPT ; • Un dialogue accru entre l'UE et World Vision pourrait donc permettre à la fois d'appuyer la réplication de ce modèle de formation dans de nouvelles régions mais aussi de créer des ponts de coopération pour que les vertus de ce modèle soient intégrées dans des programmes de formation portés par l'Etat et d'autres PTF.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté de l'accès au crédit pour les jeunes soutenus par leurs projets, en particulier les moins éduqués ; • Difficile de convaincre des jeunes de s'investir dans des projets dont les résultats sont lointains en termes de revenus, en particulier quand il s'agit de production agricole.
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Helena Kifle (Experte pays) ; Carina Nest (Resource and Acquisition Management Director) ; Come Ndour (Chargé de programme) ; Souleymane Sene (Chargé de programme – PACSAER).</p>
<p>Contact</p>	<p>Helena_kifle@wvi.org ; carina_neset@wvi.org ; come_ndour@wvi.org ; souleymane_sene@wvi.org</p>

Fiche Acteur 3 : Eclasio

Eclasio	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom des projets	Global Opportunity Youth Network (GOYN) Projet Insertion et Développement de l'Emploi par l'Accompagnement Local (IDEAL) VET ToolBox
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>GOYN</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification des jeunes sans-emploi ni formation et accompagnement transverse vers l'emploi par des formations professionnalisantes ; • Développement d'un parcours d'insertion de 4 à 6 mois pour chaque jeune lequel bénéficie de formations/renforcement de capacités sur les managériales ainsi que des modules sur les compétences de vie et des possibilités de mise en pratique de ces compétences acquises. <p><u>IDEAL</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement matériel et organisationnel des EFPT ; • Renforcement des CAI au sein des EFPT ; • Soutien aux CAOSP ; • Suivi de jeunes bénéficiaires vers l'insertion. <p><u>VET ToolBox</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui à la structuration d'une branche professionnelle (foresterie) ; • Etude sur le développement de la formation duale.
Durée du projet	<p><u>GOYN</u> : juillet 2021 à juillet 2026</p> <p><u>IDEAL</u> : janvier 2020 à décembre 2022</p> <p><u>VET ToolBox</u> : avril à septembre 2022</p>
Zone(s) géographique(s)	<p><u>GOYN</u> : région de Thiès</p> <p><u>IDEAL</u> : National</p> <p><u>VET ToolBox</u> : National</p>
Budget	<p><u>GOYN</u> : 615 000 EUR, financement par Catholic Relief Service et Aspen Institute</p> <p><u>IDEAL</u> : 2 400 000 millions EUR, financement par LuxDev</p> <p><u>VET ToolBox</u> : 70 000 EUR, financement par l'Union Européenne et le Ministère allemand de la Coopération</p>
Bénéficiaires (à date)	<p><u>GOYN</u> : 10% de la population sans diplôme et sans emploi de la région de Thiès ont bénéficié d'un accompagnement vers la formation professionnelle et vers l'emploi.</p> <p><u>IDEAL</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1800 jeunes orientés et accompagnés par les CAI et les CAOSP appuyés par le projet ; • 1500 jeunes accompagnés dans l'insertion par les actions des OSC ; • 700 jeunes entrepreneurs et GIE accompagnés dans leur projet de création ou développement d'entreprises ; • 200 jeunes bénéficiaires de dispositifs expérimentaux de développement de l'emploi déployés et évalués. <p><u>VET ToolBox</u> : Création d'une structure regroupant les acteurs de la foresterie dans la région de Kédougou.</p>

Entrepreneuriat et auto-emploi

Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Performance des opérateurs productifs du Sine-Saloum pour l'Emploi et l'Émergence Économique (PERSEE) • Projet d'Appui à la Réduction de l'Émigration rurale et à la Réintégration dans le Bassin Arachidier (PARERBA) • PARERBA – Agir pour promouvoir et soutenir l'entrepreneuriat (APSU)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>PERSEE</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui à la commercialisation et à la réduction des importations par l'optimisation des méthodes de production ; • Facilitation de l'accès au financement pour les TPME et les projets d'auto-emploi des jeunes bénéficiaires notamment via la formation à la gestion financière et à l'accès au crédit. <p><u>PARERBA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement technique des opérateurs agricoles et des instances associatives en charge de la gestion durable des terres agricoles irriguées ; • Formation à la gestion financière et à l'accès au crédit ; • Encouragement à une diversification de la production ; • Développement des moyens de production par exemple via la construction de canaux d'irrigation. <p><u>PARERBA – APSU</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement technique des opérateurs agricoles et des instances associatives en charge de la gestion durable des terres agricoles irriguées ; • Formation à la gestion financière et sur l'accès au crédit ; • Encouragement à un diversification de la production ; • Développement des moyens de production par exemple via la construction de canaux d'irrigation.
Durée du projet	<p><u>PERSEE</u> : avril 2021 – janvier 2024</p> <p><u>PARERBA</u> : octobre 2018-septembre 2022</p> <p><u>PARERBA – APSU</u> : juin 2019-septembre 2022</p>
Zone(s) géographique(s)	<p><u>PERSEE</u> : régions de Kaolack, Fatick et Kafrine</p> <p><u>PARERBA</u> : Kaolack</p> <p><u>PARERBA - APSU</u> : Diourbel</p>
Budget	<p><u>PERSEE</u> : 450 000 EUR, financement par ENABEL et l'Union Européenne</p> <p><u>PARERBA</u> : 420 000 EUR, financement par ENABEL et l'Union Européenne</p> <p><u>PARERBA - APSU</u> : 400 000 EUR, financement par ENABEL et l'Union Européenne</p>

<p>Bénéficiaires à date</p>	<p><u>PERSEE</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 entreprises accompagnées ; • 3210 personnes formées en dynamique organisationnelle, en entrepreneuriat et en gestion financière, comptable et commerciale, en contrôle qualité et normes qualité. <p><u>PARERBA</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1050 jeunes formés sur des techniques agricoles ; • 25 TPME assistées. <p><u>PARERBA - APSU</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 600 jeunes formés sur des techniques agricoles ; • 15 TPME assistées.
<p>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</p>	
<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions publiques : MEFPAL, BAOS, CAOSP, DER, 3FPT ; • Eclasio collabore à d'autres programmes avec d'autres bailleurs, notamment avec USAID, LuxDev, Enabel, l'AFD et avec World Vision ; • ONG : Catholic Relief Services, Aspen Institute, GRET, RESPOPP, Caritas Sénégal.
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<p>Les 250 migrants de retour accompagnés par Eclasio dans le cadre d'ACEFOP (clôturé, financé par le FFU) en matière de conseil/orientation vers l'emploi et de formation avaient été référé à la DER et au 3FPT durant le projet.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Les perspectives de partenariat avec Eclasio sont nombreuses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir un programme visant à la mise en place d'un système d'orientation unique des migrants de retour vers les différentes opportunités de formation et d'emploi sur tout le territoire ; • Appuyer le renforcement des CAI des EFPT et des CAOSP sur tout le territoire sénégalais avec des modules de formation couvrant notamment l'accompagnement spécifique des migrants de retour ; • Élaborer un programme de formation et accompagnement vers l'entrepreneuriat agricole dédié aux migrants de retour ; • Soutenir le développement d'un nouveau programme d'incubation ouvert aux migrants de retour sur le modèle du Projet Parcours Emploi qu'Eclasio avait mis en œuvre avec succès.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le soutien à la structuration des entreprises devrait être davantage prise en compte dans la programmation des PTF ; • Les difficultés principales rencontrées dans la réinsertion des migrants de retour sont liées au manque de formation relative aux compétences de vie, bien plus que l'alphabétisation ; • Eclasio manque de partenariats avec des structures publiques comme l'ADEPME ou la DER ; • Beaucoup de jeunes migrants de retour ont des compétences mais pas de qualification, or les entreprises et les institutions de financement les requièrent. Il est donc important de soutenir la VAP et la VAE à l'avenir.

Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Eclosio est considérée par la plupart des PTF comme une des meilleures ONG en termes d'accompagnement des jeunes et des migrants de retour vers la formation et l'emploi ; • L'ONG a la capacité de mettre en œuvre des projets visant de 2 000 à 2 500 bénéficiaires, ce qui pourrait être reproduit avec des migrants de retour.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Leon Masar Diouf (Directeur Pays), Djibril Moussa Lam (Coordonnateur Programmes)
Contact	leon.diouf@eclosio.org, djibril.lam@eclosio.org

Fiche Acteur 4 : 3FPT

Fonds de Financement de la Formation Professionnelle et Technique (3FPT)	
Pays	Sénégal
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Type de structure	Le 3FPT est une agence publique rattachée au MEFPAL
Résumé des principaux objectifs de l'agence	<ul style="list-style-type: none"> • Le 3FPT a pour mission première de mobiliser les ressources nécessaires au financement de la FPT initiale et/ou continue pour des cibles variées (employés, chômeurs et porteurs de projet). Le 3FPT a pour objectif transmis par la Présidence de la République de développer son offre auprès de publics vulnérables ; • Le 3FPT a également la charge de conduire des études prospectives sur l'environnement économique et l'évolution du marché de l'emploi ou des déficiences des EFPT, ainsi que d'y répondre en accompagnant entreprises et EFPT dans l'identification et la formulation de programmes de formation ; • Le 3FPT est organisé en quatre guichets d'accompagnement divisés en fonction des cibles : entreprises, demandeurs individuels, EFPT, et un additionnel pour l'assurance qualité et l'accompagnement sur l'accréditation ; • Outre l'appui à l'identification des besoins en renforcement de capacité, le 3FPT co-finance les formations initiales diplômantes et qualifiantes métier de courte durée (certificats de spécialité) des organisations professionnelles et individus que ses agents accompagnent. • Les autres interventions du 3FPT incluent : <ul style="list-style-type: none"> ○ Financement de l'apprentissage ; ○ Financement de l'accompagnement non financier à la création d'entreprise ; ○ Financement de la formation des apprentis (80% pratique et 20% théorique) ; ○ Accompagnement des EFPT afin d'améliorer l'accès et la qualité de l'offre de formation, contribuer à l'innovation des établissements et au relèvement de leurs plateaux techniques, ou à la formation des formateurs et à la révision des programmes.
Zone(s) géographique(s)	La Direction est basée à Dakar mais le 3FPT dispose d'antennes dans tout le Sénégal avec 5 centres territoriaux, et un point focal dans tous les Espaces Sénégal Service.
Capacités de la structure	<p>140 personnes travaillent actuellement au sein du 3FPT.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entre 2016 et 2021 : 60 482 personnels d'entreprise et organisations professionnelles ont été formés pour un coût de 11,6 milliards FCFA ; • 380 projets d'investissement du 3FPT ont financé des EFPT sur la même période pour un investissement de 14,46 milliards FCFA ; • Depuis 2019, un programme inclusif de formation qualifiante de courte durée a été mis en place et a permis de financer à 100% les formations de 2 646 jeunes issus des couches vulnérables – dont des migrants de retour ; • Pour l'année 2021, 19 623 personnes ont reçu des formations pré-emploi.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

Ancrage et relations institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> • Le 3FPT a un fort ancrage institutionnel et de nombreux partenariats avec des agences publiques : ADPME, ANPEJ, DER/FJ, ONFP, Programme école entreprise (P2E), PRODAC, PROMIS, DGASE, FONSTAB ou le FAISE ; • La structure a également établi de nombreux partenariats avec des PTF tels que LuxDev, ENABEL (Agropole), l'AFD, la Banque Mondiale, la GIZ, ainsi que l'OIM (prise en charge de migrants de retour).
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Un partenariat avec le 3FPT pourrait notamment inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un soutien à la programmation du 3FPT à destination des populations vulnérables, notamment des migrants de retour ; • Le développement de synergies entre les programmes en lien avec la diaspora et la transmission de compétences financée par le 3FPT ; • Développement d'un programme hybride de formation accessible en ligne, qui pourrait permettre à des populations dans tout le Sénégal d'accéder à des formations.
Remarques	
Défis exprimés	<p>L'autonomie du budget du 3FPT est actuellement remise en cause par le MEFPAL et cette évolution pourrait à terme diminuer la capacité budgétaire et donc la marge d'action du 3FPT.</p>
Autres remarques / leçons apprises	<p>Le 3FPT souhaite continuer à soutenir le développement des CS dans tout le pays.</p>
Contacts	
Point(s) focal(aux)	<p>Clémentine Diouf (Responsable de l'unité partenariats), Sophie Diallo (Directrice)</p>
Contact	<p>clementine.diouf@3fpt.sn ; sophie.diallo@3fpt.sn</p>

Fiche Acteur 5 : Banque Mondiale

Banque Mondiale	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom du projet	Projet d'appui à la formation professionnelle et à la compétitivité (FPEC)
Résumé des principaux objectifs du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la réforme du MEFPAL ; • Appuyer la mise en réseau d'établissements de formation sur l'ensemble du territoire national (« clusters »), dans un cadre de gouvernance en PPP ; • Etendre les secteurs d'activité couverts, en cohérence avec les priorités du Plan Sénégal Emergent (tourisme, aviculture, horticulture / maraîchage, BTP, mécanique, métiers de base) ; • Appuyer une réforme structurelle de la formation professionnelle (cadre réglementaire stabilisé incluant la représentation des acteurs économiques, restructuration du financement de la formation professionnelle ; montée en compétence du MEFPAL) ; • Mise à niveau des lycées techniques : amélioration des équipements et de la gestion, révision des curricula et des formations ; • Mise à niveau d'une douzaine de centres de formation (équipements, locaux, formations et gestion) et leur mise en réseau (cluster) autour d'un centre référence, pilote pour la filière de formation, avec un cadre de gouvernance et de pilotage en partenariat public-privé ; • Mise en place de formations courtes (2 à 6 mois) : certificats de spécialité (20 spécialisations) délivrés par les centres.
Durée du projet	2015-2020
Zone(s) géographique(s)	National
Budget	FPEC : 35 millions EUR de la Banque Mondiale, 8 millions EUR de l'AFD, 18,35 millions EUR de l'Etat du Sénégal.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Le projet disposait d'un fort ancrage grâce à un excellent réseau de partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Publiques</u> : MEFPAL, 3FPT, BMN, ONFP, DER, collectivités territoriales, CFP, CRFP, ISEP, pôles emploi ; • <u>PTF</u> : AFD, Organisation Internationale de la Francophonie, LuxDev, GIZ.
Mécanismes de référencement mis en place	La signature de partenariats entre le 3FPT et tous les EFPT et autres agences publiques ont été fortement encouragés par la Banque Mondiale.

<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Le projet est clôturé. Tous les objectifs énoncés ci-dessus ont été atteints, à titre d'exemples :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Centres de formation avec une spécialisation sectoriels ont été créés : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Le CSFP-BTP de Diamniadio a été lancé ainsi que les ISEP grâce au soutien du programme. • Les lycées industriels ont été rénovés et mis à niveau ; • Le projet a abouti à la création et au lancement du 3FPT ce qui a permis de considérablement améliorer l'orientation et le financement des formations des jeunes ; • Les CS ont été créés et intégrés à l'offre de formation des EFPT. <p>Un partenariat avec la Banque Mondiale pourrait donc permettre de continuer à étendre l'offre de CS dans le pays et de veiller à ce que les migrants de retour y aient accès, mais aussi de développer des actions communes en vue de soutenir les ressources infrastructurelles, financières et humaines des établissements de formation professionnelle. Le renforcement des moyens des établissements de formation bénéficiera directement aux migrants de retour dans tout le pays.</p>
Remarques	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Concurrence institutionnelle entre le MEFPAL, l'ONFP et le 3FPT ; • Interrogation sur l'efficacité des formateurs, de la formation, de la gestion des établissements qui doivent être intégrés systématiquement dans les financements ; • Absence de dialogue de concertation sur le continuum économie-formations entre ANPEJ, DER et 3FPT.
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les EFPT développent trop rarement des cours du soir, ce qui limite leurs capacités d'accueil et la capacité d'intégration dans les formations de professionnels travaillant les journées ; • Besoin de coupler systématiquement des formations en alphabétisation et les formations en CS qui n'a pas été pris en compte par le MEFPAL ; • Encourager des filières de formation au sein ou à la suite des programmes HIMO afin de certifier les jeunes.
Contacts	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Kamil Wedoud (Senior Education specialist)</p>
<p>Contact</p>	<p>hkamil@worldbank.org</p>

Agence Française de Développement (AFD)	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Programme Être solidaires pour la réussite des jeunes et des territoires ruraux – Maisons Familiales Rurales (MFR) • Accompagner la professionnalisation des enseignants (APPRENDRE)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>MFR</u> (programme régional) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux capacités des MFR, qui sont des centres de formation par alternance de jeunes et d'adultes ruraux, dont la gouvernance est assurée par des familles et des professionnel(le)s; <ul style="list-style-type: none"> ○ Les 9 Unions MFR sont des « têtes de réseau » qui animent les mouvements composés de centres de formations MFR dans chaque pays ; ○ Le Sénégal compte 10 MFR sur son territoire qui ont formé, en 2019, 121 jeunes ; ○ Le programme appuie chaque Union pour que les dispositifs nationaux d'accompagnement des jeunes ruraux vers une insertion professionnelle durable soient formalisés et que les compétences des formateurs soient renforcées. • L'appui à l'élaboration d'une vision stratégique au sein de chaque mouvement ou Union MFR pour que les centres de formation adoptent un modèle économique viable sur le long terme, autonome du soutien de bailleurs ; • Le renforcement de l'ancrage territorial des MFR, de leur positionnement et du plaidoyer politique des mouvements afin de promouvoir de nouvelles initiatives de formations agricoles et rurales ; • Le renforcement des pratiques de collaboration entre mouvements MFR (dans neuf pays). <p><u>APPRENDRE</u> (programme international) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités en ingénierie de formation des directions et institutions nationales en charge de la formation initiale et continue des personnels enseignants ; • Accompagner les Ministères de l'éducation dans la conception et la mise en œuvre de stratégies et démarches de renforcement des compétences des enseignants en poste, adossées à une analyse des besoins et à des pratiques professionnelles réelles ; • Développer des écosystèmes apprenants : formation initiale et continue des enseignants, dispositifs de proximité et de suivi ; • Renforcer l'évaluation du développement professionnel, approche pédagogique réflexive des ressources pédagogiques, didactiques, de formation et d'autoformation adaptées aux besoins des enseignants, aux difficultés d'apprentissages des élèves et utilisant les TICE pour une diffusion à grande échelle et au plus près des établissements ; • Développer les savoirs et la recherche sur les pratiques pédagogiques en lien avec les apprentissages des élèves.

Durée du projet	MFR : Septembre 2019 – Septembre 2022 APPRENDRE : Janvier 2018 – Juin 2024
Zone(s) géographique(s)	MFR : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Madagascar, Mali, Maroc, Sénégal, Tchad, Togo APPRENDRE : 26 pays en Afrique subsaharienne dont le Sénégal, 3 pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), Haïti et Liban
Budget	MFR : 3 092 498 EUR (répartis entre neuf pays) APPRENDRE : 20 millions EUR (répartis entre 26 pays)
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Compétences pour demain • Projet d'Appui et Valorisation des Initiatives des Initiatives Entrepreneuriales (PAVIE I) • Incubation d'institutions de microfinance

<p>Résumé des principaux objectifs du programme</p>	<p><u>Compétences pour demain</u> (projet régional) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le programme “Compétences pour demain” s’adresse aux jeunes des banlieues des grandes métropoles soit des zones périurbaines que rejoignent les migrants régionaux sont sous-équipées en infrastructures éducatives et socio-éducatives ; • Le programme vise à renforcer l’employabilité et la capacité à l’auto-emploi des jeunes et l’utilisation des outils numériques en s’appuyant sur des laboratoires d’Innovation Sociale (LABOS) ; • Renforcer l’engagement citoyen des jeunes en lien avec d’autres acteurs locaux en faveur de changements socio-économiques sur leur territoire. <p><u>PAVIE I</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la création d’emplois pour les jeunes et les femmes grâce à la promotion de l’entrepreneuriat et la densification du tissu économique des MPME en proposant un accompagnement technique et financier aux initiatives entrepreneuriales ciblées ; • Aider à la structuration des filières métiers dans les secteurs de l’agriculture et de l’artisanat ; • Financer plus 14 000 initiatives entrepreneuriales pour la création d’environ 154 000 emplois dont 60% destinés aux femmes ; <ul style="list-style-type: none"> ○ En février 2022, la DER/FJ avait financé, grâce au PAVIE, 12 652 initiatives entrepreneuriales, permettant la création de 65 860 emplois dont 34 990 directs et 30 870 indirects. • Formation et le renforcement de capacités de 27 000 entrepreneurs dont plus de 15 000 femmes ; • 2 200 entreprises accompagnées à la transformation digitale ; • Mise en place d’un dispositif de suivi géolocalisé des investissements par la DER/FJ. <p><u>Incubation d’institutions de microfinance</u> (programme régional) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser l’émancipation socioéconomique des populations en grande précarité dans les pays en développement à travers l’émergence de structures juridiques de droit local autonomes offrant un accès permanent à une offre de microfinance sociale inclusive ; • Plus de 110 000 familles vulnérables pourront bénéficier d’une offre de services financiers accessibles, flexibles et adaptés à leurs besoins ainsi que de services socio-économiques permettant d’améliorer l’impact du microcrédit ; • Renforcer les capacités des partenaires nationaux jusqu’à l’atteinte de leur autonomie institutionnelle, opérationnelle et financière, avec un accent particulier sur la performance sociale, afin de continuer à apporter dans la durée des services de qualité aux populations cibles ; • Développement de nouvelles offres de services financiers et non financiers accessibles aux familles pour les accompagner dans la croissance de leur activité et leur inclusion sociale ; • Elaboration de services de microfinance adaptés, y compris en zone rurale.
<p>Durée du projet</p>	<p><u>Compétences pour demain</u> : Février 2019 – Février 2022 (prolongé d’un an) <u>PAVIE I</u> : janvier 2020 – décembre 2022 <u>Incubation d’institutions de microfinance</u> : Octobre 2017 –</p>
<p>Zone(s) géographique(s)</p>	<p><u>Compétences pour demain</u> : national <u>PAVIE I</u> : national <u>Incubation d’institutions de microfinance</u> : Ziguinchor, Sédhiou</p>

Budget	<p><u>Compétences pour demain</u> : 3 421 362 EUR (répartis entre six pays)</p> <p><u>PAVIE I</u> : 74 milliards FCFA dont 13 milliards FCFA (20 millions EUR) de l'AFD</p> <p><u>Incubation d'institutions de microfinance</u> : 4 486 135 EUR (répartis en six pays)</p>
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p><u>PADES</u> : partenariat avec le Ministère de l'Education nationale sénégalais (unique bénéficiaire)</p> <p><u>APPRENDRE</u> : partenariats avec le ministère de l'éducation nationale, le ministère de l'enseignement supérieur et le MEFPAL</p> <p><u>MFR</u> : Union des MFR (UNMFREO)</p> <p><u>Compétences pour demain</u> : partenariats développés avec les ONG Solidarité Laïque, Aide et Action et CNDREAO pour la mise en œuvre du projet</p> <p><u>PAVIE I</u> : partenariat de mise en œuvre avec la DER, co-financement avec la BAD</p> <p><u>Incubation d'institutions de microfinance</u> : partenariat de mise en œuvre avec Entrepreneurs du Monde.</p>
Mécanismes de référencement mis en place	<p>L'AFD dispose de partenariats signés avec de très nombreuses institutions publiques parmi lesquelles l'ADEPME, la DER, le 3FPT, l'APIX, le ministère de l'Education Nationale, le ministère de l'Enseignement Supérieur, le Crédit Agricole ou la BNDE. Mais aussi de PTF : OFII, GIZ, UNESCO, PNUD, Banque Mondiale, AUF, Expertise France, BAD etc.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>L'AFD est un acteur central du soutien à la gouvernance de la FPT ainsi que de l'entrepreneuriat au Sénégal et les synergies potentielles avec la future programmation de l'UE sont importantes. Le développement d'actions concertées entre l'UE et l'AFD en vue de renforcer la formation des personnels enseignants, de promouvoir la formation des jeunes ruraux au sein des MFT et via un soutien commun à des cellules d'appui à l'insertion des EFPT semblent particulièrement indiqués.</p>
Remarques	
Défis exprimés	Non indiqués
Autres remarques / leçons apprises	L'AFD a financé entre 2016 et mars 2022 le Crédit Agricole afin de rendre plus accessible son offre de financement, il est possible que ces financements soient renouvelés à l'avenir.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Moustapha Sylla (Responsable du volet formation) ; Kevin Lecourbe (Responsable adjoint du volet entrepreneuriat)
Contact	syllam@afd.fr, lecourbek@afd.fr

LuxDev	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom du projet	<ul style="list-style-type: none"> Enhanced Delivery of Demand-driven Skills Development for Investment in Africa (VET – Toolbox 2) Accès équitable à la formation professionnelle (ACEFOP)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>VET – Toolbox 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Faire progresser le dialogue relatif au développement des compétences et à l'EFPT orienté vers l'emploi entre les établissements de formation professionnelle, les entreprises, les institutions nationales et les associations concernées bénéficiant d'investissements européens ; Renforcer les capacités et la formation nécessaire au développement des compétences et à l'EFPT, en offrant, entre autres activités, un soutien aux prestataires de formation locaux et en renforçant la formation interne ; Stimuler l'échange de connaissances sur les leçons tirées de l'expérience pratique entre l'État et les bailleurs sur le développement de l'approche par compétences et des nouveaux établissements de formation professionnelle et technique axés sur la réponse aux besoins des employeurs dans des contextes d'investissement. <p><u>ACEFOP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Étude sur les filières métiers porteuses dans les régions d'intervention du projet ; Élaboration de stratégies et de plans d'action de développement de l'apprentissage dans les filières métiers porteuses identifiées ; Soutien au développement de cinq filières de formation dans chaque région où le projet, correspondant à dix métiers au total ; Construction de trois Centres de Formation Professionnels (CFP) : Goudiry, Bounkiling et Sédhiou. Promotion de l'Approche Par les Compétences (APC) et de sa mise en œuvre dans les <i>curricula</i> ; Mise en place et déploiement de cinq Unités Mobiles de Formation (UMF) et de l'établissement de cinq ateliers de formation modulaire et polyvalents au sein de ces UMF.
Durée du projet	VET – Toolbox 2 : Novembre 2020 à novembre 2024 ACEFOP : Septembre 2016 à décembre 2022
Zone(s) géographique(s)	VET – Toolbox 2 : National ACEFOP : régions de Kédougou, Tambacounda, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor
Budget	VET – Toolbox 2 : 16,25 millions EUR ACEFOP : 19,45 millions EUR
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p>VET – Toolbox 2 est un projet multi-bailleurs cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Le projet est mis en œuvre par ENABEL, LuxDev, le British Council (BC), Expertise France (EF) et la GIZ, un consortium dirigé par ENABEL.</p> <p>Financé essentiellement par le FFU, le projet ACEFOP fait partie du programme SEN/801 'Développer l'Emploi au Sénégal' mis en œuvre par un consortium d'acteurs composés de l'AFD, l'ONG Positive Planet International, le GRET, l'agence de communication 20STM et LuxDev.</p> <p>Bon ancrage des deux projets grâce au réseau de partenaires développé par LuxDev:</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Publics</u> : MEFPAL, APIX, BMN, ONFP, ANPEJ, DER, ARD, 3FPT, collectivités territoriales, CFP, CRFP, ISEP, pôles emploi, Chambres Régionales d'Agriculture, Inspections d'Académie ; • <u>PTF</u> : GIZ, AFD, ENABEL ou OIM ; • <u>Privés</u> (nombreuses entreprises comme Aissa Dione Tissus) ; • <u>ONG</u> : Eclosio, GRET.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet va soutenir la montée en puissance des CFP sectoriels (2ème génération) comme le CSFP de Diamniadio ; • Le projet appuiera le lancement des CFP de 3ème génération (modèle concessif avec une entreprise) dans six secteurs : BTP, foresterie, mines, agro-alimentaire, commerces de grande envergure, mécaniques engins lourds. Ce sont des établissements particulièrement innovants et adaptés aux besoins de l'économie sénégalaise. <p><u>Collaboration envisagée</u> : développer des synergies entre les programmes de formation financés par l'UE et le projet VET ToolBox 2, aussi bien sur l'extension de ces modèles d'EFPT, que sur leur accessibilité à des publics vulnérables ou encore sur la bonne intégration des apprenants formés sur le marché du travail.</p> <p>Parmi les PTF, LuxDev est l'acteur disposant de l'expertise la plus importante en termes d'appui au développement à l'innovation au sein de la formation professionnelle et technique, il est donc recommandé qu'un partenariat soit spécifiquement développé avec LuxDev sur ces enjeux.</p> <p>Par ailleurs, le concept des UMF, particulièrement adapté aux besoins des migrants de retour, pourrait être étendu et répliqué à d'autres régions du Sénégal.</p>
Remarques	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'enjeu clé pour soutenir l'emploi serait de davantage travailler à la formalisation des entreprises, un enjeu qui touche les couches les plus vulnérables de la société sénégalaise dont les migrants de retour ; • Les perceptions de réussite peuvent constituer un obstacle pour l'implication des bénéficiaires, notamment des populations comme les migrants de retour qui vont refuser de s'investir dans certaines formations.
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Parmi les différents PTF ayant participé à la mise en œuvre de la première phase de VET Toolbox, LuxDev a particulièrement été salué pour son expertise innovante en termes de soutien à la FPT et aux EFPT.
Contacts	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Stéphane Contini (Responsable programmes)</p>
<p>Contact</p>	<p>Stephane.contini@luxdev.lu</p>

Institut International de Planification de l'Education (IPE) – UNESCO (Dakar)	
Pays	Sénégal (bureau régional de Dakar)
Formation professionnelle	
Nom du projet	Plateforme d'expertise en formation professionnelle au Sénégal (PEFOP).
Résumé des principaux objectifs du programme	<ul style="list-style-type: none"> • Identification des freins à la mise en œuvre des politiques de la FPT, réforme des <i>curricula</i>, application de l'APC ; • Soutien au développement de PPP dans le domaine de la FPT ; • Soutien à l'élaboration de nouveaux <i>curricula</i> et à leur reconnaissance ; • Développement d'une offre d'EFTP fondée sur l'analyse des besoins de l'économie pour garantir l'employabilité des sortants.
Durée du projet	2015-2021 (étendu d'un an jusqu'en juin 2022)
Zone(s) géographique(s)	<p>35 pays africains ;</p> <p>Le Sénégal a fait partie des quatre pays sélectionnés pour un diagnostic des systèmes de FPT – avec le Burkina Faso, la Mauritanie et la Côte d'Ivoire – en 2016 ; ainsi que pour un soutien à des projets innovants dans le domaine de l'EFTP. Le projet sélectionné au Sénégal visait la reconnaissance par une certification nationale des formations professionnelles en langues locales (pulaar, mandingue, wolof) proposées par la SODEFITEX (FP#23).</p>
Budget	Financement de l'AFD : 6 millions EUR LuxDev a co-financé quelques activités du projet pour 100 000 EUR.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

<p>Ancrage et partenariats</p>	<p>L'IIPE-UNESCO Dakar développe, dans le cadre de ses activités dans le domaine de l'EFTP, des partenariats techniques avec plusieurs organismes et réseaux internationaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), pour le renforcement de la mise en réseau en Afrique de l'Ouest, le soutien à l'innovation et le renforcement des acteurs d'Afrique francophone en leadership pour l'EFTP. • L'Institut pour la formation et l'éducation de la Francophonie (IFEFF) de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), sur la production de documents méthodologiques relatifs à l'appui aux politiques de formation professionnelle tels que les acteurs et partenariats pour l'EFTP, la mise en œuvre de l'APC en Afrique, etc. • LuxDev et l'IFEFF, pour coorganiser des ateliers régionaux de partage et de renforcement mutuel sur des thématiques tels que les PPP dans le domaine de la FPT en Afrique. Une collaboration avec LuxDev a été développée au Sénégal. • La Coopération suisse au développement (DDC), notamment pour soutenir la mutualisation des ressources en formation professionnelle, la promotion des bonnes pratiques et le renforcement des acteurs et dispositifs de la formation professionnelle en Afrique. • L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), pour soutenir certaines activités de son Cadre de concertation des ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle (CCMEFP), en particulier le développement de la Plateforme de mutualisation des outils et ressources de la formation professionnelle. <p>L'IIPE-UNESCO Dakar développe également des relations privilégiées et des échanges réguliers en vue de mener des actions de collaboration avec les réseaux spécialisés de la formation professionnelle en Afrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Réseau international Formation Agricole et Rurale (FAR) • Le Réseau Africain des Institutions et Fonds de Formation Professionnelle (RAFPRO) • Le Pôle de Qualité Inter-pays / Développement des Compétences Techniques et Professionnelles (PQIP-DCTP) de l'ADEA • Le Réseau Africain des Observatoires de l'Emploi et de la Formation (RAOEF) <p>Le principal partenaire de l'IIPE-UNESCO au Sénégal est le MEFPAL (DFPT en particulier). L'institut a appuyé plusieurs EFTP (l'ISEP de Thiès notamment), Sénégal Talents Campus, ainsi que la SODEFITEX.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Importantes opportunités de capitaliser sur les acquis de l'IIPE-UNESCO en matière de formation professionnelle, notamment sur le développement et la reconnaissance de formations en langues locales et/ou valorisant des formations hors cadres traditionnels (familiales, artisanales etc.). En effet, ces réformes bénéficieraient indirectement aux migrants de retour pour lesquels les formations en langues locales et hors cadres traditionnels sont les plus accessibles.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe de l'IIPE-UNESCO est limitée dans sa capacité d'action par son faible nombre d'employés actuel ; • La coopération entre l'IIPE-UNESCO et le MEFPAL dans le cadre du projet PEFOP a été difficile.

Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Les formations courtes dispensées aux migrants de retour qui ne sont pas certifiées par le MEFPAL perdent en termes de valeur et de reconnaissance dans tout le pays ; • Le manque de reconnaissance de la formation pratique ou informelle pose problème dans l'accompagnement des populations vulnérables.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Nicola Tissi (expert TVET) ; Khalil Bahloul (expert en charge des formations en EFTP)
Contact	n.tissi@iiep.unesco.org ; k.bahloul@iiep.unesco.org

OFII	
Pays	Sénégal
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	Dispositif d'aide à la réinsertion économique et sociale aux Sénégalais revenant au Sénégal sur une base volontaire.
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>Une fois les migrants de retour intégrés au dispositif et revenus au Sénégal, l'accompagnement de l'OFII se décompose en trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aide sociale (logement, frais de scolarité, frais médicaux) pour un montant de 400 EUR par adulte, 300 EUR par enfant, 800 EUR par couple ; • Aide à la création d'entreprise, via un accompagnement technique (élaboration de business plan, formalisation de l'entreprise, etc.) fourni par un opérateur sélectionné sur appel d'offres. Une fois le dossier fourni, les bénéficiaires peuvent toucher jusqu'à 6 300 EUR en fonction du projet ; • Dans le cas où le migrant de retour ne souhaite pas créer une entreprise, l'OFII fournit une aide à l'emploi en prenant en charge jusqu'à 4 000 EUR sur une année de salaire, dont 1 000 EUR de formation si le besoin se présente.
Durée du projet	Depuis 1987 – en cours
Zone(s) géographique(s)	National, mais l'OFII est basé à Dakar où la sélection des dossiers et la majeure partie des accompagnements s'effectue.
Budget	126 projets développés/appuyés par l'OFII en 2021, dont neuf appuis sous un format d'aide à l'emploi, pour un total de 450 000 EUR de décaissement annuel.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>L'OFII a développé de nombreux partenariats avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Des institutions publiques</u> : conventions avec le 3FPT, l'ADEPME, la DGASE, Direction migration du MEFPAL ; • <u>Les PTF</u> : GIZ, OIM, Expertise France, AFD via le PAISD dont l'OFII est un des partenaires de mise en œuvre.
Mécanismes de référencement mis en place	L'OFII réfère les migrants de retour accompagnés à des acteurs publics et partenaires pour des financements (DER, GIZ, ADEPME, etc.) ou des formations complémentaires (3FPT)
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<p>Si l'OFII propose des subventions plus élevées et un suivi plus rapproché, qui engendrent une meilleure autonomisation économique, il est important de rappeler l'écart significatif en matière de profils et de nombre de bénéficiaires (ainsi que de temps dédié à leur prise en charge) avec les migrants de retour qui bénéficient d'un RVA financé par l'UE.</p> <p>Une coopération accrue entre l'UE et l'OFII pourrait néanmoins contribuer à soutenir la montée en puissance du dispositif existant avec pour objectifs de renforcer le suivi dans le temps des porteurs de projets et élargir le dispositif à d'autres migrants de retour des pays de l'Union européenne via le dispositif ERRIN.</p>
Remarques	

Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du montant des financements pour soutenir le lancement des projets des migrants de retour ; • Difficulté à identifier des migrants de retour par les partenaires d'ERRIN.
Autres remarques / leçons apprises	Une mutualisation des efforts des PTF sur la thématique et de redéfinition de la cible en l'élargissant aux migrants Sud-Sud et Nord-Sud, et plus uniquement Sud-Nord, serait bénéfique.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Stéphane Darmas (Directeur OFII Sénégal)
Contact	+221 78 187 73 32 ; stephane.darmas@ofii.fr

ENABEL	
Pays	Sénégal
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom des projets	Agropole
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>Pour l'Agropole de Kaolack :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir entrepreneuriat durable et création d'emplois durables ; • Mettre en place un parc industriel ancré autour de l'agro-business : production, transformation et export de produits agricoles ; • Formations et soutien à la disponibilité des compétences nécessaires aux entreprises composant l'agropole ; • Création et lancement en mai 2022 d'un incubateur avec l'université USSEIN pour développer et accompagner les projets d'entrepreneuriat dans le domaine Agricole <p><u>Résultats sur les trois principaux volets d'action :</u></p> <p>1) l'Agropole ENABEL appuie 2000 personnes dont 1500 travaillent dans les activités de production agricole (périmètres irrigués pour permettre aux agriculteurs de travailler toute l'année). Entre 2500 et 3000 personnes supplémentaires y travaillent depuis septembre.</p> <p>2) 400 micro-entreprises ont été créées sur les 6000 visées. ENABEL ne subventionne pas ces projets mais travaille avec des structures comme Baobab pour l'accès au micro-crédit.</p> <p>3) Les PME sénégalaises proposent de la réinsertion professionnelle dans les 5 régions du bassin arachidier. Le principe est qu'ENABEL prend en charge 50% des charges salariales des jeunes employés.</p>
Durée des projets	Agropole (2019-2024)
Zone(s) géographique(s)	Kaolack
Budgets	25,5 millions EUR + 5,3 millions EUR d'assistance technique sur l'industrialisation des filières agricoles dans la région Centre (incluant le projet Aquapole).
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p><u>Dans le cadre de l'Agropole :</u> il s'agit de l'un des projets phares du PES ; ENABEL est leader en termes de soutien et de coordination des autres PTF (incluant la BERD, la BAD, la Banque Islamique de Développement ou le gouvernement italien).</p> <p><u>Dans le cadre de PARERBA (principaux partenariats qui ont été poursuivis dans le cadre du projet Agropole) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour la formation professionnelle, travail avec l'ANCAR (mandat formation agricole et le conseil agricole et rural) avec de bons résultats ; • Formation de micro-entrepreneurs avec Eclasio et World Vision ; • Partenariat avec CARITAS pour l'encadrement de la gestion des coopératives et GIE • Partenariat avec l'OIM sur la réintégration de migrants de retour.

<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le Programme Agropole va mettre en place un système d'accompagnement « à la carte » pour le renforcement en compétences ciblées de 50 entreprises avec le soutien du BMN et du cabinet Deloitte. Si des filières de formation sont identifiées comme manquantes, le Programme fera appel à l'ONFP et au 3FPT pour développer sur des certificats de spécialisation ou des brevets techniques idoines ; • ENABEL est actuellement en train de travailler avec l'ONFP pour identifier les formations qualifiantes à développer pour préparer les jeunes à l'arrivée des entreprises dans le cadre de l'Agropole ; • Aucun partenariat n'a été mis en place à ce jour avec l'ANPEJ mais des discussions sont en cours avec l'ESS et le pôle emploi de Kaolack pour référencer les jeunes aux entreprises recruteuses au sein de l'Agropole.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Un partenariat transversal pourrait être imaginé entre l'UE et ENABEL visant à corréliser les programmes de soutien à la formation professionnelle et technique, de soutien à l'entrepreneuriat et à l'emploi salarié dans les domaines agricoles.</p> <p>Il est enfin conseillé qu'un dialogue visant à la coordination des programmes de l'UE au programme d'Agropole soit établi. En effet, les compétences et profils des migrants de retour sont essentiellement tournés vers les métiers agricoles et une coopération entre l'UE et ENABEL pourrait ainsi permettre de développer de nouvelles voies de réintégration économique, dans des filières porteuses.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La nécessité de gains de revenus rapides pour les populations vulnérables, comme les migrants de retour, ne correspond pas toujours au fonctionnement des projets d'entrepreneuriat agricole comme ceux développés par ENABEL ; • Les projets agricoles sont très vulnérables à l'évolution des cours du marché et les jeunes accompagnés, en particulier les plus vulnérables, ont besoin de fonds de roulement pour amortir ces chocs.
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'écosystème physique n'est pas favorable à l'industrialisation (soucis d'accès à l'eau potable, accès à l'électricité stable et à prix accessibles, ou d'accès aux services comme le posage, emballage, certification, contrôle qualité, laboratoires etc.) ; • Nécessité d'encourager l'intercommunalité pour que des petites communes regroupées au sein de coopératives/GIE puissent accéder plus facilement à des financements ; • Tous les jeunes n'ont pas envie de travailler dans l'agriculture ou la capacité de gérer une micro-entreprise et il faut encourager l'intégration économique des jeunes par le salariat dans les programmes ;
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Ronan le Marec (Responsable projet PARERBA), Annick Peters (Gestionnaire de projet), Seydi Thiam (Conseiller stratégique du rep), Vincent Drieskens (Attaché de coopération)</p>
<p>Contact</p>	<p>Ronan.lemarec@enabel.be ; annick.peters@enabel.be ; seydi.thiam@enabel.be ; Vincent.drieskens@enabel.be</p>

GIZ	
Pays	Sénégal
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	Réussir au Sénégal II Action de Coopération Sud-Sud en matière de migration (projet RECOSA)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Réussir au Sénégal II</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer l'insertion des jeunes par l'auto-emploi, l'entrepreneuriat et par l'emploi salarié <p><u>RECOSA</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des BAOS/antennes via des formations en termes d'accueil et d'orientation ; • Renforcement de la collecte de données ; • Aider les associations de migrants à se structurer dans les régions de Louga, Saint Louis, Kédougou et Matam ; • Innover et varier les voies de réinsertion des migrants de retour en essayant de les réintégrer dans les entreprises les secteurs des services, dans la pisciculture et dans la transformation des produits agricoles.
Durée du projet	Réussir au Sénégal II : Janvier 2022 à janvier 2027 RECOSA : 2018 – 2023
Zone(s) géographique(s)	Réussir au Sénégal II : L'équipe du projet est organisée en six antennes régionales situées à Kaolack, Louga, Diourbel, Kédougou, Matam et Kolda. RECOSA : Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Maroc
Budget	Réussir au Sénégal II : 35 millions EUR, dont 22 millions EUR en co-financement de la SNV et 13 millions EUR de la KfW. RECOSA : 8,6 millions EUR au total financé par l'Union européenne et le Ministère Allemand des Affaires Étrangères.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>Nombreux partenariats en place avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Des institutions publiques</u> : 3FPT, DER, ADEPME, BCE, ARD, MEFPAL, ANPEJ, ARD, BAOS et de nombreux CFP ; • <u>ONG</u> : House of Hope, GRET, Enda ou Women Invest Club ; • <u>PTF</u> : USAID, BAD, OFII, AFD, PNUD, AECID ou AICS ;

Mécanismes de référencement mis en place	<ul style="list-style-type: none"> • Des migrants de retour sont référencés par la GIZ à l'ANPEJ pour que ces derniers soient orientés vers des formations, les agences publiques et PTF en mesure de soutenir leurs projets entrepreneuriaux ; • Un incubateur appelé Teranga Hub a été développé en première phase du programme. Les trois personnels de la GIZ en charge du hub organisent des activités de réseautage avec de nombreuses institutions financières et entreprises. Les agents de la GIZ font également du suivi des jeunes et développent des partenariats pour leur insertion avec des cabinets privés (Simplon par exemple), des ONG (Enda, GRET, etc.), des associations socio-professionnelles (Kay job, YESSAL agri hub) ; • Les agents de la GIZ réfèrent des jeunes au 3FPT en cas de besoin de formations ; • Les agents de la GIZ mettent en relation de jeunes avec la DER/FJ en cas de besoins identifiés en éducation financière et gestion financière ; • Les agents de la GIZ réfèrent des femmes entrepreneurs au Women Invest Club pour développer des accompagnements et mise en réseau spécifique.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • La GIZ travaille au renforcement des BAOS et antennes en améliorant leurs capacités d'accueil, d'orientation et d'accompagnement vers l'emploi des migrants de retour ; • Par ailleurs, la GIZ travaille avec le MEFPAL à l'amélioration du fonctionnement des CAI dans les CFP, notamment dans le développement de leurs partenariats avec le secteur privé ; • Dans le cadre de Réussir au Sénégal II, la GIZ a mis en place une équipe de 60 personnes et un réseau de partenaires et opérateurs de mise en œuvre qui lui permettent à la fois d'assister les jeunes entrepreneurs dans la construction de leurs projets et offres techniques, de renforcer leurs compétences par des formations ciblées, d'attribuer et de suivre de nombreuses subventions locales ; • Des synergies importantes peuvent être développées entre ce programme et la future programmation de l'UE aussi bien sur ses volets formation que de soutien à l'auto-emploi afin de diversifier les voies de réintégration accessibles aux migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • La GIZ intègre souvent une offre de formation dans l'accompagnement de ses bénéficiaires, notamment des formations en <i>soft skills</i>, dont le manque est souvent décrit comme un obstacle à la réussite des porteurs de projet ; • L'accompagnement individualisé de populations vulnérables dans la construction de projets entrepreneuriaux en phase I du projet Réussir au Sénégal a fait face à plusieurs lacunes, dont le soutien à l'accès aux financements, la gestion des fonds de roulement ou encore la commercialisation des produits en fonction des évolutions du marché.
Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Les interlocuteurs rencontrés estiment que l'esprit entrepreneurial des personnes accompagnées est insuffisamment évalué en début de projet ; • Nécessité de continuer à changer les mentalités sur les possibilités de réussite locale en encourageant l'État sénégalais à être davantage proactif sur les réseaux sociaux et dans les médias locaux sur le récit de « <i>success stories</i> » économiques sénégalaises ; • Le manque de valorisation des acquis professionnels et de l'expérience au Sénégal constitue des freins à l'attribution de soutiens financiers (par exemple la nécessité d'avoir un diplôme pour obtenir une subvention).
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mame Bineta Diouf Diallo (Directrice adjointe) – Malayni Thiam (Responsable de programme)
Contact	mame.diallo@giz.de, malayni.thiam@giz.de

Banque Africaine de Développement (BAD)	
Pays	Sénégal
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	Projet Appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales (PAVIE) I Programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en milieu rural au Sénégal (P2RS)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>PAVIE I</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la création d'emplois pour les jeunes et les femmes grâce à la promotion de l'entrepreneuriat et la densification du tissu économique des MPME en proposant un accompagnement technique et financier aux initiatives entrepreneuriales ciblées ; • Financer plus de 14 000 initiatives entrepreneuriales pour la création d'environ 154 000 emplois dont 60% destinés aux femmes ; • Formation et le renforcement de capacités de 27 000 entrepreneurs dont plus de 15 000 femmes ; • 2 200 entreprises accompagnées à la transformation digitale ; • Mise en place d'un dispositif de suivi géolocalisé des investissements par la DER/FJ. <p><u>P2RS</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'entrepreneuriat agricole et à la résilience alimentaire des communautés vulnérables au Sénégal ; • Construction d'infrastructures ; • Amélioration de la rentabilité de la production agricole par la modernisation des équipements, de conseils en production et en vente de produits agricoles ; • Diversification de la production agricole ; • Construction de nouveaux périmètres maraichers.
Durée du projet	<u>PAVIE I</u> : janvier 2020 – décembre 2022 <u>P2RS</u> : 2015 -
Zone(s) géographique(s)	<u>PAVIE I</u> : national <u>P2RS</u> : six communes : Fatick, Kolda, Tambacounda, Kédougou, Matam, Ziguinchor
Budget	<u>PAVIE I</u> : 74 milliards FCFA dont 41 milliards FCFA (59 millions EUR) de la BAD <u>P2RS</u> : 32 millions EUR
Soutien à l'emploi salarié	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Programme d'appui à l'accélération industrielle, à la compétitivité et à l'emploi (PAAICE) • Projet d'appui à la promotion du secteur privé au Sénégal (PAPSP) • Appui à la Banque nationale pour le développement économique (BNDE)

<p>Résumé des principaux objectifs du programme</p>	<p><u>PAACIE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • L'objectif du PAAICE est de soutenir la relance économique, l'accélération de l'industrialisation et la création d'emplois au Sénégal en améliorant la compétitivité des chaînes de valeur, la productivité et l'adoption de technologies matérielles et organisationnelles, l'accès au financement et le développement du secteur privé ; • Le programme est structuré autour des quatre piliers : renforcer la compétitivité du secteur privé, améliorer l'accès au financement pour les MPME, stimuler les gains de productivité et d'accès à la technologie, et promouvoir l'investissement privé. <p><u>PAPSP</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien au renforcement de la compétitivité et à la structuration des microentreprises et des PME au Sénégal (formalisation, projet commercial, santé financière, gestion interne). <p><u>Appui à la BNDE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Faciliter l'accès aux financements des PME au Sénégal et apporter des réponses globales à leurs besoins financiers ; • Financer une dizaine de PME dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche, de l'aviculture et de l'agro-industrie ; • Mise en place de financements destinés à la transformation et à l'industrialisation dans le cadre de la chaîne de valeur agricole ; • Soutenir la BNDE dans le renforcement des capacités de ses agents de crédit du secteur agricole, la gestion des risques, la gestion de projets, les systèmes de gestion environnementale et sociale ainsi que la gestion des résultats en matière de développement ; • Ce financement a pour objectif de contribuer à la création de plus de 1000 emplois directs en zones rurales, essentiellement pour des jeunes ; • Ce projet doit contribuer à faciliter l'accès aux financements pour les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes en renforçant les programmes de financement inclusif de la BNDE dans des secteurs à forte intensité de main d'œuvre.
<p>Durée du projet</p>	<p><u>PAACIE</u> : 2022 – 2025 <u>PAPSP</u> : 2012 – <u>Appui à la BNDE</u> : 2019 - 2022</p>
<p>Zone(s) géographique(s)</p>	<p><u>PAACIE</u> : national <u>PAPSP</u> : national <u>Appui à la BNDE</u> : national</p>
<p>Budget</p>	<p><u>PAACIE</u> : 108,36 millions EUR dont 96,1 millions EUR de la BAD et 12,26 millions EUR issus du Fonds africain de développement <u>PAPSP</u> : 4,5 millions EUR <u>BNDE</u> : ligne de crédit de 22,5 millions EUR dont 15 millions EUR de la BAD et 7,5 millions EUR de <i>Africa Growing Together Fund</i> (cofinancement BAD et Banque Populaire de Chine).</p>
<p>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</p>	

<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p><u>PAVIE I</u> : partenariat de mise en œuvre avec la DER/FJ, co-financement avec l'AFD</p> <p><u>P2RS</u> : Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération</p> <p><u>PAACIE</u> : Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération, ADEPME, BMN</p> <p><u>PAPSP</u> : Ministère de l'Economie et des Finances, ADEPME, DER/FJ</p> <p><u>Appui à la BNDE</u> : BNDE</p>
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La BAD dispose de partenariats signés avec de très nombreuses institutions publiques parmi lesquelles le ministère de l'économie et des finances, le MEFPAL, l'ADEPME, APIX, la DER, la BNDE, le BMN ; • La BAD dispose également de partenariats avec plusieurs PTF dont l'OFII, GIZ, UNESCO, PNUD, la Banque Mondiale ou l'AFD.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union Européenne sur les sujets de l'accompagnement et du renforcement des MPME, de l'entrepreneuriat agricole et de l'accès aux financements des MPME et PME. Une coopération avec la BAD pourrait notamment permettre de renforcer la rentabilité des projets économiques des migrants de retour.</p>
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<p>L'accès aux financements demeure un point bloquant pour les projets entrepreneuriaux au Sénégal.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Olivier Stoullig (Responsable du projet PAACIE), Hatem Fellah (Responsable du projet P2RS), Christian Sarr (Responsable du projet PAPSP)</p>
<p>Contact</p>	<p>o.stoullig@afdb.org, h.fellah@afdb.org, c.sarr@afdb.org</p>

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI)	
Pays	Sénégal
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Type de structure	Agence des Nations Unies – bureau régional - « programme de partenariat pays - Sénégal (PCP-SEN)
Résumé des principaux objectifs de l'agence	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le développement industriel du Sénégal ; • Aide à la levée de fonds de l'Etat du Sénégal en vue de soutenir le développement industriel du pays ; • Appui à la définition de la stratégie et de la politique industrielle du pays ; • Encouragement de l'adoption d'une stratégie industrielle inclusive, durable et territorialisée ; • Appui à la mise en œuvre des ZES, en particulier du parc industriel de Diamniadio, de l'Agropole Sud, de l'Agropole Centre et du futur hub minier.
Zone(s) géographique(s)	En particulier les régions de Kaolack, Casamance, Saint-Louis, Dakar et Thiès.
Capacités de la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2015, le PCP a mobilisé 24,7 millions USD pour les activités de coopération technique de l'ONUDI au Sénégal à travers 26 projets (17 au niveau national et 9 au niveau régional/mondial) ; • Le PCP a également permis de mobiliser des investissements importants dans des projets phares. Ainsi, à la fin de 2019, les investissements publics et privés s'élevaient à 808 millions USD ; • Des investissements supplémentaires de 570 millions USD sont par ailleurs programmés pour 2021/2023.
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Institutions publiques</u> : ministère de l'Economie et des Finances, le Bureau Orientation et Suivi du Plan Sénégal Emergent, l'APIX, la DER, le BMN, l'ONFP, l'ADIA, les ESS, les ARD, les ISEP, la SOCAS (société coopérative des acteurs de l'agropole sud). • <u>PTF</u> : AFD, BAD, BID, UE, GIZ, Banque Européenne de Développement, LuxDev, ENABEL.
Mécanismes de référencement mis en place	Aucun
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Importantes synergies potentielles entre la programmation de l'Union Européenne et celle de l'ONUDI sur l'emploi salarié dans l'industrie, sur l'entrepreneuriat et l'emploi agricole, sur l'orientation de la FPT et la réforme des établissements de formation professionnelle et technique. Un partenariat de l'Union Européenne avec l'ONUDI pourrait par ailleurs permettre que les populations vulnérables, comme les migrants de retour, soient incluses comme bénéficiaires des programmes de recrutement dans les ZES, pôles industriels et agropoles soutenus par l'ONUDI.
Remarques	
Défis exprimés	Les ZES, pôles industriels et agropoles soutenues par l'ONUDI constituent des sources majeures de création d'emploi actuelles, et surtout futures au Sénégal. L'intégration de populations vulnérables comme les migrants de retour n'a pas été spécifiquement intégrée dans la programmation.

Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Les défis identifiés dans les projets de soutien à l'emploi agricole au Sénégal sont principalement la capacité des EFPT à fournir des jeunes bien formés, opérationnels rapidement et adaptés aux besoins en compétences des principaux secteurs porteurs et recruteurs du pays ; • L'intégration des grands projets comme les ZES dans le tissu économique local des zones d'implantation doit être renforcée et mieux pensée en amont des projets.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Malick Sy (Directeur adjoint), Pape Birama Ndiaye (Responsable de programmes)
Contact	m.sy@undio.org ; papebiramandiaye@gmail.com

Organisation Internationale du Travail (OIT)	
Pays	Sénégal
Formation professionnelle	
Nom du projet	<ul style="list-style-type: none"> Programme pays de promotion du travail décent du Sénégal <i>Promotion of innovative and formal entrepreneurship in Senegal and The Gambia</i> (PROMEFI)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Programme de promotion du travail décent du Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Promotion de la création d'emplois décents pour les hommes et les femmes ; Renforcement et extension de la protection sociale. <p>Plus spécifiquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Développement des politiques et stratégies d'emplois décents pour les jeunes, hommes et femmes ; Soutien à la réalisation des programmes publics intensifs en emplois décents au profit des jeunes dans les filières porteuses ; Mise en œuvre de dispositifs favorisant l'employabilité, la promotion des micros, petites et moyennes entreprises et l'insertion des jeunes en zones rurales et urbaines, mis en place ; Soutien à l'élaboration des politiques et des programmes facilitant la transition de l'économie informelle vers le formel ; Soutien à la création d'un système d'information sur le marché de l'emploi, du travail et de la formation professionnelle opérationnel et sensible au genre Soutien au développement de programmes à haute intensité de main d'œuvre ; Renforcement du dispositif juridique et institutionnel des systèmes formels de protection sociale ; Extension de la protection sociale à l'ensemble des travailleurs et travailleuses, y compris ceux de l'économie informelle ; Amélioration de la sécurité et santé au travail. <p><u>PROMEFI</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Signature d'un protocole d'accord avec l'ADEPME pour permettre aux autres structures de soutien aux PME de disposer d'un outil de référence et d'appliquer la même démarche dans le processus d'accompagnement à la transition vers le formel des entreprises cibles ; Formation des formateurs aux outils, démarches et étapes de la formalisation des entreprises ; Formation des entrepreneurs/opérateurs agricoles à la formalisation des entreprises ; Appui à la formalisation de la société coopérative des récupérateurs de déchets de Mbeubeuss-Bokk Diom.
Durée du projet	<u>Promotion du travail décent</u> : Janvier 2018 à décembre 2022 <u>PROMEFI</u> : 2021 -
Zone(s) géographique(s)	<u>Promotion du travail décent</u> : national <u>PROMEFI</u> : national
Budget	<u>Promotion du travail décent</u> : 1,541 millions USD <u>PROMEFI</u> : non communiqué

Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p><u>Promotion du travail décent</u></p> <p>Partenariats développés avec le Ministère du Travail et du Dialogue social (Direction Générale du Travail), avec le MEFPAL, l'ONFP, ANPEJ et le 3FPT.</p> <p><u>PROMEFI</u></p> <p>AICS (via le PASPED, financé par le FFU, et sur fonds propres AICS), FAO, ministère de l'Agriculture, Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture de Dakar (CCIAD), ADEPME), le Centre de Gestion Agréé du Sénégal (CGA), l'ANPEJ, le Conseil Des Entreprises du Sénégal (CDES) ou encore l'Union Nationale des Commerçants et Industriels (UNACOIS).</p>
Mécanismes de référencement mis en place	Pas de mécanismes de référencement mis en place
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Importantes synergies potentielles entre l'action de l'OIT au Sénégal et la programmation de l'Union Européenne, en particulier sur la formalisation des entreprises, dont pourrait grandement bénéficier les entités créées par les migrants de retour afin de renforcer leur pérennité et leur accès aux financements.
Remarques	
Défis exprimés	Difficulté pour les migrants de retour d'accéder à un emploi décent alors que la majorité des emplois créés, y compris par l'Etat, sont précaires.
Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Faible employabilité des jeunes liée à l'inadéquation entre la formation et les besoins du marché ; • Faible cohérence institutionnelle dans la politique de promotion de l'emploi qui fait que les possibilités d'embauche ne sont pas maximisées (exemple de la non-utilisation des matériaux locaux dans le BTP) ; • Nécessité d'amélioration de l'employabilité de ceux qui sont recrutés dans des projets structurants (par exemple dans les infrastructures), pour que les jeunes ressortent avec un diplôme ou une certification, notamment avec la formation en continu.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Bandon Mbengue (Spécialiste politiques et programmes d'investissement à forte d'intensité d'emploi), Roberto Pes (Spécialiste entreprise)
Contact	bandonmboyong@ilo.org , pes@ilo.org

Fiche Acteur 15 : PNUD

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Pays	Sénégal
Soutien à l'emploi salarié	
Nom des projets	Programme d'appui à la création d'opportunités d'emplois verts au Sénégal (PACEV) Cadre de Coopération du PNUD (CPD)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>PACEV</u> : Développer le potentiel de création d'emplois verts de plusieurs filières : Secteur énergétique ; Véhicules mobiles ; Energie/panneaux solaires ; Dessalement d'eau de mer ; Recyclage des déchets ; Aquaculture ; Ecotourisme ; Agroalimentaire.</p> <p><u>Cadre de Coopération du PNUD (CPD)</u> :</p> <p>Le CPD est l'outil stratégique au moyen duquel le PNUD apporte un appui conseil, technique et financier à la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent (PSE) et de l'agenda 2030. Il est composé des composantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du système de gouvernance qui est aligné au pilier « Gouvernance, institutions, paix et sécurité » du PSE ; • Promotion d'une croissance soutenue, inclusive et durable qui est en lien avec le pilier « Transformation structurelle de l'économie et de la croissance » du PSE ; • Gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles qui est en adéquation avec le pilier « Capital humain, protection sociale et développement durable » du PSE.
Durée du projet	<u>PACEV</u> : 2015 – 2020 <u>CPD</u> : 2019 – 2023
Zone(s) géographique(s)	Les deux projets sont mis en œuvre à l'échelle nationale.
Budget	<u>PACEV</u> : 2 millions EUR <u>CPD</u> : 15,24 millions EUR (annuel)
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p><u>PACEV</u> : ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), ANPEJ, plusieurs communes, ANA, UGC, etc.</p> <p><u>CPD</u> : ADEPME, ANSD, BOS du PSE, MEPC, MEFPAL, MEDD, UNICEF, ONU Femmes, AFD, Banque Mondiale, etc.</p>
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	L'UE pourrait envisager d'établir un dialogue accru avec le PNUD sur le développement d'initiatives de soutien à la création d'emplois verts. Ces filières pourraient constituer des voies de réintégration innovantes.
Remarques	
Défis exprimés	Le CPD est insuffisamment intégré dans les dynamiques de développement local, ce qui pourrait constituer un frein pour l'intégration des migrants de retour
Autres remarques / leçons apprises	Des fonds insuffisants ont fortement limité la mise en œuvre du projet (PACEV)
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Mody Attmane (Gestionnaire de programme)
Contact	mody.attmane.diop@undp.org

4. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
20STM	2018	Rapport d'activités - 2ème caravane Nord Tekki-Fii (09 avril au 27 avril 2018 ; Saint-Louis, Richard Toll, Podor, Ourosogui, Louga)
20STM	2020	Rapport d'activités - 4ème caravane Nord Tekki-Fii
AECID	2018	Evaluation de mi-parcours PACERSEN novembre 2018
AECID	2019	Rapport d'activités trimestriel PACERSEN, août 2019
AECID	2019	Rapport d'exécution intermédiaire n°1 (mars 2018 - février 2019) - Renforcement de la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en vue d'améliorer la synergie Migration et Développement
AECID	2020	PACERSEN - Rapport annuel (mars 2019 - février 2020)
AECID	2020	PACERSEN - Rapport d'activités trimestriel (juin-août 2020)
AECID	2020	Rapport d'exécution intermédiaire n°2 (mars 2019 - février 2020) - Renforcement de la gouvernance inclusive de la migration au Sénégal en vue d'améliorer la synergie Migration et Développement
AFD	2007	Nouvelles formes d'apprentissage en Afrique de l'Ouest
AFD	2018	PAISD - Rapport d'exécution intermédiaire n°1 (août 2017 - mai 2018)
AFD	2019	PAISD - Rapport d'exécution intermédiaire n°2 (août 2018 - août 2019)
AFD	2020	PAISD - Complément au rapport d'exécution intermédiaire n°2 (août 2018 - août 2019)
Altai Consulting	2019	Mécanisme de suivi-apprentissage tierce-partie (TPML) pour FFU – Rapport cycle 1 Sénégal
Altai Consulting	2021	Retour volontaire et réintégration : approches communautaires
Altai Consulting	2021	Mécanisme de suivi-apprentissage tierce-partie (TPML) pour FFU – Rapport final Sénégal
Altai Consulting	2022	<i>Monitoring and Learning System for the EUTF Sahel and Lake Chad – 2021 yearly report</i>
ANSD	2014	Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue)
ANSD/OIM	2018	Rapport Migration au Sénégal : Profil Migratoire au Sénégal
ANSD	2019	Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (2018-2019) : Premiers résultats de pauvreté
ANSD	2020	Rapport global du Recensement général des entreprises 2019
ARCHIPELAGO	2018	Fiche projet - Développement d'un dispositif « Formation en alternance – Insertion professionnelle » dans quatre régions du Sénégal : DEFI
ARCHIPELAGO	2019	Fiche projet - Programme pour le Sénégal de formation professionnelle duale et entrepreneuriale adapté aux besoins des entreprises locales
ARCHIPELAGO	2020	Avancement des indicateurs des projets du 1er APP
ARCHIPELAGO	2020	Coopération DEFI - ARCHIPELAGO - Bureau local OIM au Sénégal
ARCHIPELAGO	2020	Evaluation à mi-parcours et perspectives du consortium
ARCHIPELAGO	2020	Mise en œuvre des projets - Etat des lieux

ARCHIPELAGO	2020	Présentation CPCAFA - Copil du 19 novembre 2020
ARCHIPELAGO	2022	Evaluation à mi-parcours du programme ARCHIPELAGO : une initiative afro-européenne d'EFTP, rapport de synthèse
ARD de Kaolack	2020	Rapport - réunion trimestrielle du cadre de concertation et de coordination sur la migration et le développement local
Babacar Ndione, FMM West Africa et ANSD	2018	Migration au Sénégal, Profil migratoire 2018
Banque Mondiale	2009	Enquête migration et transferts de fonds au Sénégal
Banque Mondiale	2018	<i>Systematic country diagnosis of Senegal</i>
Banque Mondiale - Digital Development Partnership	2019	<i>Country Diagnosis – Senegal</i>
Banque Mondiale	2020	<i>Economy Profile Senegal : Doing Business 2020</i>
BIT	2005	Normes de l'OIT sur les travailleurs migrants
BIT	2017	Rapport programme pays de promotion du travail décent au Sénégal 2018-2022 : passage méthodique de l'informel au formel
BIT	2020	L'état des lieux du système de formation professionnelle : Sénégal
BIT	2020	<i>State of Skills: Senegal</i>
BIT	2020	Droits et obligations des jeunes au travail au Sénégal
Dr. Dimé Mamadou et Dr.Wade Cheikh Tidiane - OIM	2019	Etude sur les opportunités de création d'emplois favorisant l'adaptation des territoires au changement climatique pour les migrants de retour au Sénégal
DGASE - Expertise France - OIM	2020	Note de cadrage pour l'élaboration d'un livret blanc des recommandations stratégiques pour la réintégration des Sénégalais de retour
DTM	2019	Rapport Sur Le Suivi Des Flux De Populations
ECLOSIO	2018	Note d'orientation technique et méthodologique pour l'accompagnement à la réinsertion sociale et à la réintégration professionnelle des migrants de retour, Développement de l'Emploi par la Formation et l'Insertion (DEFI)
ECOWAS	2015	Enquête sur les politiques migratoires en Afrique de l'Ouest ECOWAS
ENABEL	2020	Projet PARERBA - Résultats Q2 2020
EU	2016	<i>EUTF priorities for Senegal EU-IOM External Actions to Support Migrant Protection</i>
EU-IOM	2017	<i>Reintegration of Returnees - Framework Standard Operating Procedures for Assisted Voluntary Return and Reintegration</i>
European Commission Directorate-General for Migration and Home Affairs	2012	<i>Reintegration of Returnees - Framework Standard Operating Procedures for Assisted Voluntary Return and Reintegration</i>
FAIR	2021	Cartographie des acteurs de l'investissement à impact au Sénégal et en Côte d'Ivoire
FAO	2018	Diagnostic des dispositifs d'appui technique aux initiatives des migrants

Flahaux M-L., Beauchemin C. et Schoumaker B.	2014	De l'Europe vers l'Afrique : Les migrations de retour au Sénégal et en République démocratique du Congo
3FPT	2021	Rapport annuel 2021 – le 3FPT aujourd'hui...Bilan et Perspectives
3FPT	2021	Le 3FPT, pour un capital humain de qualité
FFU	-	Fiche Action T05-EUTF-SAH-SN-04
FFU	-	Fiche Action T05-EUTF-SAH-SN-05
FFU	-	Fiche Action T05-EUTF-SAH-SN-06
FFU	-	Fiche Action T05-EUTF-SAH-SN-07
GIZ / Expertise France	2020	Action de Coopération Sud-Sud en matière de migration - Etat d'avancement au 30/06/20
GIZ / Expertise France	2020	Action de Coopération Sud-Sud en matière de migration - Note de cadrage pour l'élaboration d'un livret blanc des recommandations stratégiques pour la réintégration des Sénégalais de retour
GIZ / Expertise France	2020	Action de Coopération Sud-Sud : Valoriser la Coopération entre le Maroc, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal en matière de migration
Groupe Thématique Migration	2020	Compte rendu - Les migrations régionales en Afrique de l'Ouest
GRDR - ARDS - AFD	2015	Les pratiques de codéveloppement de la diaspora de Sédhiou en France et en Espagne
IBC SPAIN	2020	Etude sur les besoins de formation des secteurs productifs du Sénégal
ICMPD et OIM	2015	Enquête sur les politiques migratoires en Afrique de l'Ouest
IPE - UNESCO - MEFPAI	2018	La formation professionnelle au Sénégal. Analyse de la mise en œuvre des réformes
INED, Population & Sociétés	2014	De l'Europe vers l'Afrique : Les migrations de retour au Sénégal et en République démocratique du Congo
Institut Français des Relations Internationales (IFRI)	2018	Les partenariats entre l'Union Européenne et les pays africains sur les migrations
LuxDev	2016	Stratégie et plan de communication - Projet ACEFOP
LuxDev	2018	Rapport final de la phase 1 de la campagne Tekki-Fii
LuxDev	2019	Développer l'emploi au Sénégal – Renforcement de la compétitivité des entreprises et de l'employabilité dans les zones de départ
LuxDev	2019	Termes de référence - Campagne de sensibilisation et de promotion de la formation professionnelle et de l'apprentissage dans les 5 régions du programme
LuxDev / Laboratoire GERM	2019	Déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal : Kolda, Kédougou et Tambacounda
LuxDev / Laboratoire GERM et Faits de Sociétés, Université Gaston Berger de Saint-Louis	2019	Déterminants économiques et socio-anthropologiques des migrations dans les régions du Sud et du Sud-Est du Sénégal : Kolda, Kédougou et Tambacounda
Mezger, C., &Flahaux, M. L	2011	<i>Returning to Dakar: A mixed methods analysis of the role of migration experience for labour market status</i>

Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	2021	<i>Point mensuel de conjoncture du mois de janvier 2021</i>
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	2021	Programme d'urgence pour l'emploi et l'insertion des jeunes « XËYU NDAW ÑI »
MMC West Africa	2019	<i>Quarterly Mixed Migration Update - West Africa (Q4 2019)</i>
MPI - GIZ	2021	<i>Deepening Labor Migration Governance at a Time of Immobility : lessons from Ghana and Senegal</i>
Dr. Niang Thiendou et dr. Cissé Youssouf	2021	Développer L'emploi Au Sénégal - Capitalisation Des Expériences Et Des Pratiques Sur L'emploi Et L'insertion Des Jeunes
OECD publishing	2018	<i>Identifying the factors driving West African migration, WEST AFRICAN PAPERS</i>
OFII - Marion Grégoire et Awa Li	2020	Cartographie des acteurs et des dispositifs d'aide au retour et à la réinsertion au Cameroun, Mali, Maroc et au Sénégal,
OIM	2017	Traite des êtres humains et trafic de migrants dans les pays ACP : Défis majeurs et voies à suivre
OIM	2018	Migration au Sénégal, Profil migratoire 2018
OIM	2019	<i>EU-IOM Joint Initiative's biannual reintegration report 2017-2018</i>
OIM	2019	Rapport intermédiaire OIM - année 2 Initiative Conjointe (juin 2018 - mai 2019)
OIM - DFID	2019	Nouvelles dynamiques migratoires au Sénégal
OIM	2020	<i>EU-IOM Joint Initiative's 3rd Biannual Report 2019-2020</i>
OIM	2020	Stratégie de sensibilisation FFUE Sénégal
OIM	2020	<i>An exploratory study on labour recruitment and migrant worker protection mechanisms in West Africa: the case of Côte d'Ivoire, the Gambia, Ghana, Nigeria and Senegal.</i>
OIM	2020	<i>Research brief - migrant debt Senegal</i>
OIM	2020	Accompagner la réintégration : étude sur les résultats de la réintégration à travers une analyse comparative
OIM	2021	<i>Assistance to voluntary and humanitarian return 2017 - june 2021</i>
OIM	2021	<i>Biannual Reintegration Report July 2021</i>
OIM	2021	<i>EU-IOM Joint Initiative's 4th Biannual Report</i>
OIM / Comité National chargé de la gestion des Réfugiés, Rapatriés et des Personnes déplacées	2018	Procédures opérationnelles standard pour l'aide à la réintégration des migrants de retour au Sénégal, Dans le cadre de l'Initiative FFUE-OIM pour la Protection et la réintégration des migrants
OIM/ Samuel Hall	2018	Cartographie et profils socioéconomiques des communautés de retour au Sénégal
OIM/DTM	2019	Cartographie des mobilités en Afrique de l'Ouest et du Centre
PLASEPRI	2015	Rapport final - Evaluation de l'impact du programme PLASEPRI
République du Sénégal	2008	Décret n°2008-635 du 11 juin 2008 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement du Fonds d'Appui à l'Investissement des Sénégalais de l'Extérieur (FAISE)
République du Sénégal	2010	Décret n° 2010-241 abrogeant et remplaçant le décret n° 95-154 du 9 février 1995 portant création du Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur.

République du Sénégal	2012	Lettre de politique générale pour le secteur de l'éducation et de la formation (LPGEF) couvrant la période 2012-2025
République du Sénégal	2013	Loi n°2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code général des Collectivités locales
République du Sénégal	2014	Décret n° 2014-871 du 22 juillet 2014 qui confère au Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, la charge de la préparation et de la mise en œuvre de la politique extérieure du Sénégal
République du Sénégal	2014	Plan Sénégal Emergent (2014-2023)
République du Sénégal	2015	Loi n°2015-01 portant loi d'orientation de la Formation professionnelle et technique.
République du Sénégal	2015	Nouvelle Politique nationale de l'Emploi (NPNE)
République du Sénégal - OIM	2018	Politique Nationale de Migration du Sénégal
République du Sénégal	2018	Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence 2018-2030 (PAQUET) - Education Formation
République du Sénégal	2018	Plan Sénégal Emergent : plan d'actions prioritaires 2019-2023
République du Sénégal	2019	Arrêté n°000131 portant création, organisation et fonctionnement de la Plateforme régionale de Suivi et de Développement intégré de Tambacounda
République du Sénégal	2020	Loi n°2020-01 relative à la création et à la promotion de la startup au Sénégal, Gouvernement du Sénégal
République du Sénégal	2020	Plan Sénégal Emergent : plan d'actions prioritaires 2 ajusté et accéléré (PAP 2A) pour la relance de l'économie 2019-2023
République du Sénégal	2021	Décret n°2021-675 du 25 mai 2021 instituant les Pôles Emploi et Entrepreneuriat pour les jeunes et les femmes (PEEJF)
République du Sénégal	2021	Arrêté du 23 avril 2021 - 017420 portant internalisation des modules de l'entrepreneuriat dans les curricula de formation professionnelle et technique
République du Sénégal	2021	Décret n°2021-1790 modifiant le décret n°2015-582 du 11 mai 2015 relatif à la reconnaissance, au classement et à l'équivalence des diplômes de l'Enseignement supérieur
Samuel Hall et OIM	2017	<i>Setting Standards for an Integrated Approach to Reintegration</i>
Samuel Hall	2018	Analyse des principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal)
Tekki-Fii	2019	Point d'avancement communication
Tekki-Fii	2020	Rapport final de la campagne Tekki-Fii
World Vision	2021	Moyens d'existence et résilience
World Vision	2021	<i>Regreening Africa au Sénégal</i>